



UKRAINE – MESURES ANTIDUMPING VISANT LE NITRATE D'AMMONIUM

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

Addendum

*RCC supprimés, comme indiqué [[***]]*

Le présent addendum contient les annexes A à E du rapport du Groupe spécial qui se trouve dans le document WT/DS493/R.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels	9

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Premier résumé analytique intégré des arguments de la Russie	12
Annexe B-2	Premier résumé analytique intégré des arguments de l'Ukraine	22
Annexe B-3	Deuxième résumé analytique intégré des arguments de la Russie	30
Annexe B-4	Deuxième résumé analytique intégré des arguments de l'Ukraine	42

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique des arguments de l'Argentine	54
Annexe C-2	Résumé analytique des arguments de l'Australie	57
Annexe C-3	Résumé analytique des arguments du Brésil	60
Annexe C-4	Résumé analytique des arguments de la Chine	63
Annexe C-5	Résumé analytique des arguments de la Colombie	67
Annexe C-6	Résumé analytique des arguments de l'Union européenne	69
Annexe C-7	Résumé analytique des arguments du Japon	74
Annexe C-8	Résumé analytique des arguments du Mexique	77
Annexe C-9	Résumé analytique des arguments de la Norvège	81
Annexe C-10	Résumé analytique des arguments des États-Unis	83

ANNEXE D

COMMUNICATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Communication datée du 23 août 2017 concernant les délais fixés dans le calendrier pour le présent différend	90
Annexe D-2	Communication datée du 23 août 2017 concernant le premier résumé analytique intégré de l'Ukraine	91
Annexe D-3	Communication datée du 30 août 2017	92
Annexe D-4	Communication datée du 12 septembre 2017	93
Annexe D-5	Communication datée du 21 septembre 2017	95
Annexe D-6	Communication datée du 16 octobre 2017	96

ANNEXE E

RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réexamen intérimaire	99

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	4
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels	9

ANNEXE A-1

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Adoptées le 3 avril 2017 et révisées le 21 septembre 2017

1.1. Pour mener ses travaux, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord). En outre, les procédures de travail ci-après seront d'application.

Généralités

1.2. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Aucune disposition du Mémorandum d'accord ou des présentes procédures de travail n'empêchera une partie au différend (ci-après "partie") de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués au Groupe spécial par un autre Membre et que ce Membre aura désignés comme tels. Dans les cas où une partie présentera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public.

1.3. Les parties, et les Membres ayant informé l'Organe de règlement des différends de leur intérêt dans le différend conformément à l'article 10 du Mémorandum d'accord (ci-après les "tierces parties"), traiteront les renseignements commerciaux confidentiels conformément aux procédures énoncées dans les procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels adoptées par le Groupe spécial.

1.4. Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties et les tierces parties n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

1.5. Chaque partie ou tierce partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial. Chaque partie ou tierce partie sera responsable de tous les membres de sa propre délégation et s'assurera que chaque membre de cette délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure.

Communications

1.6. Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, chaque partie présentera une communication écrite dans laquelle elle exposera les faits de la cause et ses arguments, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Chaque partie présentera également au Groupe spécial, avant sa deuxième réunion de fond, une réfutation écrite, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.

1.7. Une partie présentera une demande de décision préliminaire le plus tôt possible et en tout état de cause au plus tard dans sa première communication écrite au Groupe spécial. Si la Fédération de Russie demande une telle décision, l'Ukraine présentera sa réponse à la demande dans sa première communication écrite. Si l'Ukraine demande une telle décision, la Fédération de Russie présentera sa réponse à la demande avant la première réunion de fond du Groupe spécial, à un moment qui sera déterminé par le Groupe spécial compte tenu de la demande. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

1.8. Chaque partie présentera tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins de la réfutation, des réponses aux questions ou des observations concernant les réponses données par l'autre partie. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. Dans les cas où une telle exception aura été autorisée, le Groupe spécial

accordera à l'autre partie un délai pour formuler des observations, selon qu'il sera approprié, sur tout élément de preuve factuel nouveau présenté après la première réunion de fond.

1.9. Dans les cas où la langue originale des pièces n'est pas une langue de travail de l'OMC, la partie ou tierce partie présentant ces pièces en produira en même temps une traduction dans la langue de travail de l'OMC dans laquelle elle aura rédigé la communication. Le Groupe spécial pourra accorder des prorogations de délai raisonnables pour la traduction de ces pièces sur exposé de raisons valables. Toute objection concernant l'exactitude d'une traduction devrait être présentée par écrit dans les moindres délais, au plus tard à la date du dépôt de documents ou de la réunion (la première de ces dates étant retenue) suivant la présentation de la communication qui contient la traduction en question. Elle sera accompagnée d'une explication détaillée des motifs qui la justifient et d'une autre traduction.

1.10. Afin de faciliter la tenue du dossier du différend et d'assurer la plus grande clarté possible des communications, chaque partie ou tierce partie numérotera ses pièces par ordre chronologique tout au long du différend, en indiquant le nom du Membre présentant la communication et le numéro de chaque pièce sur sa page de couverture. Par exemple, les pièces présentées par la Fédération de Russie pourraient être numérotées comme suit: RUS-1, RUS-2, etc. Si la dernière pièce se rapportant à la première communication était la pièce RUS-5, la première pièce se rapportant à la communication suivante serait donc la pièce RUS-6.

1.11. Chaque partie ou tierce partie est invitée à présenter ses communications conformément à l'Editorial Guide for Panel Submissions de l'OMC joint en tant qu'annexe 1, dans la mesure où il est possible de le faire.

Questions

1.12. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et aux tierces parties, oralement ou par écrit, y compris avant chaque réunion de fond.

Réunions de fond

1.13. Chaque partie fournira au Groupe spécial une liste des membres de sa délégation avant chaque réunion avec le Groupe spécial et au plus tard à 17 heures le jour ouvrable précédent.

1.14. La première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

- a. Le Groupe spécial invitera la Fédération de Russie à faire une déclaration liminaire pour présenter son argumentation en premier. Puis il invitera l'Ukraine à présenter son point de vue. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque partie en fournira des copies additionnelles pour les interprètes par l'intermédiaire du secrétaire du Groupe spécial. Chaque partie mettra à la disposition du Groupe spécial et de l'autre partie la version finale de sa déclaration liminaire, ainsi que de sa déclaration finale, le cas échéant, de préférence à la fin de la réunion, et en tout état de cause au plus tard à 17 heures le premier jour ouvrable suivant la réunion.
- b. À l'issue des déclarations, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de poser des questions à l'autre partie ou de faire des observations, par son intermédiaire. Chaque partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Chaque partie adressera par écrit à l'autre partie, dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit aux questions écrites de l'autre partie dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.
- c. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux parties. Chaque partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Le Groupe spécial adressera par écrit aux parties, dans un délai qu'il fixera, toutes questions auxquelles il souhaite

qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit à ces questions dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.

- d. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une brève déclaration finale, la Fédération de Russie faisant la sienne en premier.

1.15. La deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

- a. Le Groupe spécial demandera à l'Ukraine si elle souhaite se prévaloir du droit de présenter son argumentation en premier. Dans l'affirmative, il l'invitera à faire sa déclaration liminaire, après quoi la Fédération de Russie fera la sienne. Si l'Ukraine choisit de ne pas se prévaloir de ce droit, le Groupe spécial invitera la Fédération de Russie à faire sa déclaration liminaire en premier. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque partie fournira des copies additionnelles pour les interprètes par l'intermédiaire du secrétaire du Groupe spécial. Chaque partie mettra à la disposition du Groupe spécial et de l'autre partie la version finale de sa déclaration liminaire ainsi que de sa déclaration finale, le cas échéant, de préférence à la fin de la réunion, et en tout état de cause au plus tard à 17 heures le premier jour ouvrable suivant la réunion.
- b. À l'issue des déclarations, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de poser des questions à l'autre partie ou de faire des observations, par son intermédiaire. Chaque partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Chaque partie adressera par écrit à l'autre partie, dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit aux questions de l'autre partie dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.
- c. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux parties. Chaque partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Le Groupe spécial adressera par écrit aux parties, dans un délai qu'il fixera, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit à ces questions dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.
- d. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une brève déclaration finale, la partie ayant fait sa déclaration liminaire en premier faisant sa déclaration finale en premier.

Tierces parties

1.16. Le Groupe spécial invitera chaque tierce partie à lui transmettre une communication écrite avant sa première réunion de fond avec les parties, conformément au calendrier qu'il aura adopté.

1.17. Chaque tierce partie sera également invitée à présenter ses vues oralement au cours d'une séance de cette première réunion de fond réservée à cette fin. Chaque tierce partie fournira au Groupe spécial la liste des membres de sa délégation avant cette séance et au plus tard à 17 heures le jour ouvrable précédent.

1.18. La séance avec les tierces parties se déroulera de la manière suivante:

- a. Toutes les tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.
- b. Le Groupe spécial entendra tout d'abord les arguments des tierces parties dans l'ordre alphabétique. Les tierces parties présentes à la séance avec les parties et ayant l'intention de présenter leurs vues oralement à cette séance fourniront au Groupe spécial, aux parties et aux autres tierces parties des versions écrites provisoires de leurs déclarations avant de prendre la parole. Les tierces parties mettront à la disposition du Groupe spécial, des parties et des autres tierces parties les versions finales de leurs

déclarations, de préférence à la fin de la séance, et en tout état de cause au plus tard à 17 heures le premier jour ouvrable suivant la séance.

- c. Après que les tierces parties auront fait leurs déclarations, les parties pourront se voir ménager la possibilité, par l'intermédiaire du Groupe spécial, de poser des questions aux tierces parties afin d'obtenir des précisions sur tout point soulevé dans les communications ou déclarations de celles-ci. Chaque partie adressera par écrit à une tierce partie, dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
- d. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux tierces parties. Chaque tierce partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Le Groupe spécial adressera par écrit aux tierces parties, dans un délai qu'il fixera, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque tierce partie sera invitée à répondre par écrit à ces questions dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.

Partie descriptive

1.19. La description des arguments des parties et des tierces parties dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial reprendra les résumés analytiques fournis par les parties et les tierces parties, qui seront annexés en tant qu'addenda au rapport. Ces résumés analytiques ne remplaceront en aucun cas les communications des parties et des tierces parties dans l'examen de l'affaire par le Groupe spécial.

1.20. Chaque partie présentera un résumé analytique intégré des faits et arguments présentés au Groupe spécial dans sa première communication écrite, ses premières déclarations orales liminaire et finale, et ses réponses aux questions à l'issue de la première réunion de fond, et un résumé analytique intégré séparé de sa communication écrite présentée à titre de réfutation, de ses deuxième déclarations orales liminaire et finale, et de ses réponses aux questions posées après la deuxième réunion de fond, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Chaque résumé analytique intégré ne comportera pas plus de 15 pages. Le Groupe spécial ne résumera pas dans la partie descriptive de son rapport, ni dans l'annexe de son rapport, les réponses des parties aux questions.

1.21. Chaque tierce partie présentera un résumé analytique des arguments avancés dans sa communication écrite et sa déclaration conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ce résumé pourra aussi inclure un résumé des réponses aux questions, lorsqu'il y aura lieu. Le résumé analytique qui sera fourni par chaque tierce partie ne dépassera pas six pages.

1.22. Le Groupe spécial se réserve le droit de demander aux parties et aux tierces parties de présenter des résumés analytiques des faits et arguments qui lui auront été présentés par une partie ou une tierce partie dans toute autre communication pour laquelle une date limite pourra ne pas être spécifiée dans le calendrier.

Réexamen intérimaire

1.23. Après la remise du rapport intérimaire, chaque partie pourra demander par écrit le réexamen d'aspects précis de ce rapport et demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial, conformément au calendrier que celui-ci aura adopté. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion sera exercé au plus tard au moment où la demande écrite de réexamen sera présentée.

1.24. Si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, chaque partie pourra présenter des observations écrites sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ces observations ne porteront que sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie.

1.25. Le rapport intérimaire ainsi que le rapport final avant sa distribution officielle resteront strictement confidentiels et ne seront pas divulgués.

Signification des documents

1.26. Les procédures suivantes s'appliqueront pour la signification des documents:

- a. Chaque partie ou tierce partie soumettra tous les documents au Groupe spécial en les déposant auprès du greffe numérique du règlement des différends (GNRD) avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial. La version électronique téléchargée dans le GNRD constituera la version officielle aux fins du dossier du différend. Le téléchargement dans le GNRD constituera également la signification électronique des documents au Groupe spécial, à l'autre partie et aux tierces parties.¹ Au cas où une partie ou tierce partie ne serait pas en mesure de respecter la limite de 17 heures en raison de problèmes techniques lors du téléchargement de ces documents dans le GNRD, la partie ou tierce partie concernée prendra contact sans tarder avec le greffe du règlement des différends et fournira par courriel une version électronique de tous les documents devant être présentés au Groupe spécial, à l'exception des pièces, quelles qu'elles soient. Ce courriel sera adressé à DSRegistry@wto.org et à l'autre partie ainsi que, selon qu'il sera approprié, aux tierces parties. Les documents envoyés par courriel seront déposés au plus tard à 17h30 à la date fixée. Les pièces seront aussi déposées auprès du greffe du règlement des différends (bureau n° 2047) et fournies à l'autre partie ainsi que, selon qu'il sera approprié, aux tierces parties au plus tard à 17h30, mais elles seront fournies sur un CD-ROM, un DVD ou une clé USB, conjointement avec le formulaire pour le dossier électronique du GNRD.
- b. Avant 17 heures, le jour ouvrable suivant le dépôt électronique, chaque partie ou tierce partie déposera une copie papier de tous les documents qu'elle soumet au Groupe spécial, y compris les pièces, auprès du greffe du règlement des différends. Le greffe du règlement des différends tamponnera la date et l'heure du dépôt sur les documents.
- c. Le Groupe spécial fournira aux parties la partie descriptive, le rapport intérimaire et le rapport final, ainsi que d'autres documents, selon qu'il sera approprié, par l'intermédiaire du GNRD. Lorsque le Groupe spécial fournira aux parties ou aux tierces parties à la fois une version papier et une version électronique d'un document, la version électronique téléchargée dans le GNRD constituera la version officielle aux fins du dossier du différend.

1.27. Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les présentes procédures si nécessaire, après avoir consulté les parties.

¹ Lorsqu'une partie téléchargera un document dans le GNRD, conformément au présent paragraphe, elle enverra par courriel au Groupe spécial et à l'autre partie une notification identifiant le document, y compris le numéro des pièces téléchargées. La notification destinée au Groupe spécial devrait être adressée à DSRegistry@wto.org. Lorsque le Groupe spécial téléchargera un document dans le GNRD, il enverra également par courriel une notification aux parties. Si une partie n'a pas accès à un document identifié dans le courriel envoyé par l'autre partie ou le Groupe spécial, elle avertira le greffe du règlement des différends et l'autre partie par courriel dans les moindres délais et, en tout cas, au plus tard à 17 heures le jour ouvrable suivant.

ANNEXE A-2

PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

Adoptées le 3 avril 2017

Les procédures ci-après s'appliquent à tous les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) présentés au cours de la procédure du Groupe spécial dans le différend DS493.

1. Aux fins de la présente procédure de groupe spécial, les RCC comprennent:

- a. tous renseignements désignés comme tels par la partie qui les présente, qui ont été traités antérieurement comme confidentiels par l'autorité chargée de l'enquête antidumping en cause en l'espèce, à moins que le Groupe spécial ne décide qu'ils ne devraient pas être traités comme des RCC aux fins de la présente procédure de groupe spécial sur la base d'une objection soulevée par une partie conformément au paragraphe 3 ci-dessous.
- b. tous autres renseignements désignés comme tels par la partie qui les présente, à moins que le Groupe spécial ne décide qu'ils ne devraient pas être traités comme des RCC aux fins de la présente procédure de groupe spécial sur la base d'une objection soulevée par une partie conformément au paragraphe 3 ci-dessous.

2. Les renseignements qui sont du domaine public ne pourront pas être désignés comme RCC. En outre, les renseignements traités antérieurement comme confidentiels par l'autorité chargée de l'enquête antidumping en cause en l'espèce ne pourront pas être désignés comme RCC si la personne qui les a fournis au cours de cette enquête accepte, par écrit, qu'ils soient rendus publics.

3. Si une partie ou une tierce partie considère que des renseignements communiqués par l'autre partie ou une tierce partie auraient dû être désignés comme RCC et fait objection à ce qu'ils soient communiqués sans cette désignation, elle portera immédiatement cette objection à l'attention du Groupe spécial, de l'autre partie et, s'il y a lieu, des tierces parties, en indiquant les raisons qui la motivent. De même, si une partie ou une tierce partie considère que l'autre partie ou une tierce partie a désigné des renseignements comme RCC qui ne devraient pas être désignés comme tels, elle portera immédiatement cette objection à l'attention du Groupe spécial, de l'autre partie et, s'il y a lieu, des tierces parties, en indiquant les raisons qui la motivent. Pour décider si les renseignements visés par une objection doivent être traités comme des RCC aux fins de la présente procédure de groupe spécial, le Groupe spécial examinera si la divulgation des renseignements en question pourrait causer un préjudice grave aux intérêts de celui ou de ceux qui les ont fournis.

4. Personne n'aura accès aux RCC, à l'exception d'un membre du Secrétariat chargé d'aider le Groupe spécial ou du Groupe spécial, d'un employé d'une partie ou d'une tierce partie, ou d'un conseiller extérieur d'une partie ou d'une tierce partie aux fins du présent différend.

5. Une partie ou une tierce partie ayant accès aux RCC dans la présente procédure de groupe spécial ne les divulguera qu'aux personnes autorisées à y avoir accès, conformément aux présentes procédures. Tout renseignement désigné comme RCC aux termes des présentes procédures ne sera utilisé qu'aux fins du présent différend. Chaque partie et tierce partie aura la responsabilité de veiller à ce que ses employés et/ou conseillers extérieurs se conforment aux présentes procédures pour protéger les RCC.

6. Un conseiller extérieur d'une partie ou d'une tierce partie n'aura pas accès aux RCC s'il est cadre ou employé d'une entreprise s'occupant de la production, de la vente, de l'exportation ou de l'importation du (ou des) produit(s) visé(s) par l'enquête en cause dans le présent différend, ou

cadre ou employé d'une association de telles entreprises. L'accès des tierces parties aux RCC sera soumis aux conditions prévues dans les présentes procédures de travail.

7. La partie qui communiquera des RCC fera figurer sur la page de couverture et/ou la première page, ainsi que sur chacune des pages du document contenant des RCC, une mention indiquant qu'il contient de tels renseignements. Les renseignements spécifiques en question figureront entre doubles crochets, de la manière indiquée ci-après: [[xx,xxx.xx]]. La première page ou la page de couverture du document portera la mention "Contient des renseignements commerciaux confidentiels", et en haut de chaque page du document figurera l'avertissement "Contient des renseignements commerciaux confidentiels".

8. Pour tous les RCC communiqués sous forme de code binaire, la mention "Renseignements commerciaux confidentiels" apparaîtra clairement sur une étiquette du support de mise en mémoire, et la mention "Renseignements commerciaux confidentiels" apparaîtra clairement sur les fichiers en code binaire.

9. Lorsqu'une déclaration orale contiendra des RCC, la partie ou la tierce partie la prononçant informera le Groupe spécial, avant de la faire, que cette déclaration contiendra des RCC, et le Groupe spécial veillera à ce que seules les personnes autorisées à avoir accès aux RCC conformément aux présentes procédures soient présentes dans la salle pour entendre cette déclaration. Les indications prévues au paragraphe 7 figureront sur les versions des déclarations orales de ce type présentées au Groupe spécial.

10. Toute personne autorisée à avoir accès aux RCC aux conditions prévues par les présentes procédures conservera tous les documents contenant des RCC de manière à empêcher l'accès non autorisé à ces renseignements.

11. Le Groupe spécial ne divulguera pas les RCC, ni dans son rapport ni d'aucune autre manière, aux personnes non autorisées en vertu des présentes procédures à y avoir accès. Il pourra toutefois faire des déclarations au sujet des conclusions tirées de ces renseignements. Avant de distribuer son rapport final aux Membres, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité d'examiner le rapport pour s'assurer qu'il ne contient aucun renseignement qu'elle aura désigné comme RCC.

12. Les communications contenant des RCC seront incluses dans le dossier transmis à l'Organe d'appel au cas où le rapport du Groupe spécial ferait l'objet d'un appel.

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Premier résumé analytique intégré des arguments de la Russie	12
Annexe B-2	Premier résumé analytique intégré des arguments de l'Ukraine	22
Annexe B-3	Deuxième résumé analytique intégré des arguments de la Russie	30
Annexe B-4	Deuxième résumé analytique intégré des arguments de l'Ukraine	42

ANNEXE B-1

PREMIER RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA RUSSIE

I. INTRODUCTION

1. Dans le présent différend, la Fédération de Russie conteste les mesures de l'Ukraine imposant des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie. Ces mesures sont énoncées dans plusieurs décisions de la Commission interministérielle du commerce international (Commission interministérielle): la Décision de 2008, modifiée par la Décision de 2010, la Décision de 2010 elle-même et la Décision n° AD-315/2014/4421-06 du 1^{er} juillet 2014, ainsi que l'Avis sur les modifications et la prorogation des mesures antidumping visant l'importation en Ukraine de nitrate d'ammonium, originaire de la Fédération de Russie, publié le 8 juillet 2014 dans *l'Uryadoviy Courier*, n° 120, y compris toutes annexes, tous avis, toutes communications et tous rapports du Ministère ukrainien du développement économique et du commerce (autorité chargée de l'enquête), et toutes modifications y relatives.¹

II. RÉSUMÉ DES FAITS

2. Le 21 mai 2008, la Commission interministérielle a adopté la Décision n° AD-176/2008/143-47 imposant des mesures antidumping définitives sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie. Les droits antidumping ont été fixés à 10,78% pour JSC MCC EuroChem, à 9,76% pour JSC Dorogobuzh et à 11,91% pour tous les autres.

3. Le 6 février 2009, le Tribunal administratif de district de Kiev a rendu la Décision n° 5/411 annulant la mesure antidumping pour un producteur (JSC MCC EuroChem). Le Tribunal de district a établi que l'autorité chargée de l'enquête avait appliqué de façon incorrecte un ajustement à la baisse du niveau commercial au prix à l'exportation de la société, et des ajustements de la valeur normale, et que la marge de dumping correcte pour les ventes effectuées par ce producteur s'établissait à moins 0,12%. Cette décision a été confirmée par des tribunaux supérieurs de l'Ukraine. Pour mettre en œuvre les jugements des tribunaux ukrainiens, la Commission interministérielle a adopté la Décision de 2010, qui ramenait le droit antidumping attribué à ce producteur à 0%.

4. En 2013, la Commission interministérielle a entrepris un réexamen intérimaire et un réexamen à l'expiration de ces mesures antidumping, et a inclus le producteur russe qui avait une marge de dumping négative dans le champ de ces deux réexamens.

5. Au cours des réexamens, malgré la pleine coopération des producteurs et exportateurs russes, l'autorité chargée de l'enquête a rejeté certaines données relatives aux coûts de production du nitrate d'ammonium qu'ils avaient présentées dans leurs réponses au questionnaire. Le prix du gaz, principal intrant utilisé dans la fabrication du produit considéré, qui avait été effectivement

¹ Les mesures antidumping définitives ont été imposées au moyen de la Décision n° AD-176/2008/143-47 de la Commission interministérielle du commerce international du 21 mai 2008 sur l'application de mesures antidumping définitives visant l'importation en Ukraine de nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie (Décision de 2008), modifiée par la Décision n° AD-245/2010/4403-47 du 25 octobre 2010 (Décision de 2010). Le réexamen à l'expiration a été engagé conformément à la Décision n° AD-294/2013/4423-06 de la Commission interministérielle du commerce international du 24 mai 2013. Le réexamen intérimaire a été engagé conformément à la Décision n° AD-296/2013/4423-06 de la Commission interministérielle du commerce international du 2 juillet 2013. Suite au réexamen à l'expiration et au réexamen intérimaire qui ont été menés simultanément, les taux des droits antidumping définitifs visant les importations de nitrate d'ammonium en provenance de la Fédération de Russie, qui avaient été initialement imposés par la Décision n° AD-176/2008/143-47 du 21 mai 2008, ont été relevés et ces droits ont été prorogés pour une durée de cinq ans par la Décision n° AD-315/2014/4421-06 de la Commission interministérielle du commerce international du 1^{er} juillet 2014, qui est entrée en vigueur le 8 juillet 2014.

payé par les sociétés a été écarté. L'autorité chargée de l'enquête a en fait utilisé le prix à l'exportation moyen du gaz demandé à la frontière avec l'Allemagne, moins les frais de transport.

6. Par conséquent, le prix ajusté du gaz a été utilisé dans le calcul des coûts de production. Il a été constaté que les ventes de nitrate d'ammonium sur le marché intérieur russe avaient été effectuées à des prix inférieurs aux coûts unitaires "raisonnables" pour ses coûts de production majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général. L'autorité chargée de l'enquête a conclu que les ventes intérieures de nitrate d'ammonium n'avaient pas eu lieu "au cours d'opérations commerciales normales" en raison de leur prix. Elle a construit la valeur normale en utilisant le prix ajusté du gaz, qui est trois fois plus élevé que le prix effectivement payé par les producteurs et exportateurs russes.

7. Le 25 juin 2014, l'autorité chargée de l'enquête a distribué aux parties intéressées sa "Documentation fournie concernant les résultats obtenus dans le processus de réexamen des mesures antidumping (réexamen intérimaire et en relation avec l'expiration) visant les importations en Ukraine de nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie" (divulgaration). Seulement deux jours civils ont été accordés aux parties intéressées pour présenter des observations sur ce document.

8. Le 1^{er} juillet 2014, la Commission interministérielle a adopté la Décision n° AD-315/2014/4421-06 prorogeant les mesures antidumping visant les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie pour les cinq années suivantes.² Cette décision a aussi modifié les droits antidumping comme suit: pour JSC Dorogobuzh – 20,51%; pour JSC MCC EuroChem – 36,03%; pour tous les autres – 36,03%, et a donc imposé le droit antidumping au producteur russe au sujet duquel les tribunaux ukrainiens avaient constaté qu'il avait une marge de dumping négative.

III. ALLÉGATIONS DE FOND CONCERNANT LES DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

A. L'Ukraine a violé l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en ne calculant pas les frais sur la base des registres des producteurs et exportateurs russes lorsqu'elle a déterminé la valeur normale construite

9. L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping énonce l'obligation de calculer les frais en utilisant les registres du producteur ou de l'exportateur visé par l'enquête. En vertu de cette règle, l'autorité chargée de l'enquête examine les registres afin de déterminer: 1) s'ils sont conformes aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur; et 2) s'ils tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

10. Du point de vue de la pertinence systémique, la Fédération de Russie tient à faire observer que les interprétations juridiques données par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel de l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 b) du GATT de 1994 sont pertinentes pour le présent différend car elles donnent des indications en matière d'interprétation destinées aux groupes spéciaux ultérieurs. Elle estime en outre qu'il est approprié que le Groupe spécial en l'espèce se fonde sur les interprétations juridiques et le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* concernant les dispositions de l'Accord antidumping applicables dans le présent différend.

11. D'après ces interprétations, la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping n'inclut pas un critère général du "caractère raisonnable". Il n'y a pas non plus de fondement juridique permettant à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser un critère additionnel ou abstrait pour évaluer si les frais consignés sont "raisonnables" ou "représentatifs" au moyen d'une comparaison avec des frais hypothétiques qui pourraient avoir été engagés dans un ensemble différent de circonstances ou tous autres frais non associés à la production et à la vente du produit considéré dans le pays d'origine. De fait, l'Organe d'appel a déjà constaté que la deuxième condition "[avait] trait à la question de savoir si les registres ...

² Avis relatif à la Décision n° AD-315/2014/4421-06 de la Commission interministérielle du commerce international du 1^{er} juillet 2014 sur les modifications et la prorogation des mesures antidumping visant l'importation en Ukraine de nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie, 8 juillet 2014 (Décision de prorogation de 2014).

représent[aient] ou reproduis[aient] convenablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête qui [avaient] une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".³

12. Pendant le réexamen intérimaire et le réexamen à l'expiration, l'autorité chargée de l'enquête, s'appuyant sur la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, a estimé que les registres des producteurs russes ne tenaient pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente de gaz. Bien qu'elle ait finalement rejeté les prix du gaz effectivement payés par ces producteurs, elle n'a pas fait valoir que ces prix figurant dans les registres des producteurs visés par l'enquête ne représentaient pas les prix réels engagés par ces producteurs pour fabriquer du nitrate d'ammonium. Au lieu de cela, elle a expliqué que les prix du gaz intérieurs russes étaient inférieurs aux prix à l'exportation ou aux prix sur les principaux marchés internationaux du gaz du fait de la réglementation des pouvoirs publics. La seule raison de rejeter les coûts de production consignés était, de l'avis de l'Ukraine, qu'ils étaient considérés comme étant "affectés par des facteurs administratifs et politiques". Toutefois, la question de savoir si les prix de vente du gaz intérieurs russes sont fixés par la loi n'affecte pas la prise en compte raisonnable des frais réellement engagés pour le gaz dans les registres des producteurs visés par l'enquête.

13. En outre, l'Organe d'appel a expliqué que "l'examen prévu à l'article 2.2.1.1 [était] un examen en relation avec les circonstances de chaque exportateur ou producteur faisant l'objet de l'enquête dans le pays exportateur".⁴ Par conséquent, le producteur visé par l'enquête ne peut être tenu responsable que de son propre comportement et de sa consignment des frais réellement engagés pour fabriquer le produit considéré.

14. Par conséquent, comme les coûts de production du nitrate d'ammonium n'ont pas été calculés sur la base des registres des producteurs russes, qui étaient conformes aux principes comptables généralement acceptés dans la Fédération de Russie et tenaient compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du nitrate d'ammonium, l'Ukraine a manqué à ses obligations au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

15. L'interprétation correcte de l'article 2.2.1.1 est pertinente pour le calcul des frais aux fins de la construction de la valeur normale au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping étant donné que les frais ajustés ont été utilisés pour construire la valeur normale. Comme ces frais ont été calculés en violation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, une détermination de la valeur normale construite fondée sur ces frais est également incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

B. L'Ukraine a agi en violation de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en remplaçant (ajustant) les coûts de production effectivement supportés par les producteurs et exportateurs russes au moyen de données à l'extérieur de la Fédération de Russie, et en utilisant ensuite ces données pour construire la valeur normale

16. L'article 2.2 de l'Accord antidumping décrit les circonstances dans lesquelles la marge de dumping peut être établie sur la base d'une valeur normale construite. Cette disposition prescrit que les coûts de production soient à la fois évalués sur la base des coûts qui existent dans le pays où l'exportateur ou le producteur visés par l'enquête produisent le produit considéré et fondés sur ces coûts. Par conséquent, l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de calculer les frais sur la base des frais associés à la production et à la vente du produit considéré dans le pays d'origine.

17. L'autorité chargée de l'enquête a rejeté les frais réellement engagés par les producteurs-exportateurs russes dont les registres tenaient compte de manière exacte et raisonnable et les a remplacés (ajustés) au moyen du prix moyen du gaz naturel exporté qui était demandé à la frontière avec l'Allemagne. Elle a ensuite utilisé ce "prix moyen" pour construire la valeur normale du nitrate d'ammonium. Elle a utilisé ce prix précisément parce qu'il ne tenait pas compte du prix du gaz sur le marché intérieur de la Fédération de Russie. Pour ces raisons, ce prix à l'exportation du gaz ne peut pas être considéré comme le prix du gaz associé à la production et à

³ Rapport de l'Organe d'appel UE – *Biodiesel*, paragraphes 6.22, 6.30 et 6.56.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel UE – *Biodiesel*, paragraphe 6.22.

la vente du produit considéré dans le pays d'origine, c'est-à-dire le nitrate d'ammonium dans la Fédération de Russie.

18. L'ajustement (remplacement) des prix du gaz par l'autorité chargée de l'enquête a gonflé les coûts de production du nitrate d'ammonium et, partant, la valeur normale construite, ce qui a en fin de compte donné lieu à la constatation de l'existence d'un dumping et à des marges de dumping plus élevées.

19. L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping empêche les Membres de l'OMC d'inclure dans les coûts de production les "frais" non "associés à la production et à la vente" du produit considéré, tandis que l'article 2.2 leur impose de calculer une valeur normale sur la base des coûts de production dans le pays d'origine. L'Ukraine a violé ces deux articles.

C. L'Ukraine a violé l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping

20. L'indication concernant l'application du "critère des opérations commerciales normales" en relation avec le prix figure à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping. Cette disposition accorde à l'autorité chargée de l'enquête le droit d'"écarter les ventes du produit similaire à des prix inférieurs aux coûts".⁵ Cette dernière peut le faire uniquement si les ventes à des prix inférieurs aux coûts sont i) effectuées sur une longue période; ii) en quantités substantielles; et iii) à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable. L'autorité chargée de l'enquête a agi d'une manière incompatible avec cette disposition car elle a écarté les ventes intérieures des producteurs-exportateurs russes de nitrate d'ammonium sans déterminer si ces ventes répondaient auxdites caractéristiques.

21. De plus, même si ces facteurs étaient réunis, toutes conclusions formulées en l'absence d'opérations commerciales normales en raison du prix du nitrate d'ammonium auraient été entachées d'un vice juridique du fait de l'utilisation des coûts de production ajustés calculés en violation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

22. Par conséquent, dans son application du critère des opérations commerciales normales en raison du prix, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping en traitant indûment les ventes intérieures de nitrate d'ammonium dans la Fédération de Russie et en écartant ces ventes dans la détermination de la valeur normale.

D. L'Ukraine a violé l'article 2.4 de l'Accord antidumping

23. L'article 2.4 de l'Accord antidumping énonce une obligation globale, applicable à tous les paragraphes de l'article 2 de l'Accord antidumping. L'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.4 prescrit que la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale soit "équitable".

24. Le calcul de la "marge de dumping" par l'autorité chargée de l'enquête sur la base d'une comparaison entre le prix à l'exportation et une valeur normale gonflée contrevient à la première phrase de l'article 2.4. Cette comparaison inéquitable a donné lieu à une marge de dumping dont le montant était beaucoup plus élevé que celui qui aurait été calculé si le prix à l'exportation avait été comparé avec la valeur normale calculée à l'aide du prix effectivement payé par les producteurs russes.

E. L'Ukraine a violé l'article 2.1 de l'Accord antidumping

25. L'article 2.1 de l'Accord antidumping précise quand un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'Accord antidumping dans son ensemble.⁶ Cette

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – HP-SSST (Japon)*, paragraphe 5.22. (souligné dans l'original)

⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 109; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 7.76, note de bas de page 50.

disposition définit la valeur normale du point de vue des transactions de vente sur le marché intérieur dans le Membre exportateur.⁷

26. Si l'autorité chargée de l'enquête avait utilisé les prix réels du gaz payés par les exportateurs visés par l'enquête dans le calcul des coûts de production du nitrate d'ammonium d'une manière compatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2.1, elle n'aurait *pas* trouvé de motif juridique justifiant l'application de l'article 2.2 pour déterminer l'existence d'un dumping, ni même pour constater l'existence d'un quelconque dumping.

27. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête aurait dû déterminer la marge de dumping conformément aux règles énoncées à l'article 2.1 de l'Accord antidumping en comparant le prix à l'exportation avec le prix comparable du produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur. Comme elle a, au contraire, comparé le prix à l'exportation avec la valeur normale construite en l'absence des circonstances prévues à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, elle a déterminé l'existence d'un dumping en violation de l'article 2.1 dudit accord, ce qui constitue une allégation autonome présentée par la Fédération de Russie.

F. L'Ukraine a violé l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping

28. Énonçant une obligation indépendante, l'article 11.1 de l'Accord antidumping, en tant que règle globale, met en évidence les prescriptions concernant les réexamens des droits antidumping au titre de l'article 11.2 et 11.3 ainsi que les facteurs qui doivent éclairer ces réexamens.⁸ Dans l'affaire *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a considéré que, si l'autorité chargée de l'enquête "choisi[ssait] de s'appuyer sur des marges de dumping" pour établir sa détermination de la probabilité, les calculs relatifs au dumping "[devaient] être conforme[s] aux disciplines" énoncées à l'article 2 en général.⁹

29. Compte tenu des conclusions formulées par l'autorité chargée de l'enquête dans le réexamen intérimaire et le réexamen à l'expiration, la Commission interministérielle a décidé de modifier les taux de droit antidumping et de proroger les mesures antidumping pour cinq ans. Dans son examen de la question de savoir si la mesure antidumping était nécessaire pour neutraliser le dumping, l'autorité chargée de l'enquête a contrevenu à l'article 2.1, 2.2, 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.4 de l'Accord antidumping, comme il est expliqué plus haut. Ces violations, prises individuellement et collectivement, ont vicié les conclusions tirées par l'autorité chargée de l'enquête au titre de l'article 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping. Indépendamment des incompatibilités avec ces dispositions, l'Ukraine a violé l'article 11.1 parce qu'elle maintient des droits antidumping malgré l'absence de dumping. Par conséquent, elle a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'INCLUSION D'UN PRODUCTEUR RUSSE QUI AVAIT UNE MARGE DE DUMPING NÉGATIVE DANS LE CHAMP DU RÉEXAMEN INTÉrimAIRE ET DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION

A. L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec les articles 5.8, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping

30. En vertu de l'article 5.8 de l'Accord antidumping, une enquête antidumping devrait être close immédiatement et aucune mesure antidumping ne sera imposée en ce qui concerne des exportateurs au sujet desquels il aura été constaté qu'ils ne pratiquaient pas le dumping. Dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, l'Organe d'appel a établi que "la deuxième phrase de l'article 5.8 exige[ait] la clôture immédiate de l'enquête en ce qui concerne les exportateurs pour lesquels une marge de dumping individuelle **nulle ou de minimis** [était]

⁷ Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.272.

⁸ Voir l'explication de l'Organe d'appel concernant le libellé parallèle de l'article 21.1 de l'Accord SMC (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 70).

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphes 127 et 130.

déterminée".¹⁰ Il a expliqué que les exportateurs exclus d'une enquête au titre de cette disposition ne pouvaient pas faire l'objet de réexamens ultérieurs.¹¹

31. L'Ukraine a violé cette disposition pour quatre raisons. Premièrement, elle a maintenu le producteur russe qui avait une marge de dumping négative, telle que définie par la Décision de 2008 modifiée par la Décision de 2010, dans le champ des mesures antidumping et n'a donc pas supprimé ces mesures en ce qui concerne cet exportateur malgré une détermination de l'absence de dumping. Deuxièmement, par la Décision de 2010, l'Ukraine a imposé un droit de 0% à l'exportateur pour lequel une marge de dumping inférieure au niveau *de minimis* avait été constatée. Troisièmement, elle a inclus ledit producteur russe dans le champ des réexamens correspondants. Enfin, en étendant les mesures à ce producteur, elle a imposé des droits antidumping à l'exportateur pour lequel aucun dumping n'avait été établi initialement.

32. Par conséquent, il n'y a pas eu de clôture d'enquête en ce qui concerne le producteur russe considéré au sens de l'article 5.8 de l'Accord antidumping, malgré le fait que sa marge de dumping était négative comme l'avait reconnu le système judiciaire ukrainien. L'autorité chargée de l'enquête a allégué que la marge de dumping *de minimis* avait été attribuée à ce producteur russe dans le contexte d'une "procédure administrative" qui n'entrait pas dans le champ de l'enquête antidumping, et a inclus cet exportateur dans les réexamens. Indépendamment du statut juridique des procédures et décisions affectant les enquêtes antidumping et l'imposition de mesures dans la législation intérieure ukrainienne, l'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités oblige l'Ukraine à respecter ses obligations internationales dans le cadre des Accords de l'OMC, ce qu'elle n'a pas fait dans le présent différend.

33. S'agissant de l'article 11.2 de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a expliqué que les exportateurs pour lesquels des marges inférieures au niveau *de minimis* avaient été établies "ne [pouvaient] pas faire l'objet de ... réexamens pour changement de circonstances parce que ces réexamens port[aient] ... sur "la nécessité de *maintenir* le droit"". ¹² Par analogie, dans le contexte de l'article 11.3, ces exportateurs ne peuvent pas faire l'objet d'un réexamen à l'expiration parce que ces réexamens portent sur la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira, alors qu'aucun dumping n'a été constaté. De plus, le simple fait que le droit antidumping demeure en vigueur bien que n'étant plus nécessaire constitue une violation de l'article 11.1 de l'Accord antidumping.

34. Pour ces raisons, la Fédération de Russie affirme que l'Ukraine a manqué aux obligations qui lui incombent dans le cadre de l'OMC au titre des articles 5.8, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

V. ALLÉGATIONS DE FOND CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DOMMAGE

A L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec les articles 11.1, 11.2, 11.3, 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping

35. Dans sa détermination de la probabilité que le dommage subsisterait, l'autorité chargée de l'enquête s'est fondée sur des constatations non étayées concernant l'existence d'un dommage au moment où le réexamen aurait dû être clos, de sorte que cette détermination est incompatible avec les règles de l'OMC, comme cela est expliqué en détail ci-après.

A) L'Ukraine n'a pas exclu les importations du producteur russe qui avait une marge de dumping négative du volume des importations "faisant l'objet d'un dumping"

36. L'article 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping prescrit que les importations imputées à un producteur (exportateur) particulier soient exclues de la détermination de la probabilité d'un dommage s'il est établi que des importations dont il avait été constaté auparavant qu'elles

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 217. (pas de caractères gras dans l'original)

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 305 et 306.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 305 et 306. (italique dans l'original)

faisaient l'objet d'un dumping ne faisaient pas, en fait, l'objet d'un dumping, c'est-à-dire qu'elles n'étaient pas responsables du dommage allégué.

37. L'Ukraine n'a pas exclu les importations du producteur qui avait une marge de dumping négative du champ de la détermination de la probabilité que le dommage subsisterait. Le volume des importations considérées comme faisant l'objet d'un dumping dans les déterminations de l'existence d'un dommage initiales incluait encore les importations qui ne pouvaient plus être traitées comme faisant l'objet d'un dumping. Étant donné la modification du volume des importations "faisant l'objet d'un dumping", les articles 11.2, 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping obligeaient l'Ukraine à ce volume aux fins du réexamen intérimaire et du réexamen à l'expiration, et à retirer du champ de la détermination de l'existence d'un dommage le volume des importations ne faisant pas l'objet d'un dumping. L'Ukraine ne l'a pas fait.

38. En outre, l'Ukraine a formulé des conclusions positives concernant la probabilité d'une augmentation future des importations en provenance de la Fédération de Russie sur la base d'une hypothèse concernant la dynamique future des importations imputables à ce producteur. Par conséquent, le processus de réexamen appliqué par l'Ukraine ne reposait pas sur des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif", mais favorisait les intérêts de sa branche de production nationale.

39. Compte tenu du fait que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping "prévoient une progression logique de l'examen de l'autorité qui aboutit à la détermination finale de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité",¹³ l'inclusion par l'autorité chargée de l'enquête d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans son analyse du dommage a vicié toutes les conclusions concernant l'effet des importations en provenance de la Fédération de Russie sur la situation de la branche de production nationale de l'Ukraine. Par conséquent, l'Ukraine a contrevenu à l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

B) L'évaluation des facteurs et indices économiques qui influent sur la situation de la branche de production nationale de l'Ukraine n'était pas fondée sur un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs"

40. L'Ukraine a manqué à ses obligations au titre des articles 11.2, 11.3 et 3.4 de l'Accord antidumping car: a) elle n'a pas procédé à un examen objectif des facteurs et indices qui influaient sur la situation de la branche de production nationale; b) elle a fondé sa constatation de l'existence d'un dommage sur un seul facteur, c'est-à-dire la détérioration des résultats financiers; c) elle n'a pas procédé à un examen objectif de l'augmentation substantielle des coûts de production en tant que facteur essentiel qui influait sur la situation de la branche de production nationale.

41. Les éléments de preuve figurant dans le dossier montrent que la détermination de la probabilité d'un dommage comportait deux étapes: 1) la détermination de la situation actuelle de la branche de production nationale et 2) les analyses prospectives de ce qui se produirait si les mesures antidumping devenaient caduques. S'agissant de la première étape, l'autorité chargée de l'enquête a indiqué que la branche de production nationale avait subi un dommage. Pourtant, un certain nombre de facteurs économiques démontraient l'existence de solides tendances positives ne concordant pas avec cette conclusion, c'est-à-dire des tendances à la hausse, entre autres, du volume de production, de l'utilisation des capacités, de la part de marché et des investissements.

42. L'analyse du dommage reposait sur une utilisation sélective des renseignements. Dans sa détermination de la probabilité d'un dommage, l'autorité chargée de l'enquête a accordé un poids considérable aux résultats financiers de la branche de production nationale, mais n'a pas fourni la moindre explication quant aux raisons pour lesquelles ce facteur particulier l'emportait sur tous les autres. En fait, elle a fondé ses constatations de l'existence d'un dommage sur la seule tendance négative de la rentabilité de la branche de production nationale.

43. Les éléments de preuve figurant dans le dossier indiquaient de manière concluante que les résultats financiers de la branche de production nationale de l'Ukraine se détérioraient en raison d'une augmentation des coûts de production. Toutefois, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas

¹³ Voir le rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 143.

expliqué comment l'augmentation des coûts de production influait sur la branche de production nationale.

44. Une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale n'aurait pas établi une détermination positive de la probabilité que le dommage subsisterait (se reproduirait) sur la base de ce seul facteur, compte tenu des tendances positives relevées pour d'autres facteurs et indices économiques. L'évaluation de la situation actuelle de la branche de production nationale par l'autorité chargée de l'enquête a été faite en contravention à l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. En conséquence, l'Ukraine ne s'est pas acquittée de ses obligations au titre de l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

VI. QUESTIONS ET ALLÉGATIONS PROCÉDURALES

A. L'Ukraine a commis plusieurs violations procédurales de ses obligations au regard de l'article 6.8 et des paragraphes 3, 5 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping

45. L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.8 et les paragraphes 3, 5 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping pour quatre raisons. Premièrement, elle a eu recours aux données de fait disponibles dans une situation où les producteurs et exportateurs russes visés par l'enquête avaient coopéré et fourni les renseignements nécessaires dans un délai raisonnable. L'autorité chargée de l'enquête n'a formulé aucune constatation donnant à penser que les exportateurs et producteurs russes de nitrate d'ammonium soit avaient refusé de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les avaient pas communiqués dans un délai raisonnable, soit avaient entravé le déroulement de l'enquête de façon notable et les déterminations.

46. Deuxièmement, malgré la coopération des exportateurs et producteurs russes faisant l'objet de l'enquête et le fait qu'ils ont présenté de manière appropriée des renseignements vérifiables en temps utile, de façon à ce qu'ils puissent être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues, l'autorité chargée de l'enquête a rejeté certains renseignements fournis par eux en ce qui concerne certains des frais associés à la production du produit considéré et a plutôt utilisé dans ses déterminations des renseignements émanant d'autres sources. L'exhaustivité, la justesse et l'exactitude des renseignements communiqués par les producteurs et exportateurs visés par l'enquête dans leurs réponses au questionnaire antidumping n'ont pas été mises en doute par l'autorité chargée de l'enquête.

47. Troisièmement, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas informé au préalable les producteurs et exportateurs visés par l'enquête du fait que leurs réponses au questionnaire antidumping concernant certains renseignements sur les coûts avaient été rejetées et des raisons de ce rejet. Enfin, elle n'a pas donné aux exportateurs et producteurs russes la possibilité de fournir des explications complémentaires dans un délai raisonnable.

B. L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les faits essentiels

48. L'article 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping prévoit des obligations séparées pour les autorités chargées de l'enquête, qui se rapportent à la divulgation des faits essentiels.

49. Le caractère confidentiel des renseignements pourrait légitimement justifier la non-divulgaration de tous les faits essentiels, sans qu'il y ait violation de l'article 6.9 de l'Accord antidumping. Toutefois, cela pourrait être le cas uniquement si un résumé non confidentiel de ces renseignements était fournis, pour autant que ce résumé permette à une partie intéressée de comprendre les faits essentiels, de formuler des observations les concernant, de corriger les erreurs de calcul et, partant, de défendre ses intérêts.

50. L'autorité chargée de l'enquête a envoyé aux parties intéressées la publication de divulgation contenant ses constatations concernant le dumping et le dommage formulées au cours du réexamen intérimaire et du réexamen à l'expiration. Ces constatations ne couvraient pas de manière suffisante les faits essentiels concernant la détermination de la probabilité d'un dommage. Elles ne contenaient pas non plus suffisamment de chiffres et de calculs précis pour permettre aux

parties concernées de comprendre la façon dont l'autorité chargée de l'enquête était parvenue aux conclusions concernant les déterminations de l'existence d'un dumping.

51. Le manque de faits dans la publication de divulgation a empêché les exportateurs et producteurs russes de formuler des observations sur ces faits et les a donc privés de leurs droits de défendre leurs intérêts garantis par l'article 6.2 de l'Accord antidumping. Qui plus est, l'Ukraine est allée à l'encontre du but de la prescription relative à la divulgation des "faits essentiels" en privant les parties intéressées de la possibilité de "fournir des renseignements additionnels ou de corriger les erreurs constatées, et de formuler des observations ou de présenter des arguments concernant l'interprétation exacte de ces faits".¹⁴ En conséquence, les producteurs russes ont été privés, dans les faits, du droit de défendre leurs intérêts car ils n'ont pas été en mesure de présenter des contre-arguments ni de corriger les erreurs dans les analyses de l'autorité chargée de l'enquête. L'Ukraine a donc violé l'article 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping.

C. L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en ne donnant pas suffisamment de temps pour formuler des observations sur la publication de divulgation

52. Le 25 juin 2014, l'autorité chargée de l'enquête a envoyé la publication de divulgation aux parties intéressées en leur imposant la date limite du 27 juin 2014 pour formuler des observations sur ce document. Elle ne leur a donc accordé que deux jours civils pour les observations. Un producteur russe qui avait une marge de dumping négative a demandé que le délai soit prorogé de 14 jours. Toutefois, cette demande n'a pas été acceptée.

53. Dans le contexte de l'article 6.9 de l'Accord antidumping, la capacité des parties intéressées de défendre leurs intérêts est fortement liée à leur capacité de présenter des arguments concernant les faits examinés. À son tour, la capacité de présenter des arguments est subordonnée au moment où ces faits ont été divulgués. Le délai de deux jours accordé pour formuler des observations sur les faits essentiels qui constituaient le fondement de la décision prise à l'issue du réexamen intérimaire et du réexamen à l'expiration n'était pas suffisant pour permettre aux parties de défendre leurs intérêts. Par conséquent, les producteurs et exportateurs russes ont été privés, dans les faits, du droit de défendre leurs intérêts au regard de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

VII. AUTRES ALLÉGATIONS

A. L'Ukraine a contrevenu à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping

54. Conformément à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête doit présenter de façon suffisamment détaillée, sous la forme d'un avis au public, les constatations et conclusions établies sur tous les points de fait et de droit dont elle a tenu compte pour établir ses déterminations préliminaire et finale, qui ont conduit à l'imposition des mesures. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Chine – AMGO*,¹⁵ des préoccupations concernant la confidentialité ne peuvent pas dispenser l'autorité chargée de l'enquête de son obligation de fournir tous les documents pertinents pour sa détermination de l'existence d'un dumping et son calcul de la marge de dommage.

55. La publication de Divulgation et la Décision de prorogation de 2014 ne constituent pas un avis au public au sens de ces dispositions car l'Ukraine n'a pas présenté sa méthode de calcul, que ce soit sous la forme de feuilles de calcul et de données informatiques ou sous la forme d'une description des données et formules appliquées, ni tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit au calcul de la marge de dumping. En outre, l'Ukraine n'a pas fourni tous les renseignements pertinents qui constituaient le fondement de ses constatations positives concernant le dommage. En particulier, elle n'a pas divulgué les données qui caractérisaient la situation de la branche de production de l'Ukraine. Il y a donc eu violation de l'article 12.2 et 12.2.2.

¹⁴ Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.805.

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 259.

B. L'Ukraine a violé les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT en raison de son comportement incompatible avec les règles de l'OMC exposé plus haut

56. Les déterminations de l'existence d'un dumping comme la prorogation par l'Ukraine des droits antidumping imposés sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie contreviennent à de nombreuses dispositions de l'Accord antidumping. Ces mesures entraînent également des violations des articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994.

VIII. LA DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE DE L'UKRAINE DEVRAIT ÊTRE REJETÉE DANS SON INTÉGRALITÉ

57. L'Ukraine a allégué que les Décisions de 2008 et 2010 n'étaient pas indiquées de façon suffisamment claire dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Pourtant, l'allégation elle-même comme la demande d'établissement d'un groupe spécial, lues dans leur intégralité, y compris les notes de bas de page, indiquent que ces décisions ont été dûment indiquées en tant que mesure contestée. De même, toutes les allégations de la Fédération de Russie relèvent du mandat du Groupe spécial et devraient être examinées par ce dernier.

58. Premièrement, la demande d'établissement d'un groupe spécial renseignait suffisamment l'Ukraine et les tierce parties au sujet de la plainte de la Fédération de Russie concernant la violation par l'Ukraine des articles 5.8, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping (allégation n° 1 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial). Il en va de même pour l'allégation n° 17 et l'allégation n° 4 de cette demande.

59. L'allégation n° 17 de la Fédération de Russie est également exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de façon suffisamment claire. Outre cela, cette allégation (violation des articles 11.1, 11.2, 11.3, 3.1 et 3.4) concerne les aspects du dommage qui découlent des allégations n° 14 à 16 de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans l'allégation n° 4 de cette demande (violation de l'article 6.8 et des paragraphes 3, 5 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping), la Fédération de Russie a également fourni un bref exposé du contexte factuel correspondant pour permettre à l'Ukraine et aux tierces parties de bien comprendre la question.

60. Deuxièmement, aucune des allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial n'élargit le champ du différend ni ne modifie l'essence de la plainte. Une lecture conjointe de la demande d'établissement d'un groupe spécial et de la demande de consultations montre que le fondement juridique de l'allégation n° 7 qui figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial (violation de l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping) était le prolongement naturel du fondement juridique de l'allégation n° 10 de la demande de consultations (violation de l'article 6.9 de l'Accord antidumping).

61. L'inclusion de l'allégation n° 17 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial (violation des articles 11.1, 11.2, 11.3, 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping) était due au fait que des renseignements additionnels obtenus pendant les consultations avaient contribué à une meilleure compréhension du fonctionnement d'une mesure contestée, ce qui justifiait une révision de la liste des dispositions conventionnelles avec lesquelles la mesure était incompatible. Cette allégation était le prolongement des allégations n° 13 et 14 (articles 6.6 et 11.2, et articles 6.6 et 11.3 de l'Accord antidumping, respectivement), ainsi que de l'allégation n° 7 exposée dans la demande de consultations (violation de l'article 5.8 de l'Accord antidumping).

ANNEXE B-2

PREMIER RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'UKRAINE

I. DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE DE L'UKRAINE

1. Mesures non mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial

1. La Fédération de Russie a enfreint l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends étant donné qu'elle a inclus dans sa première communication écrite une mesure qui n'était pas indiquée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Bien que la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Fédération de Russie indique clairement que la Décision de 2014 est la mesure en cause, rien dans cette demande d'établissement n'indique qu'il en va de même de la Décision de 2008. Bien au contraire, les deux premières phrases de la demande d'établissement d'un groupe spécial limitent explicitement le champ du différend à la Décision de 2014 en faisant référence uniquement aux mesures "dans le cadre du réexamen à l'expiration et du réexamen intérimaire. (...) énoncées dans la [Décision de 2014]". L'emploi du pluriel ou la simple mention de la Décision de 2008 dans une note de bas de page ne sont pas suffisamment clairs selon le Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels* pour qu'il soit satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

2. Allégations qui n'ont pas de fondement dans la demande de consultations

2. L'Ukraine estime que les allégations n° 7 et n° 17 de la demande d'établissement d'un groupe spécial n'ont pas de fondement dans la demande de consultations et sortent donc du cadre du mandat du Groupe spécial. L'Organe d'appel a établi qu'il n'était pas nécessaire que les allégations figurant dans la demande de consultations soient identiques à celles qui sont exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, pour autant que le fondement juridique exposé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial puisse être raisonnablement considéré comme le prolongement du fondement juridique qui faisait l'objet des consultations.¹ Cette dernière prescription a souvent été interprétée comme exigeant une étroite corrélation entre les dispositions.

a) Allégation n° 7 de la demande d'établissement d'un groupe spécial

3. S'agissant de l'allégation n° 7 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, on ne peut pas dire que des allégations au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping sont le prolongement du même fondement juridique que celui d'allégations au titre de l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping. La seule similitude entre ces articles est qu'ils contiennent une obligation de divulguer des renseignements. Toutefois, comme cela a été confirmé dans la jurisprudence de l'OMC, la nature de ces obligations est différente. L'article 6.9 se rapporte aux renseignements et aux faits qui doivent être divulgués pour ménager aux parties la possibilité de défendre leurs intérêts, tandis que l'article 12.2 et 12.2.2 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle divulgue le raisonnement suivi dans sa détermination finale. De plus, l'article 6.9 prescrit que les faits soient divulgués avant l'établissement de la détermination finale et l'article 12.2 et 12.2.2 prescrit que l'avis soit donné au public après l'établissement de la détermination finale. Une troisième différence a trait au but de ces articles. Le but de l'article 6.9 est de ménager aux parties la possibilité de défendre leurs intérêts. Par contre, l'article 12.2 et 12.2.2 vise à faire en sorte que les raisons qui ont amené l'autorité chargée de l'enquête à établir sa détermination finale puissent être discernées et comprises par le public. Pour ces raisons, l'Ukraine estime qu'il n'y a pas de corrélation entre l'article 6.9 et l'article 12.2 et 12.2.2.

b) Allégation n° 17 de la demande d'établissement d'un groupe spécial

4. La Fédération de Russie fait valoir que l'allégation n° 17 est le prolongement du fondement juridique des allégations n° 7, n° 13 et n° 14 de la demande de consultations. Contrairement à ce qu'indique le critère juridique, la Fédération de Russie ne fait pas valoir que le fondement juridique

¹ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 138.

de l'allégation n° 17 est étroitement lié au fondement juridique des allégations n° 7, n° 13 et n° 14. S'agissant de la corrélation avec l'allégation n° 7 de la demande de consultations, elle fait plutôt valoir que les mêmes circonstances factuelles – l'inclusion d'un producteur qui avait une marge de dumping *de minimis* dans le champ du réexamen à l'expiration et du réexamen intérimaire – ont entraîné la violation des articles 5.8, 11.1, 11.2, 2.2, 2.4, 11.3, 9.2 et 9.3, qui sont énumérés dans l'allégation n° 7 de la demande de consultations, et la violation de l'article 3.1 et 3.4 mentionné dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Néanmoins, il ressort de la jurisprudence que le simple fait que des allégations au titre de deux articles différents reposent sur une base factuelle identique ou connexe n'implique pas que ces allégations concernent la même question ou qu'une allégation est le prolongement de l'autre.

5. En ce qui concerne la corrélation avec les allégations n° 13 et n° 14 de la demande de consultations, la Fédération de Russie affirme qu'étant donné que les allégations n° 13 et n° 14 mentionnent le mot "dommage", ses allégations au titre de l'article 3 sont naturellement le prolongement de son allégation au titre des articles 6.6, 11.2 et 11.3. Toutefois, la jurisprudence a longuement expliqué ce qui différenciait ces deux articles quant à leur nature et à leur but. Par conséquent, les obligations au titre de l'article 3, d'une part, et au titre de l'article 11.2 et 11.3, d'autre part, diffèrent quant à leur nature pour ce qui est de savoir "ce" qui doit être analysé et évalué. L'article 3 prévoit une analyse de la question de savoir si la branche de production nationale subit actuellement un dommage important causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, tandis que l'article 11.2 et 11.3 prévoit l'examen de la situation future qui suivra la suppression de l'ordonnance antidumping. De plus, lorsqu'elle procède à l'analyse du dommage important qui existe actuellement par opposition à l'évaluation de la situation future, l'autorité chargée de l'enquête doit s'acquitter d'obligations différentes: celles de l'article 3 dans le premier scénario et celles de l'article 11.2 et 11.3 dans le second. Par conséquent, il n'y a de toute évidence pas de corrélation entre les allégations au titre de l'article 3 et les allégations au titre de l'article 11.2 et 11.3, de sorte que l'allégation n° 17 sort du cadre du mandat du Groupe spécial.

II. ALLÉGATIONS DE FOND CONCERNANT LES DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

a) Article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping

6. L'Ukraine estime que le recours de la Fédération de Russie à l'affaire *UE – Biodiesel* est malavisé. Premièrement, la Fédération de Russie a cité de façon sélective certaines parties de cette affaire, mais a fait abstraction d'autres parties tout aussi importantes. Deuxièmement, les circonstances factuelles de l'affaire *UE – Biodiesel* étaient entièrement différentes. La Fédération de Russie a ensuite appliqué de manière sélective certaines considérations juridiques issues de cette affaire à un ensemble tout à fait différent de circonstances factuelles. Ces différences factuelles sont les suivantes:

- i) la fixation par les pouvoirs publics des prix intérieurs du gaz russe, appelée régime de double prix, est incompatible avec les règles de l'OMC. Cela est différent des taxes à l'exportation qui étaient en vigueur en Argentine;
- ii) les prix intérieurs du gaz russe ont été jugés inférieurs aux coûts, contrairement aux prix des fèves de soja en Argentine;
- iii) l'intervention des pouvoirs publics était directe, par opposition à l'effet indirect des taxes à l'exportation en Argentine; et
- iv) le résultat de l'intervention visant les prix du gaz russe était mesurable et important, alors qu'en Argentine, les prix étaient simplement déprimés. Il est important de noter que Gazprom est le principal fournisseur global de gaz en Russie (>70%); qui plus est, il est à l'origine de presque tous les approvisionnements en gaz du secteur agrochimique auquel les producteurs de nitrate d'ammonium appartiennent.

7. Passant aux dispositions juridiques à l'examen, contrairement à ce que la Fédération de Russie fait valoir, l'Organe d'appel a établi dans l'affaire *UE – Biodiesel* que l'autorité chargée de l'enquête était tout à fait libre d'examiner la fiabilité et l'exactitude des frais consignés dans les registres des exportateurs pour déterminer si tous les frais engagés étaient pris en compte, s'ils

étaient sous-évalués, et si des transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence ou d'autres pratiques affectaient la fiabilité des frais consignés. L'Ukraine rappelle que l'Organe d'appel a prévu trois exceptions additionnelles pour le rejet des frais consignés dans les registres des exportateurs: i) une transaction n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence; ii) d'autres pratiques; et iii) des situations qui ne sont pas "normales". Elle affirme que ses actions concernant la non-prise en compte du coût du gaz tel qu'il figure dans les registres des exportateurs russes relèvent de ces exceptions.

8. La notion de conditions qui ne sont pas celles de la pleine concurrence n'est définie ni dans les Accords visés ni dans la jurisprudence de l'Organe d'appel. Comme il est ici question de la disposition comptable la plus spécifique de l'Accord antidumping, c'est-à-dire l'article 2.2.1.1, l'Ukraine estime que, pour définir des conditions de pleine concurrence, le Groupe spécial devrait se laisser guider par les définitions comptables spécifiques pertinentes. Les normes GAAS et les normes ISA prévoient qu'une transaction ayant lieu dans des conditions de pleine concurrence est "[u]ne transaction conclue selon ces modalités et conditions entre un acheteur consentant et un vendeur consentant qui ne sont pas liés et agissent indépendamment l'un de l'autre et au mieux de leurs propres intérêts". Les transactions de vente sur le marché intérieur concernant le gaz n'ont pas eu lieu dans des conditions de pleine concurrence car ces prix ne reflétaient pas une interaction entre des acheteurs et des vendeurs indépendants agissant au mieux de leurs propres intérêts. La nature de cette pratique caractérisée par des conditions qui ne sont pas celles de la pleine concurrence relève donc tout à fait de la première exception prévue par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*. Par conséquent, la rectification des frais par l'autorité ukrainienne était donc conforme à l'exception prévue par l'Organe d'appel et n'est pas incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

9. Deuxièmement, la situation factuelle sur le marché du gaz dans la Fédération de Russie est tout à fait unique et peut être considérée comme une "autre pratique". Les faits démontrent qu'il existe une pratique claire dans la Fédération de Russie qui est assurément "autre" que la pratique usuelle dans le monde commercial, et qui est aussi distinctement différente de la situation factuelle dans l'affaire *UE – Biodiesel*. La fixation illégale des prix par les pouvoirs publics, les ventes intérieures obligatoires de gaz à des prix inférieurs aux coûts et l'intervention directe des pouvoirs publics sont autant d'aspects d'une situation qui n'est pas représentative de la plupart, sinon la totalité, des autres procédures antidumping des Membres de l'OMC. Ces faits méritent donc de toute évidence la dénomination "autre pratique" au sens de l'une des exceptions décrites par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*. Comme cette pratique peut donc être identifiée comme étant "autre", elle justifie une rectification de la ligne relative aux achats de gaz dans les registres des producteurs.

10. Nous estimons qu'il n'est pas nécessaire que nous traitions le terme "normalement" étant donné que la situation particulière dans la Fédération de Russie relève déjà tout à fait de l'une des deux exceptions régulières examinées plus haut (conditions qui ne sont pas celles de la pleine concurrence ou autres pratiques). Toutefois, si le Groupe spécial le jugeait utile, l'Ukraine serait heureuse d'expliquer pourquoi elle considère que les prix intérieurs du gaz dans la Fédération de Russie et leur prise en compte dans les registres comptables ne sont pas normaux. Dans une telle situation, l'Ukraine affirme que les circonstances factuelles spécifiques qui sont exposées plus haut, en l'occurrence a) la fixation des prix par les pouvoirs publics, b) la fixation de prix inférieurs aux coûts, c) une intervention directe des pouvoirs publics qui est d) mesurable, justifient une dérogation à l'obligation d'établir normalement le coût sur la base des registres.

b) Article 2.2 de l'Accord antidumping

11. L'Ukraine rappelle que la situation en l'espèce est, encore une fois, fort différente de la situation dans l'affaire *UE – Biodiesel*, dans laquelle il n'avait pas été nécessaire de chercher des renseignements ailleurs. Le raisonnement convaincant dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* dans le contexte de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, repris dans l'affaire *UE – Biodiesel* dans le contexte de l'Accord antidumping, est instructif. Dans des circonstances très spécifiques et uniques, comme celles auxquelles le Ministère du développement économique et du commerce de l'Ukraine (MEDTU) était confronté, un concept juridique doit être interprété à la lumière des faits économiques sous-jacents. Dans la présente affaire, en raison du caractère artificiel et généralisé des prix intérieurs du gaz dans la Fédération de Russie, l'autorité chargée de l'enquête se devait d'utiliser des renseignements et des éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine pour calculer et déterminer le coût dans le

pays d'origine. Pour respecter cette obligation, l'autorité chargée de l'enquête peut devoir adapter les renseignements. C'est exactement ce que l'autorité chargée de l'enquête a fait. Elle a examiné les prix du gaz russe vendu sur un marché libre. Elle a ajusté ces prix pour les ramener au prix pratiqué dans la Fédération de Russie. Ce faisant, elle s'est soigneusement limitée à la ligne faussée relative aux prix du gaz et n'a pas remplacé la totalité du coût du produit considéré.

c) Article 2.2.1 de l'Accord antidumping

12. Cette allégation ne constitue guère plus qu'une répétition du mécontentement de la Fédération de Russie concernant le calcul de la valeur normale incluant la rectification des frais. Dans cette mesure, l'allégation n° 3 est donc corollaire de l'allégation n° 1. L'Ukraine affirme que l'argument de la Fédération de Russie est sans fondement étant donné que l'autorité chargée de l'enquête n'a pas enfreint les dispositions de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

13. En tout état de cause, le MEDTU a appliqué le critère des opérations commerciales normales sur la base du coût de production déterminé et a constaté que les ventes des producteurs russes n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales. Pour établir cette détermination, il a évalué i) si les ventes avaient été effectuées à perte sur une longue période; ii) si les ventes avaient été effectuées à perte en quantités substantielles; et iii) si les prix ne permettaient pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable. Sur la base de cette évaluation, il a conclu que les ventes des producteurs russes n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales.

14. En outre, même si le Groupe spécial devait reconnaître le bien-fondé de l'allégation selon laquelle il y a eu violation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, cela ne signifie pas qu'il y a eu de ce fait manquement aux obligations énoncées à l'article 2.2.1. L'article 2.2.1.1 et l'article 2.2.1 contiennent des obligations distinctes qui ne devraient pas être mélangées.

d) Article 2.4 de l'Accord antidumping

15. La "différence" dont la Fédération de Russie allègue qu'elle "affecte la comparabilité des prix" entre la valeur normale et le prix à l'exportation, qui est telle qu'il aurait fallu "dûment en tenir compte" pour assurer une "comparaison équitable" au sens de l'article 2.4, découlait de la méthode utilisée par le MEDTU pour déterminer la valeur normale. Contrairement aux exemples indiqués dans la liste exemplative figurant à l'article 2.4, la "différence" alléguée n'était pas une caractéristique des transactions comparées. Il s'agissait d'une approche méthodologique qui affectait le coût du nitrate d'ammonium, mais qui n'affectait pas la comparabilité des prix entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Cette approche a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*.

16. De plus, l'Organe d'appel a établi dans l'affaire *UE – Biodiesel* que l'article 2.2.1.1 et l'article 2.4 avaient des fonctions différentes dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dumping: le premier aidait l'autorité chargée de l'enquête à calculer les frais aux fins de la construction de la valeur normale, tandis que le second portait sur la comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation.² De même, le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* a établi que "[r]ien dans l'article 2.4 ne sugg[érait] que la prescription relative à la comparaison équitable fourni[ssait] des indications quant à la détermination des éléments composant la comparaison à effectuer, c'est-à-dire la valeur normale et le prix à l'exportation".³

III. VIOLATION DES ARTICLES 5.8, 11.2 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING DU FAIT DE L'INCLUSION D'UN PRODUCTEUR RUSSE AYANT UNE MARGE DE DUMPING NÉGATIVE DANS LE CHAMP DU RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE ET DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION

17. Premièrement, la Décision de 2008, modifiée par la Décision de 2010, sort du cadre du mandat du Groupe spécial. Par conséquent, la seule question dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si la Décision de 2014 viole les articles 5.8, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping. Comme la Fédération de Russie n'a pas précisé quelles actions du MEDTU violaient ces dispositions

² Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphe 6.48.

³ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.263. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel*, paragraphe 7.296

juridiques, l'allégation au titre de l'article 11.1, 11.2 et 11.3 devrait être rejetée au motif qu'elle est sans fondement étant donné que la Fédération de Russie n'a pas fourni d'éléments *prima facie*.

18. L'allégation au titre de l'article 5.8 doit également être rejetée étant donné que la Fédération de Russie s'est fondée à tort sur les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*. Ces constatations de l'Organe d'appel se rapportent à la détermination d'une marge de dumping nulle ou *de minimis* par l'autorité chargée de l'enquête. Le MEDTU a, en fait, constaté l'existence de marges de dumping de 40,5% et 82,2%. Par conséquent, il n'y avait pas d'obligation de clore l'enquête. Par ailleurs, l'Organe d'appel a établi, conformément aux constatations de plusieurs groupes spéciaux, que cette obligation se limitait uniquement aux enquêtes initiales et qu'aucune obligation de ce type ne survenait dans le contexte des réexamens intérimaires, des réexamens à l'expiration et des réexamens administratifs.

19. Enfin, si le Groupe spécial est d'avis qu'un recours aurait pu être formé contre la Décision de 2008, modifiée par la Décision de 2010, l'Ukraine estime que cette allégation devrait être rejetée. D'après la jurisprudence, trois conditions cumulatives doivent être remplies avant que l'autorité chargée de l'enquête doive clore une enquête. Ces conditions sont les suivantes: 1) il s'agit d'une enquête initiale; 2) une marge de dumping négative ou *de minimis* a été établie; et 3) cette détermination d'une marge de dumping est établie par l'autorité chargée de l'enquête. Ces conditions ne sont pas remplies étant donné que, premièrement, l'existence d'une marge de dumping de 10,78% pour EuroChem a été constatée dans la Décision de 2008. Deuxièmement, aucune autorité chargée de l'enquête n'a jamais constaté l'existence d'une marge de dumping nulle ou *de minimis*. La Décision de 2010 – prise à la suite d'une série de décisions des tribunaux ukrainiens – n'a pas déterminé que la marge de dumping d'EuroChem était négative, nulle ou *de minimis*. Elle appliquait simplement les décisions des tribunaux ukrainiens selon lesquelles la marge de dumping d'EuroChem n'avait pas été déterminée correctement. Au lieu de recalculer la marge de dumping d'EuroChem, la Commission interministérielle du commerce international n'a fait que modifier le taux de *droit* – et non la *marge* – antidumping applicable à EuroChem en le ramenant à un taux de droit nul.

20. Précédemment, des groupes spéciaux ont établi une distinction claire entre le but d'une enquête initiale et celui d'une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3 de l'Accord antidumping, citant les constatations du Groupe spécial *États-Unis – DRAM* selon lesquelles "dans le contexte de l'article 5.8, la fonction du critère *de minimis* est de déterminer si un exportateur est soumis ou non à une ordonnance antidumping. Dans le contexte des procédures de fixation des droits au titre de l'article 9.3, par contre, la fonction de tout critère *de minimis* appliqué par les Membres est de déterminer si un exportateur devrait ou non acquitter un droit".⁴ De la même façon que dans une procédure de fixation des droits au titre de l'article 9.3, la Décision de 2010 établissait simplement un nouveau niveau de droit pour EuroChem mais ne calculait pas une nouvelle marge de dumping pour ce producteur.

21. Les trois conditions n'étant pas remplies, le MEDTU n'avait pas pour obligation de clore l'enquête. L'allégation n° 7 de la première communication écrite doit donc être rejetée.

IV. ALLÉGATIONS DE FOND CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA ET/OU SUBSISTERA

a) Recours de la Fédération de Russie à l'article 3 de l'Accord antidumping

22. L'Ukraine note qu'une règle bien établie dans la jurisprudence de l'OMC veut que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping ne s'appliquent pas aux déterminations de la probabilité que le dommage se reproduira ou subsistera dans les réexamens à l'expiration et les réexamens intérimaires. Elle convient qu'au cours des réexamens à l'expiration et des réexamens intérimaires, l'autorité chargée de l'enquête est obligée de fonder ses constatations sur un examen objectif des éléments de preuve positifs. Toutefois, la source de cette obligation est l'article 11.2 et 11.3 lui-même, et non l'article 3. En conséquence, l'Ukraine demande au Groupe spécial de n'examiner aucune des allégations de la Fédération de Russie fondées sur les violations alléguées de l'article 3 de l'Accord antidumping.

⁴ Rapport du Groupe spécial *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 7.142 (non souligné dans l'original).

b) Interprétation correcte des constatations du MEDTU

23. Les arguments de la Fédération de Russie reposent sur une interprétation erronée des obligations de l'autorité chargée de l'enquête au titre de l'article 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping. Il convient de signaler que ni l'article 11.2 ni l'article 11.3 de l'Accord antidumping n'obligent l'autorité chargée de l'enquête à établir une détermination selon laquelle la branche de production nationale subit un dommage important. En fait, l'autorité chargée de l'enquête est chargée d'établir une détermination de la probabilité que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si les mesures antidumping étaient supprimées.

24. La plupart des arguments de la Fédération de Russie reposent sur la présomption erronée que le MEDTU a constaté que la branche de production de l'Ukraine subissait un dommage important et que cette constatation constituait le fondement de sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait. Le MEDTU n'a pas déterminé que la branche de production de l'Ukraine subissait un dommage important. Il a plutôt déterminé que: i) pendant la période couverte par l'enquête du réexamen intérimaire et du réexamen à l'expiration, les producteurs russes avaient continué d'exporter des produits faisant l'objet d'un dumping; ii) rien n'indiquait que le comportement en matière de prix serait modifié; iii) les producteurs russes exportaient aussi des produits faisant l'objet d'un dumping vers d'autres marchés; iv) dans le cas où les droits seraient supprimés, les producteurs russes augmenteraient leurs exportations, ce qui aurait une incidence sur les prix sur le marché; et v) les tendances faisaient apparaître une augmentation des importations russes pendant les périodes où l'application du droit antidumping avait été suspendue.

c) Importations d'EuroChem

25. La Fédération de Russie allègue qu'EuroChem n'aurait pas dû être inclus dans la détermination de la probabilité d'un dommage étant donné que sa marge de dumping était nulle. Toutefois, dans un réexamen à l'expiration, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas pour obligation d'exclure de l'analyse de la probabilité que le dommage se reproduira le volume des importations provenant d'un producteur ne pratiquant pas actuellement le dumping (ce qui n'était pas le cas en l'espèce, en tout état de cause). Néanmoins, rien dans l'article 11.1, 11.2 et 11.3 n'interdit à l'autorité chargée de l'enquête d'analyser les tendances du volume des importations en ce qui concerne le produit soumis à un droit antidumping nul afin d'établir une détermination quant au comportement probable des producteurs soumis aux droits antidumping une fois que ces droits seront supprimés. L'analyse des exportations et des prix d'EuroChem indiquait qu'il fallait s'attendre à une poussée des importations si les droits étaient supprimés.

d) Recours indu allégué à la rentabilité de la branche de production de l'Ukraine

26. Contrairement à ce que la Fédération de Russie fait valoir, le MEDTU n'a pas uniquement établi une détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait en se fondant sur la baisse de la rentabilité de la branche de production de l'Ukraine. Il a plutôt déterminé qu'il existait une probabilité que le dommage se reproduirait sur la base i) de l'augmentation probable des importations faisant l'objet d'un dumping si les mesures antidumping étaient supprimées; ii) de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des producteurs nationaux; et iii) de l'incidence corollaire sur la situation de la branche de production de l'Ukraine. Deuxièmement, compte tenu de la diminution spectaculaire de la rentabilité de la branche de production nationale, il n'était pas déraisonnable que le MEDTU conclue que la situation de la branche de production de l'Ukraine était encore précaire.

e) Analyse des coûts de production de la branche de production de l'Ukraine

27. Enfin, la Fédération de Russie fait valoir que le MEDTU n'a pas examiné le coût de production en tant que facteur qui influait sur la situation de la branche de production au sens de l'article 3.4 de l'Accord antidumping. À cet égard, il suffit de noter que l'allégation de la Fédération de Russie repose sur une interprétation incorrecte des faits de la cause. Le MEDTU a en fait examiné l'augmentation du coût de production de la branche de production de l'Ukraine. Il a déterminé que le coût de production avait augmenté de manière significative, à un rythme plus rapide que celui de l'augmentation des prix de vente, ce qui avait entraîné une baisse notable de la rentabilité.

V. ALLÉGATIONS PROCÉDURALES

a) Recours allégué aux données de fait disponibles

28. La Fédération de Russie fait valoir que la décision du MEDTU de ne pas tenir compte des coûts du gaz figurant dans les registres des producteurs visés par l'enquête équivaut à une décision de recourir aux données de fait disponibles au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping. Il ressort clairement du dossier de l'enquête que les renseignements relatifs aux coûts du gaz figurant dans les registres des producteurs n'ont pas été rejetés sur la base d'éléments de preuve au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping. Au lieu de cela, les renseignements concernant les coûts du gaz figurant dans les registres des producteurs visés par l'enquête ont été acceptés en preuve, analysés par le MEDTU et rectifiés par la suite sur la base des règles de fond concernant la détermination des frais énoncées à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. La Fédération de Russie tente de brouiller les distinctions entre les règles procédurales et les règles de la preuve énoncées à l'article 6.8, d'une part, et les règles de fond énoncées à l'article 2.2.1.1 concernant la détermination de l'existence d'un dumping, d'autre part. Toutefois, l'article 6.8 et l'Annexe II ne régissent pas la façon dont l'autorité chargée de l'enquête doit calculer les marges de dumping.

b) Insuffisances alléguées dans la divulgation des faits essentiels

29. L'allégation de la Fédération de Russie concernant la divulgation des faits essentiels dans la probabilité que le dommage se reproduira se rapporte, premièrement, à l'analyse des chiffres et des effets sur les prix et, deuxièmement, aux chiffres figurant dans les tableaux 11.3.1 à 11.3.6 de la publication de divulgation. Premièrement, la Fédération de Russie fonde ses arguments sur les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO*. Toutefois, cette affaire concernait une enquête initiale, tandis que l'enquête en cause fait intervenir à la fois un réexamen intérimaire et un réexamen à l'expiration. De plus, pour ce qui est des données figurant dans les tableaux 11.3.1 à 11.3.6, la Fédération de Russie n'a pas avancé le moindre argument pour démontrer que ces données constitueraient des données essentielles au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

30. De plus, l'Ukraine rappelle que les obligations de divulgation énoncées à l'article 6.9 de l'Accord antidumping se rapportent aux faits essentiels figurant dans le dossier de l'autorité chargée de l'enquête et non à un raisonnement ou des explications.⁵ Comme aucune des deux plaintes de la Fédération de Russie ne concerne la divulgation de faits, elles n'entrent pas dans le champ de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

31. Enfin, l'Ukraine note que les renseignements figurant dans les tableaux 11.3.1 à 11.3.6 ont été correctement divulgués aux parties intéressées compte tenu des obligations de confidentialité du MEDTU au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. La divulgation des données relatives aux tendances plutôt que des chiffres absolus est une méthode généralement utilisée pour fournir des résumés non confidentiels de données confidentielles et cela ne rend pas la divulgation concernant les effets sur les prix incompatible avec les prescriptions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

32. En ce qui concerne les faits essentiels dans les calculs relatifs au dumping, le MEDTU a divulgué les faits essentiels qui sous-tendaient ses déterminations de l'existence d'un dumping de façon suffisamment détaillée pour permettre aux producteurs-exportateurs russes de bien comprendre quelles données avaient été utilisées pour calculer les marges de dumping. Le MEDTU a expliqué en détail la méthode appliquée et s'est référé à des renseignements précis figurant dans les réponses au questionnaire des producteurs russes visés par l'enquête qui ont été utilisés pour calculer la marge de dumping. Les chiffres réels ne se retrouvent effectivement pas dans la publication de divulgation. Néanmoins, des détails suffisants ont été donnés et la divulgation a pris la forme d'un renvoi aux données spécifiques qui étaient en la possession des producteurs russes visés par l'enquête.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – Automobiles (États-Unis)*, paragraphe 7.145.

VI. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12.2 ET 12.2.2

33. En ce qui concerne les allégations de la Fédération de Russie au titre de l'article 12.2 et 12.2.2, l'Ukraine réaffirme sa position exposée dans sa première communication écrite. De plus, elle note que l'allégation de la Fédération de Russie au titre de l'article 12.2 et 12.2.2 se limite à l'absence de divulgation concernant les calculs des marges de dumping. Dans sa première communication écrite, toutefois, la Fédération de Russie fait en plus valoir que l'Ukraine a violé l'article 12.2 et 12.2.2 en ne divulguant pas de façon suffisamment détaillée les données concernant les calculs des marges de dommage et la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait. Comme l'allégation n° 7 de la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionnait uniquement le caractère insuffisant de la divulgation concernant les calculs des marges de dumping, les allégations de la Fédération de Russie concernant les calculs des marges de dommage et la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

VII. CONCLUSIONS

34. L'Ukraine a démontré le caractère légitime de la mesure antidumping qu'elle a prise concernant le nitrate d'ammonium en provenance de Russie qui faisait l'objet d'un dumping dommageable.

ANNEXE B-3

DEUXIÈME RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA RUSSIE

I. INTRODUCTION

1. Dans le présent deuxième résumé analytique intégré, la Fédération de Russie résume les arguments présentés au Groupe spécial dans sa deuxième communication écrite, ses déclarations orales liminaire et finale à la deuxième réunion de fond, et ses réponses aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

II. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES – TERMINOLOGIE ET ADMISSION D'ÉLÉMENTS DE PREUVE

2. La Fédération de Russie s'oppose à la fois à l'utilisation de l'expression "rapport d'enquête" et à la description par l'Ukraine du rapport sur le marché du gaz de la Fédération de Russie établi par l'entreprise publique ukrainienne "Ukrpromvneshekspertiza" comme "sous-tendant le rapport d'enquête" et demande au Groupe spécial d'utiliser le terme "divulgaration" dans les références qu'il fait à la pièce RUS-10 et à la pièce UKR-17 dans son rapport.

3. De plus, la Fédération de Russie conteste l'utilisation du terme "rectification" ou "rectifier", qui est une déformation par l'Ukraine de ce qui a effectivement été une "*substitution*" des prix du gaz naturel effectivement payés par les producteurs russes par un prix de substitution pour le gaz naturel destiné à l'exportation facturé à la "frontière avec l'Allemagne".

4. Outre la demande de faire abstraction des pièces UKR-1 à UKR-8, la Fédération de Russie demande au Groupe spécial de faire abstraction des pièces de l'Ukraine UKR-31 à UKR-40. Ces pièces ne sont pas pertinentes pour l'examen des allégations de la Fédération de Russie. Il s'agit d'actes de justification *a posteriori*, car aucune d'entre elles n'est mentionnée dans la divulgation et certaines sont même postérieures à la divulgation. Les actes juridiques et pratiques antidumping d'autres Membres de l'OMC mentionnés par l'Ukraine sont aussi dénués de pertinence car ils font partie du droit interne d'autres Membres de l'OMC et concernent des enquêtes antidumping fondées sur des faits dont le Groupe spécial n'est pas saisi dans le présent différend.

III. ALLÉGATIONS DE FOND RELATIVES AUX DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

A. L'Ukraine a enfreint l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas calculé le coût de production du nitrate d'ammonium dans la Fédération de Russie sur la base des registres des producteurs russes de nitrate d'ammonium

A) Les faits en l'espèce sont semblables à ceux de l'affaire UE – Biodiesel

5. La Fédération de Russie considère que les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire UE – Biodiesel sont extrêmement pertinentes pour le présent différend. Les circonstances factuelles en question sont semblables à celles de l'affaire UE – Biodiesel: i) les mesures concernées sont des mesures antidumping; ii) dans les deux affaires, les autorités chargées de l'enquête 1) n'ont pas allégué que les registres des producteurs visés par l'enquête étaient incorrects, erronés ou incompatibles d'une autre manière avec les principes comptables généralement acceptés des pays exportateurs; 2) n'ont pas allégué que les prix des matières premières figurant dans les registres des producteurs visés par l'enquête ne représentaient pas les prix effectifs supportés par ces producteurs, de sorte que dans les deux différends les prix des intrants ont été considérés comme consignés correctement; 3) ont considéré que l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping leur permettait d'examiner le "caractère raisonnable" des frais reflétés dans les registres des producteurs et de l'exportateur visés par l'enquête; 4) ont écarté les prix effectifs des matières premières, reflétés correctement dans les registres des producteurs et des exportateurs visés par l'enquête; 5) se sont appuyées explicitement sur la deuxième condition

énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping pour justifier ce rejet; 6) ont remplacé les prix des intrants effectivement supportés par les sociétés visées par l'enquête par les prix de substitution pour les matières premières et les ont utilisés dans le calcul du coût de production des produits considérés; 7) ont conclu que les ventes intérieures du produit n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales et que la valeur normale devait être construite; 8) ont utilisé le coût de production du produit considéré et remplacé les prix des matières premières par des prix de substitution, pour construire la valeur normale des produits; 9) ont utilisé des prix de substitution pour les matières premières qui ne représentaient pas le coût des matières premières sur le marché intérieur des produits considérés pour leurs producteurs ou exportateurs; iii) dans les deux affaires, des incompatibilités avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping sont alléguées.

6. De plus, la référence que fait l'Ukraine au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* dans sa première communication écrite indique qu'elle souscrit à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel de l'article 2.2.1.1 et à l'application de cet article dans cette affaire.

B) Les arguments fondés sur l'analyse des prix du gaz naturel dans la Fédération de Russie sont dénués de pertinence

7. L'examen du caractère raisonnable des prix payés pour l'intrant (c'est-à-dire le gaz naturel) et de la réglementation par les pouvoirs publics des prix des intrants sort du champ des dispositions de l'article 2, en particulier l'article 2.2, 2.2.1 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Ainsi, aucun des arguments concernant les "différences factuelles" alléguées entre le présent différend et l'affaire *UE – Biodiesel* présentés par l'Ukraine n'offre de quelconques raisons valables, voire de motifs juridiques, de s'écarter des constatations de l'Organe d'appel dans cette affaire.

8. Les engagements russes prévus dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC et les arguments correspondants de l'Ukraine sont dénués de pertinence pour le présent différend et ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Leur examen serait contraire à l'article 3:10 du Mémoire d'accord parce qu'il s'agirait d'une tentative de lier plusieurs questions distinctes dans la même procédure. Les paragraphes du rapport du Groupe de travail cités par l'Ukraine ne contiennent pas d'engagement spécial de la Fédération de Russie concernant la comparabilité des prix aux fins des procédures antidumping. Aucune discussion et engagement figurant dans ces paragraphes n'est pertinent pour l'examen des allégations de la Russie dans le différend en cause. De plus, les membres du Groupe de travail de l'accession de la Russie ont été satisfaits des explications fournies par le représentant de la Fédération de Russie, y compris celles qui portaient sur les politiques en matière de fixation des prix; ils savaient que certains prix du gaz naturel étaient réglementés dans la Fédération de Russie et étaient convenus que certains prix du gaz dans la Fédération de Russie seraient réglementés dans le futur. La référence faite au rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC dans la divulgation est dénuée de pertinence et l'approche des autorités ukrainiennes concernant la lecture des documents d'accession et l'évaluation de leur propre réglementation des prix du gaz naturel, et de celle de la Russie, met en évidence qu'elles n'ont pas été objectives au cours de la procédure antidumping visant les importations de nitrate d'ammonium en provenance de la Fédération de Russie.

9. La question de savoir si les fournisseurs de gaz russes exercent leurs activités commerciales conformément à l'article XVII:1 b) du GATT de 1994 est dénuée de pertinence pour le présent différend. La mesure en cause dans le présent différend ne concerne pas les activités commerciales des fournisseurs de gaz russes, mais la compatibilité des mesures antidumping de l'Ukraine avec les Accords de l'OMC. L'article 2.2.1.1 ainsi que d'autres dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping ne constituent pas un fondement juridique permettant à l'autorité chargée de l'enquête d'analyser si un producteur ou un exportateur visé par l'enquête, ou un fournisseur de matières premières à un tel producteur ou exportateur, est une entreprise commerciale d'État et si cette entreprise agit conformément à l'article XVII du GATT de 1994. Les travaux préparatoires menés durant le Cycle d'Uruguay et le Tokyo Round confirment cette interprétation.

10. Tout argument concernant la disposition additionnelle relative à l'article VI:1 figurant dans l'Annexe I du GATT de 1994 (la deuxième note additionnelle relative à l'article VI du GATT de 1994) ou "la situation particulière du marché" est dénué de pertinence pour le présent différend. Ces arguments n'ont pas été examinés par les autorités ukrainiennes en procédant aux réexamens intérimaires et constituent donc des considérations fondées sur une justification *a posteriori*, ce qui est contraire à l'article 17.6 i) de l'Accord antidumping.

11. La "détermination" des autorités ukrainiennes concernant le coût de production du gaz naturel du fournisseur de gaz est dénuée de pertinence et incompatible avec les règles de l'OMC. Dans la présente affaire: i) le produit considéré et le produit similaire sont tous deux le nitrate d'ammonium originaire de la Fédération de Russie; ii) le gaz naturel est une matière première utilisée pour produire du nitrate d'ammonium et, par conséquent, il n'est pas un produit similaire au nitrate d'ammonium; iii) les producteurs visés par l'enquête sont les producteurs russes de nitrate d'ammonium et non les producteurs de gaz naturel; iv) les producteurs visés par l'enquête achètent du gaz naturel; v) les registres des producteurs visés par l'enquête reproduisaient correctement le coût de production du nitrate d'ammonium, y compris les prix payés par ces producteurs pour le gaz naturel. Compte tenu de ce qui précède et de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, l'examen de l'autorité chargée de l'enquête aurait dû être axé sur le point de savoir si les registres des producteurs de nitrate d'ammonium visés par l'enquête tenaient compte raisonnablement des frais *effectivement* engagés par eux pour le produit considéré, y compris les *prix effectifs* payés pour le gaz naturel.

12. Toutefois, les autorités ukrainiennes sont allées plus loin et ont examiné le caractère raisonnable des prix du *gaz naturel*. Dans cette analyse, les autorités ukrainiennes ont comparé les prix effectivement payés consignés pour le gaz naturel avec certains frais hypothétiques qui pourraient avoir été engagés dans un ensemble différent de circonstances et avec les prix du gaz sur d'autres marchés. Ni l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 ni aucune autre discipline (y compris l'article 6.6) de l'Accord antidumping ne permettent d'évaluer les prix des intrants dans la détermination de la valeur normale.

13. La Fédération de Russie souligne que les fournisseurs de gaz n'étaient *pas* les "producteurs visés par l'enquête" aux fins de la procédure antidumping. Cela signifie, entre autres choses, que le coût de production du gaz naturel n'a pas été examiné et n'a pas non plus fait l'objet d'observations de la part des fournisseurs de gaz russes. Enfin, les autorités ukrainiennes ont présumé à tort et en fait n'ont jamais déterminé l'identité du fournisseur de gaz aux producteurs de nitrate d'ammonium visés par l'enquête. Si elles avaient vérifié l'identité des fournisseurs de gaz aux producteurs exportateurs russes, elles auraient constaté, par exemple, qu'ils étaient approvisionnés en gaz par différents producteurs de gaz et pas seulement celui dont l'Ukraine a présumé à tort qu'il était le seul fournisseur de gaz aux producteurs visés par l'enquête. Sur la base de ces considérations, tous les arguments, raisons et éléments de preuve de l'Ukraine relatifs aux coûts de production du gaz naturel dans la Fédération de Russie doivent être rejetés.

14. Par ailleurs, la qualification faite par l'Ukraine de la réglementation des prix du gaz naturel par les pouvoirs publics et de son effet allégué est dénuée de pertinence pour le règlement du présent différend car l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping ne permet pas d'examiner la réglementation par les pouvoirs publics et son effet. Au lieu de cela, cet article prescrit l'examen de la qualité des registres de "l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête" et de la juste répartition des frais. Cela est conforme au concept général de dumping qui "se rapporte au comportement des exportateurs ou des producteurs étrangers en matière de fixation des prix".¹

15. En qualifiant la réglementation en cause par les pouvoirs publics d'"intervention directe" alléguée, l'Ukraine essaie, d'une part, de minimiser la situation en Argentine qui a été étudiée dans l'affaire *UE – Biodiesel* et, d'autre part, d'exagérer la situation dans la Fédération de Russie. La situation en Argentine ne peut même pas être comparée à la réglementation de certains prix du gaz naturel dans la Fédération de Russie. Bien que la réglementation des prix et les droits d'exportation soient tous deux des réglementations par les pouvoirs publics, l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping n'exige aucune analyse relative à la réglementation par les pouvoirs publics, y compris sa nature (question de savoir si elle est directe ou non), de sorte que cette détermination est dénuée de pertinence pour le présent différend.

16. Quant à l'évaluation de l'effet allégué de la réglementation des prix du gaz naturel par les pouvoirs publics dans la Fédération de Russie par rapport à la réglementation analysée par le Groupe spécial *UE – Biodiesel*, les autorités de l'UE, contrairement à ce que l'Ukraine allègue, ont pu mesurer très précisément l'effet de la réglementation par les pouvoirs publics.

¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 156 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 129).

C) Les arguments fondés sur la note de bas de page 400 du rapport du Groupe spécial UE – Biodiesel sont dénués de pertinence et viciés sur le plan juridique

17. Dans sa recherche du fondement juridique justifiant ses mesures, l'Ukraine tente d'invoquer la note de bas de page 400 du rapport du Groupe spécial UE – Biodiesel. Premièrement, la référence qu'elle fait à la note de bas de page 400, ainsi qu'aux paragraphes du rapport de l'Organe d'appel qui font référence à cette note de bas de page, est un acte de justification *a posteriori* et elle devrait donc être rejetée dans sa totalité. Deuxièmement, ni les "transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence" ni les "autres pratiques" mentionnées dans la note de bas de page 400 du rapport du Groupe spécial UE – Biodiesel ne peuvent être qualifiées d'"exceptions juridiques" à l'application de l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping. L'Accord antidumping ne permet en aucun cas les mesures incompatibles avec ses dispositions, car il n'y a pas d'exceptions dans cet accord comme, par exemple, les exceptions générales du GATT de 1994. Troisièmement, la note de bas de page 400 du rapport du Groupe spécial UE – Biodiesel constitue un *obiter dictum*, car ni l'Organe d'appel ni le Groupe spécial n'ont formulé de constatations positives particulières fondées sur des déclarations de fond de cette note de bas de page. Par conséquent, la note de bas de page 400 du rapport du Groupe spécial UE – Biodiesel ne constitue pas un fondement juridique de la manière dont l'Ukraine l'allègue.

18. De plus, les arguments de l'Ukraine fondés sur le critère des "conditions de pleine concurrence" pour la détermination de la valeur normale sont dénués de pertinence pour plusieurs raisons, y compris les suivantes: i) l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping ne contient pas de conditionnelle additionnelle, une troisième condition, qui permettrait à l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser ce critère; ii) son applicabilité sera contraire à ce que l'article 2.2.1.1 prescrit, c'est-à-dire une comparaison entre les frais consignés dans les registres des producteurs visés par l'enquête et les frais effectivement engagés par ces producteurs; iii) le contexte de l'article 2.2.1.1 (y compris le texte de l'article 2.3) n'étaye pas non plus la position de l'Ukraine; iv) son application va à l'encontre de la décision de l'Organe d'appel selon laquelle l'examen du caractère raisonnable des frais n'est pas permis au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping; v) il ne tient pas compte du fait que le dumping résulte du comportement d'un exportateur du produit faisant l'objet de l'enquête en matière de fixation des prix, et non d'une tierce partie (producteur de l'intrant).

19. Par ailleurs, la définition d'une transaction ayant lieu dans des conditions de pleine concurrence proposée par l'Ukraine ne doit pas être acceptée. L'analyse proposée de la réglementation des prix des intrants par les pouvoirs publics, ainsi que des producteurs d'intrants et leur structure et fonctionnement commerciaux, et du coût de production des intrants entraînerait une violation de l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping. De plus, l'Ukraine s'appuie sur des définitions des *normes de vérification comptable internationales et de celles des États-Unis*, alors que l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping concerne les *principes comptables* généralement acceptés *du pays exportateur*, c'est-à-dire la Fédération de Russie en l'espèce.

20. Dans son argumentation sur la pertinence de l'article 2.3 de l'Accord antidumping, l'Ukraine fait abstraction des différences fonctionnelles et textuelles entre l'article 2.2.1.1 et l'article 2.3 de l'Accord antidumping. Alors que l'article 2.3 régit la méthode utilisée pour déterminer le prix à l'exportation, l'article 2.2.1.1 concerne le calcul du coût de production pour la détermination de la valeur normale. Les dispositions de l'article 2.2.1.1 et de l'article 2.3 contiennent des obligations différentes et traitent de questions différentes, et ne devraient pas être mélangées. En particulier, l'article 2.2.1.1 n'inclut pas les expressions "l'on ne peut pas se fonder" et "acheteur indépendant". L'absence de ces libellés dans l'article 2.2.1.1 et d'autres dispositions pertinentes pour la détermination de la valeur normale indique aussi que l'article 2.3 ne devrait pas être considéré comme le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

21. Les arguments de l'Ukraine sur les "autres pratiques" ne sont pas pertinents non plus. Conformément à la règle d'interprétation *ejusdem generis* bien établie, la catégorie des "autres pratiques" devrait être interprétée comme englobant uniquement les pratiques qui sont de même nature que celles qui précèdent cette phrase dans la note de bas de page 400 du rapport du Groupe spécial UE – Biodiesel. Ainsi, le contexte immédiat de la phrase donne à penser que les termes "autres pratiques" devraient être interprétés comme désignant les pratiques en matière d'information et les pratiques commerciales, c'est-à-dire les pratiques des producteurs ou des exportateurs visés par l'enquête en matière d'information, mais pas les pratiques des pouvoirs publics. Cela est confirmé par la conclusion du Groupe spécial UE – Biodiesel, dans laquelle ce

dernier a souligné que les registres devraient indiquer de façon adéquate les frais effectifs engagés par le producteur ou l'exportateur particulier pour le produit considéré.²

D) Les arguments de l'Ukraine fondés sur l'interprétation du terme "normalement" qui figure à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping sont dénués de pertinence et viciés sur le plan juridique

22. L'Ukraine ne peut pas s'appuyer sur le terme "normalement" qui figure à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping car tous ces arguments constituent une justification *a posteriori*. En outre, il y a un nombre limité de dispositions explicites qui permettraient aux autorités chargées de l'enquête au cours de la détermination de la valeur normale d'écarter les frais reflétés dans les registres des producteurs et des exportateurs visés par l'enquête (quand les deux conditions de la première phrase de l'article 2.2.1.1 sont remplies) lorsqu'elles déterminent la valeur normale. La liste exhaustive de ces dispositions est la suivante: la troisième phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et sa note de bas de page 6; l'article 2.7 de l'Accord antidumping et la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 incorporée; et des engagements spéciaux sur la comparabilité des prix figurant dans les protocoles d'accession de certains Membres. Aucune d'entre elles ne s'applique en l'espèce.

23. À cet égard, l'interprétation donnée par le Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair* du terme "normalement" est problématique car elle n'est pas équilibrée du fait qu'elle impose une charge plus lourde à l'autorité chargée de l'enquête et ne devrait pas être utilisée. De plus, il n'est pas nécessaire de se reporter à l'affaire *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* portant sur l'applicabilité de l'Accord OTC afin d'examiner le sens ordinaire du terme "normalement" figurant à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Le contexte pertinent, à savoir l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994, étaye cette interprétation.

24. Pour ce qui est de l'interprétation de l'expression "valeur de remplacement" qui figure au paragraphe 6.24 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*, la Fédération de Russie estime que l'"établissement de la valeur normale au moyen d'une valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur" signifie que l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'établir aussi précisément que possible le prix du produit similaire sur le marché intérieur.

25. Dans leur examen des registres des producteurs et des exportateurs russes visés par l'enquête, les autorités ukrainiennes ont été partiales et non objectives. Il n'y avait aucune raison juridique de rejeter les prix du gaz naturel. L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping car les autorités ukrainiennes n'ont pas calculé le coût de production du nitrate d'ammonium sur la base des registres des producteurs et des exportateurs de nitrate d'ammonium visés par l'enquête.

B. L'Ukraine a enfreint l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en remplaçant les prix du gaz effectivement payés par les producteurs et les exportateurs russes visés par l'enquête par des données extérieures à la Fédération de Russie (ou en les ajustant pour tenir compte de ces données) et en utilisant ces données par la suite pour la construction de la valeur normale

A) Aucune décision fondée sur l'article 14 d) de l'Accord SMC n'est applicable au présent différend

26. Contrairement à ce que l'Ukraine affirme, ni l'article 14 d) de l'Accord SMC ni le raisonnement, les interprétations et les constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* ne s'appliquent au présent différend. Il n'y a pas de fondement juridique permettant l'inclusion des obligations de l'article 14 d) de l'Accord SMC dans le cadre de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Ces dispositions utilisent une terminologie, une structure et un libellé entièrement différents. L'axe principal de la détermination de l'existence d'une subvention au titre de l'Accord SMC réside dans l'analyse des actions des pouvoirs publics, alors que les règles relatives à la détermination de l'existence d'un dumping

² Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel*, paragraphe 7.232.

indiquées à l'article 2 de l'Accord antidumping sont axées sur le "comportement du producteur ou de l'exportateur étranger en matière de fixation des prix". L'applicabilité proposée de l'article 14 d) de l'Accord SMC est contraire à l'intention des rédacteurs consistant à traiter des problèmes différents différemment avec des instruments différents. S'ils l'avaient voulu, les rédacteurs auraient fait explicitement référence à un libellé semblable, ou incorporé un libellé semblable, dans ces articles de l'Accord antidumping.

27. Par conséquent, l'approche préconisée par l'Ukraine, si elle était adoptée, aboutirait à l'extension des droits des Membres importateurs en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dumping et à la diminution des droits des Membres exportateurs. De ce fait, l'approche de l'Ukraine à l'égard de l'applicabilité des inférences faites à partir de l'article 14 d) de l'Accord SMC va à l'encontre de l'article 2 de l'Accord antidumping et de l'article 3:2 du Mémoire d'accord.

B) Les autorités ukrainiennes n'ont pas utilisé le coût de production dans la Fédération de Russie lorsqu'elles ont construit la valeur normale du nitrate d'ammonium

28. L'Ukraine interprète indûment l'allégation de la Fédération de Russie au titre de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en la limitant uniquement à l'"utilisation d'éléments de preuve extérieurs au pays". Toutefois, cette allégation est plus large car l'Ukraine a enfreint lesdites dispositions parce que: 1) les prix du gaz n'ont pas été pris dans les registres des producteurs de nitrate d'ammonium visés par l'enquête, mais à l'extérieur du pays d'origine, à savoir à la frontière germano-tchèque (Waidhaus) comme l'Ukraine l'a expliqué; 2) le prix du gaz de Waidhaus n'est pas les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré"; et 3) le prix du gaz de Waidhaus, avec ou sans ajustement pour tenir compte des frais de transport, ne reflète pas les prix du gaz naturel offerts aux producteurs de nitrate d'ammonium dans la Fédération de Russie. Ainsi, la construction de la valeur normale par l'Ukraine n'est pas fondée sur le "coût de production [du nitrate d'ammonium] dans le pays d'origine", c'est-à-dire dans la Fédération de Russie.

29. Les autorités ukrainiennes ont enfreint l'article 2.2.1.1 et 2.2 lorsqu'elles ont remplacé les prix du gaz naturel reflétés dans les registres des producteurs visés par l'enquête par le prix du gaz naturel à la frontière germano-tchèque et utilisé ce prix de substitution dans le calcul du coût de production et ensuite dans la construction de la valeur normale du nitrate d'ammonium. Il n'y avait aucune raison juridique pour cette substitution et l'utilisation d'un prix pratiqué à l'extérieur du pays dans ces calculs.

30. Même si, dans un cas hypothétique, les registres des producteurs et des exportateurs russes n'avaient pas été conformes aux prescriptions de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping ou les producteurs visés par l'enquête n'avaient pas coopéré, et les autorités ukrainiennes n'avaient obtenu *aucune* donnée concernant les prix payés par les producteurs de nitrate d'ammonium visés par l'enquête pour le gaz naturel, les autorités ukrainiennes auraient également dû avoir recours en premier lieu aux prix du gaz dans la Fédération de Russie. L'Organe d'appel a expliqué dans l'affaire *UE – Biodiesel* que les "éléments de preuve intérieurs au pays" étaient la source privilégiée de renseignements après l'examen des registres des producteurs et des exportateurs visés par l'enquête. Le recours aux renseignements obtenus à l'extérieur du pays d'origine se limite à certaines circonstances énumérées par l'Organe d'appel où il est *nécessaire* d'analyser ou de vérifier les renseignements figurant dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête en utilisant des documents, des renseignements ou des éléments de preuve émanant d'autres sources, y compris de sources extérieures au "pays d'origine".³ En tout état de cause, ces renseignements doivent refléter le coût de production dans le pays d'origine.

31. Le recours de l'Ukraine à des éléments de preuve extérieurs au pays dans la procédure antidumping concernant les importations de nitrate d'ammonium constitue clairement une violation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphes 6.70 et 6.71, note de bas de page 228.

C) L'Ukraine n'a pas adapté le prix du gaz russe à la frontière germano-tchèque afin d'arriver au "coût de production dans le pays d'origine"

32. Il n'y avait aucune raison juridique de rejeter les prix du gaz naturel russe pratiqués dans le pays et d'avoir recours à un prix pratiqué à l'extérieur du pays pour le gaz naturel. Sans préjudice de cette position, bien qu'elle ait eu recours à un prix pratiqué à l'extérieur du pays, l'Ukraine n'a pas adapté le prix du gaz à la frontière germano-tchèque pour arriver au coût de production du nitrate d'ammonium dans le pays d'origine. Le prix à Waidhaus dépassait plus de trois fois le prix effectivement payé par les producteurs russes visés par l'enquête et était plusieurs fois plus élevé que les autres prix du gaz sur le marché intérieur russe. En fait, les autorités ukrainiennes ont utilisé le prix à la frontière germano-tchèque *spécifiquement* parce qu'il ne reflétait pas le prix du gaz sur le marché intérieur de la Fédération de Russie, ce qui rappelle la décision des autorités chargées de l'enquête qui a eu lieu dans l'affaire *UE – Biodiesel*.⁴ Tous ces facteurs montrent également que l'Ukraine n'a pas eu l'intention d'adapter les renseignements émanant de l'extérieur du pays afin d'arriver au "coût de production dans le pays d'origine".

33. Dans leurs calculs du coût de production du nitrate d'ammonium et la construction conséquente de sa valeur normale, les autorités ukrainiennes ont été partiales et non objectives. Elles ont remplacé les prix du gaz figurant dans les registres des producteurs visés par l'enquête par des prix pratiqués à l'extérieur du pays d'origine dans une situation où les registres des producteurs visés par l'enquête devaient être utilisés pour le calcul du coût de production du nitrate d'ammonium. Le prix de substitution pour le gaz naturel utilisé par les autorités ukrainiennes dans leurs calculs ne reflétait pas les prix effectifs du gaz naturel dans la Fédération de Russie. Le prix de substitution pour le gaz naturel n'était ni les "frais associés à la production ... du produit considéré" ni le "coût de production [du produit considéré] dans le pays d'origine" car il n'était pas le prix du gaz naturel dans la Fédération de Russie. La Fédération de Russie réitère que l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

C. L'Ukraine a enfreint l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping

34. Les autorités ukrainiennes ont enfreint l'article 2.2.1 en calculant indûment le coût de production du nitrate d'ammonium et en écartant des ventes qui n'étaient pas inférieures aux coûts. Avant d'écarter les ventes des produits similaires, l'Ukraine n'a pas établi qu'elles: i) étaient inférieures au coût en quantités substantielles; ii) avaient été effectuées à des prix qui ne permettaient pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable; et iii) avaient été effectuées sur une longue période. Contrairement à l'objection de l'Ukraine concernant le champ de l'allégation, les autorités ukrainiennes ont bien compris la teneur des arguments de la Fédération de Russie.

35. La Fédération de Russie a indiqué que si les autorités ukrainiennes avaient procédé à cette analyse en examinant chacun des trois critères prescrits par l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping, le résultat aurait quand même été vicié sur le plan juridique car le recours aux frais gonflés en raison de l'utilisation du prix de substitution pour le gaz fausserait inévitablement les résultats du critère des opérations commerciales normales.

36. Les allégations des autorités ukrainiennes indiquant qu'elles ont respecté la prescription relative aux "quantités substantielles" et la prescription relative à la "longue période" énoncées à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping sont de nature à induire en erreur. Les autorités ukrainiennes n'ont pas établi un "prix de vente moyen pondéré" du nitrate d'ammonium. La divulgation n'indique pas que les autorités ukrainiennes ont effectué l'analyse pertinente. Par conséquent, toutes allégations formulées sur l'établissement du "prix de vente moyen pondéré", y compris le respect des prescriptions relatives aux "quantités substantielles" et à la "longue période", sont incorrectes. Le respect de ces obligations ne peut pas être implicite.

37. Contrairement à ce que l'Ukraine affirme, la Fédération de Russie n'a pas besoin de "démontrer que des frais plus bas auraient conduit à une constatation selon laquelle les prix de vente unitaires auraient été supérieurs à ces frais plus bas" pour prouver l'existence d'une violation de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping. En vertu de l'article 2.2.1, les autorités

⁴ Voir le rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphes 6.81 à 6.83 (citant le rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel*, paragraphe 7.258).

ukrainiennes auraient dû appliquer le critère des opérations commerciales normales en raison du prix en se fondant sur les coûts de production reflétés dans les registres des producteurs et des exportateurs visés par l'enquête. Elles ne l'ont pas fait.

D. L'Ukraine a enfreint l'article 2.4 de l'Accord antidumping

38. Comme elle constitue une progression logique des obligations énoncées à l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, la première phrase de l'article 2.4 impose à l'autorité chargée de l'enquête d'appliquer ces dispositions de façon à assurer la comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation. De ce fait, l'allégation de la Fédération de Russie au titre de l'article 2.4 ne devrait pas être réduite à la question des ajustements prévus dans la troisième phrase de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. La comparaison du prix à l'exportation effectif avec la valeur normale construite gonflée sur la base du calcul incompatible avec les règles de l'OMC des coûts de production a conduit à la marge de dumping au taux de 82,2%. Cette marge est explicite contrairement à la marge de dumping négative en l'absence d'ajustements des frais.

39. L'Ukraine a manqué à l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale construite en calculant indûment la valeur normale construite du nitrate d'ammonium produit dans la Fédération de Russie.

E. L'Ukraine a enfreint l'article 2.1 de l'Accord antidumping

40. Il y a des raisons convaincantes pour lesquelles la Fédération de Russie demande au Groupe spécial d'examiner l'allégation au titre de l'article 2.1 de l'Accord antidumping et de formuler une constatation séparée sur le manquement par l'Ukraine à ses obligations au titre de cet article. Rien dans le texte de l'article 2.1 ne s'y oppose. En outre, une disposition d'une importance aussi fondamentale, déterminante pour l'ensemble de l'Accord antidumping, ne peut pas être reléguée au niveau de "contexte" empêchant le Groupe spécial de formuler une constatation séparée à son sujet. Cette constatation aura un effet positif sur la phase de la mise en œuvre des recommandations du Groupe spécial car la nature de la violation prédétermine les actions de la partie défenderesse pour la faire cesser.

41. Les autorités ukrainiennes auraient dû déterminer la marge de dumping en comparant le prix à l'exportation avec le prix comparable du produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur, c'est-à-dire la Fédération de Russie. Cependant, elles ont comparé le prix à l'exportation avec la valeur normale construite et, par conséquent, ont déterminé la valeur normale en violation de l'article 2.1 de l'Accord antidumping.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'INCLUSION D'UN PRODUCTEUR RUSSE DONT LA MARGE DE DUMPING ÉTAIT NÉGATIVE DANS LE CHAMP DU RÉEXAMEN INTÉrimAIRE ET DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION – L'UKRAINE A AGI D'UNE MANIÈRE INCOMPATIBLE AVEC LES ARTICLES 5.8, 11.1, 11.2 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

A. La demande d'établissement d'un groupe spécial indique correctement les mesures contestées

42. L'Ukraine maintient sa position selon laquelle seule la décision de 2014 a été indiquée comme mesure en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, le texte de cette demande fait référence aux mesures antidumping "en relation avec" ou "concernant" le réexamen intérimaire et le réexamen à l'expiration, y compris, par conséquent, la décision de 2008, modifiée par la décision de 2010 et prorogée ultérieurement par la décision de 2014.

43. Lue dans son intégralité, la deuxième phrase de la demande d'établissement d'un groupe spécial étaye aussi cette interprétation. Non seulement cette phrase cite "toutes annexes, tous avis, toutes communications et tous rapports du [MEDT de l'Ukraine], et toutes modifications y relatives", mais elle mentionne aussi d'autres décisions dans la note de bas de page 2. L'Ukraine tente de façon peu convaincante de réfuter la pertinence de la note de bas de page 2 en faisant valoir que les mesures contestées sont censées être mentionnées dans le corps principal de la demande d'établissement. Cette position est contraire au postulat de l'Organe d'appel qui exige

d'examin[er] la demande d'établissement dans son ensemble."⁵ De même, la référence faite à la décision de 2010 dans la note de bas de page 3 de la demande d'établissement réfute l'argument de l'Ukraine.

44. Contrairement à ce qu'elle allègue, l'Ukraine a pu identifier les décisions de 2008 et de 2010 et formuler des observations sur les allégations de la Fédération de Russie. Par conséquent, la capacité de l'Ukraine de se défendre n'a pas été amoindrie.

B. L'Ukraine a constaté que JSC MCC EuroChem ne pratiquait pas le dumping et n'a pas exclu en conséquence cet exportateur de la mesure antidumping définitive

45. La Fédération de Russie conteste la décision de l'Ukraine d'imposer un droit antidumping de 0% à JSC MCC EuroChem au moyen de la décision de 2010, au titre de l'article 5.8, alors que l'Ukraine a commis une infraction indépendante à l'article 11.1, 11.2 et 11.3 en incluant cet exportateur dans les réexamens correspondants et en adoptant la Décision de 2014 en ce qui concerne JSC MCC EuroChem.

46. Conformément à la communication de l'Ukraine, la décision de 2010 n'équivaut pas à une constatation juridique établissant que la marge de dumping de JSC MCC EuroChem était négative, nulle ou *de minimis*. De fait, son taux de droit antidumping a été fixé à 0%. Cependant, l'Ukraine ne tient pas compte de l'effet combiné des jugements des tribunaux ukrainiens modifiant le taux de la marge de dumping de JSC MCC EuroChem pour qu'il soit *de minimis*. Ainsi, l'Ukraine aurait dû exclure ce producteur russe de tout réexamen ultérieur et de toute prorogation des mesures suivant l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*.⁶ L'Ukraine ne peut pas invoquer son droit national pour justifier les décisions de ses autorités dont il est allégué qu'elles étaient incorrectes, y compris celles qui avaient trait à l'acceptation d'éléments de preuve.

47. Pour toutes ces raisons, la Fédération de Russie maintient que l'Ukraine a enfreint les articles 5.8, 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping en ne supprimant pas les mesures antidumping concernant JSC MCC EuroChem et en incluant illicitement ce dernier dans les réexamens correspondants.

V. ALLÉGATION DE FOND RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DOMMAGE

A. L'Ukraine n'a pas étayé sa détermination de la probabilité d'un dommage en violation de l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping

A) Critère juridique applicable

48. La Fédération de Russie soutient que toute analyse du dommage dans une procédure antidumping est strictement régie par l'Accord antidumping. Les efforts de l'Ukraine pour se soustraire aux obligations découlant de l'Accord antidumping sont entravés par l'interprétation correcte de la jurisprudence. Si l'autorité chargée de l'enquête, d'après son propre jugement, décide d'effectuer un examen entrant dans le champ de l'article 3, "alors [elle serait] liée par les dispositions pertinentes de l'article 3 de l'Accord".⁷ Même au-delà de cette constatation, l'article 11.3 de l'Accord antidumping seul exige que l'autorité chargée de l'enquête agisse avec un degré de diligence approprié et arrive à une conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et d'examen, pour fonder ses déterminations sur des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif".

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127.

⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 305.

⁷ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 7.274.

B) L'Ukraine a fait une détermination sur la probabilité que le dommage subsisterait

49. Selon la divulgation, les autorités ukrainiennes ont fait une détermination concernant la probabilité que le dommage *subsisterait* consistant en deux étapes. L'Ukraine, premièrement, a déterminé la situation actuelle de la branche de production nationale pour savoir si le dommage avait été supprimé ou non; et, deuxièmement, a procédé à une analyse prospective de ce qui se passerait si les mesures antidumping devenaient caduques. Ces mesures logiques prises par les autorités ukrainiennes donnaient à penser qu'elles avaient examiné la situation actuelle de la branche de production nationale et conclu à l'existence d'un dommage.

50. L'utilisation par l'Ukraine d'une terminologie différente, c'est-à-dire la *réapparition du dommage*, est trompeuse. L'Ukraine essaie de convaincre que les autorités ukrainiennes ont déterminé que les producteurs ukrainiens ne s'étaient pas complètement remis du dommage établi lors de l'enquête initiale. Toutefois, cette allégation contraste avec la détermination effective selon laquelle la branche de production ukrainienne subissait un dommage important causé par des importations faisant l'objet d'un dumping. En outre, le raisonnement de l'Ukraine selon lequel ses autorités ont fait une détermination concernant la réapparition du dommage est une justification *a posteriori* et devrait être rejeté dans sa totalité.

C) L'évaluation des facteurs et indices économiques qui influaient sur la situation de la branche de production nationale ukrainienne n'était pas fondée sur un "examen objectif" d'"éléments de preuve positifs"

51. L'Ukraine a fait une détermination positive de la probabilité que le dommage subsisterait fondée principalement sur la baisse de la rentabilité, en faisant abstraction des tendances positives d'autres facteurs et indices économiques. Malgré l'accent mis par l'Ukraine sur la chute spectaculaire de la rentabilité de la branche de production nationale, les autorités ukrainiennes n'ont pas procédé à une analyse objective et impartiale de l'augmentation des coûts du gaz et son influence sur la situation de la branche de production nationale. L'Ukraine n'a pas exclu les importations du producteur russe dont la marge de dumping était négative du volume des importations "faisant l'objet d'un dumping".

52. L'inclusion par l'Ukraine des importations imputables au producteur dont la marge de dumping était négative dans le volume des importations faisant l'objet d'un dumping dans le cadre de la détermination de la probabilité d'un dommage contrevenait à l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping car elle n'était pas fondée sur des "éléments de preuve positifs". À titre de corollaire, les conclusions formulées sur la base de ce volume d'importations "faisant l'objet d'un dumping" établi de manière incorrecte ne peuvent pas être qualifiées d'"évaluations objectives". La Fédération de Russie tient à souligner que le producteur dont la marge de dumping était négative était le principal exportateur du produit considéré vers l'Ukraine. L'inclusion d'importations ne faisant pas l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage a donc vicié les *conclusions générales* sur la probabilité que le dommage subsisterait.

53. L'Ukraine a formulé une constatation sur l'analyse de la persistance du dommage. Dans cette constatation, son évaluation des facteurs et indices économiques qui influaient sur la situation de la branche de production nationale ukrainienne n'était pas fondée sur un "examen objectif" d'"éléments de preuve positifs". Par conséquent, l'Ukraine a fait la détermination de la probabilité d'un dommage en violation de l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.

VI. QUESTIONS ET ALLÉGATIONS PROCÉDURALES

A. L'Ukraine a commis plusieurs violations procédurales de ses obligations au titre de l'article 6.8 et des paragraphes 3, 5 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping

54. Contrairement à l'argument de l'Ukraine selon lequel l'article 6.8 de l'Accord antidumping et les dispositions de l'Annexe II ne s'appliquent pas en l'espèce, le MEDT de l'Ukraine a fait référence *de facto* aux données de fait disponibles lorsqu'il a rejeté les "meilleurs" renseignements provenant des registres des producteurs visés par l'enquête et utilisé le prix de substitution pour le gaz naturel. Les analogies entre l'article 2.2.1.1 régissant le calcul des frais et l'article 2.3

régissant la détermination du prix à l'exportation⁸ établies par l'Ukraine sont dénuées de fondement et n'affectent pas l'applicabilité de l'article 6.8 de l'Accord antidumping.

B. L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping en ne divulguant pas les faits essentiels

55. Contrairement à ce que l'Ukraine affirme, la Fédération de Russie a établi des éléments *prima facie* en expliquant dans ses communications pourquoi les données supprimées dans les tableaux 11.3.1 à 11.3.6 de la divulgation et les formules concernant le calcul de la valeur normale et de la marge de dumping étaient des "données de fait figurant dans le dossier", qui constituaient le "fondement de la décision" d'appliquer des mesures antidumping. En raison de ces propriétés, ces données sont des faits essentiels au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

56. L'allégation de la Fédération de Russie au titre de l'article 6.2 de l'Accord antidumping n'est pas corollaire de celle de l'article 6.9. Même si certains renseignements ne sont pas considérés comme des faits essentiels devant être divulgués au titre de l'article 6.9, leur divulgation peut quand même être soumise à l'obligation plus générale de l'article 6.2 qui consiste à ménager aux parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

57. Dans sa tentative de justifier les violations de l'article 6.9 et 6.2 de l'Accord antidumping, l'Ukraine s'appuie sur la confidentialité alléguée des données concernées. En faisant reposer sa réponse aux arguments de l'Ukraine sur les dispositions juridiques invoquées par la partie défenderesse, c'est-à-dire l'article 6.5 et 6.5.1 de l'Accord antidumping, la Fédération de Russie exerce ses droits en matière de régularité de la procédure qui exigent que des possibilités égales soient ménagées aux deux parties au cours d'une procédure de règlement d'un différend. Dans des circonstances données, la dérogation à cette règle n'est pas justifiée car le non-respect de l'article 6.5.1 peut déclencher un manquement aux obligations énoncées à l'article 6.2 et 6.9.

58. D'une façon ou d'une autre, il est interdit à l'Ukraine de s'appuyer sur l'explication relative à la confidentialité en ce qui concerne les données agrégées incluses dans les tableaux 11.3.1 à 11.3.6 de la divulgation, c'est-à-dire que quatre producteurs qui ont déposé une demande collective de traitement confidentiel appartenaient à un groupe, car il s'agit simplement d'une justification *a posteriori* présentée pour la première fois par l'Ukraine durant la procédure du présent Groupe spécial et qui n'était pas connue durant l'enquête antidumping en question. Les demandes, le cas échéant, ont été envoyées par les producteurs ukrainiens en leur propre nom, et ils n'ont pas indiqué de motifs qui équivaldraient à des raisons valables. Les raisons présentées dans la pièce UKR-51b ne sont rien d'autre qu'une répétition de la définition générale des renseignements confidentiels prévue à l'article 6.5 de l'Accord antidumping qui ne couvre pas les données agrégées en soi.

59. L'Ukraine n'a pas fourni un résumé non confidentiel utile car il est absolument impossible de formuler de quelconques conclusions déterminantes à partir des chiffres pertinents donnés dans la divulgation.

C. L'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en n'accordant pas suffisamment de temps pour présenter des observations sur la divulgation et en refusant d'accepter des observations dûment présentées par le producteur russe visé par l'enquête

60. Aucun des arguments et explications fournis par l'Ukraine ne justifie l'imposition du délai de deux jours pour la présentation d'observations sur la divulgation. La complexité des questions visées dans l'enquête faisait qu'il était impossible pour les producteurs russes de trouver effectivement de quelconques inexactitudes ou erreurs en deux jours dans le document en langue étrangère. Le fait que les données utilisées dans la divulgation avaient été fournies par les producteurs russes dans leurs réponses aux questionnaires avant la distribution de la divulgation était dénué de pertinence car on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'ils sachent quel renseignement était essentiel pour l'enquête.

⁸ Ukraine, deuxième communication écrite, paragraphe 170.

61. La Fédération de Russie maintient ses allégations concernant plusieurs violations procédurales du droit de l'OMC commises par l'Ukraine au cours des réexamens correspondants. Spécifiquement, l'Ukraine a contrevenu à l'article 6.8 et aux paragraphes 3, 5 et 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping parce que sa décision d'avoir recours aux données de fait disponibles était dénuée de fondement. Le fait que l'Ukraine n'a pas divulgué les faits essentiels, ce qui porte atteinte aux droits des personnes intéressées, est contraire à l'article 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping. Dernier point, mais non le moindre, l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a fixé le délai de deux jours pour la présentation d'observations sur la divulgation.

VII. AUTRES ALLÉGATIONS

A. L'Ukraine a contrevenu à l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping

62. Les allégations au titre de l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping entrent dans le cadre du mandat du Groupe spécial car elles sont naturellement le prolongement de l'allégation au titre de l'article 6.9, telle qu'elle est exposée dans la demande de consultations. L'article 6.9 et l'article 12.2 et 12.2.2 ne diffèrent pas catégoriquement pour ce qui concerne le champ de l'obligation, le moment de la divulgation (les deux obligations sont déclenchées lorsque l'autorité chargée de l'enquête prend ou est sur le point de prendre une décision finale) et leurs objectifs. De ce fait, cette comparabilité équivaut "à tout le moins [...] [à] un certain rapport" qui suffirait pour établir que l'allégation figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est le prolongement de celle qui est exposée dans la demande de consultations sans changer l'essence de l'allégation.

63. En outre, l'allégation n'est pas strictement limitée à l'"absence de divulgation en ce qui concerne le calcul de la marge de dumping" comme l'Ukraine l'a indiqué, mais s'étend à l'ensemble complet des circonstances implicites dans le texte de l'allégation figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. La dernière phrase, isolée par l'Ukraine, n'est pas une substitution mais, plutôt, une illustration des allégations. Enfin, l'Ukraine ne peut pas invoquer cette objection au champ des allégations présentées en l'espèce car elle a formulé cet argument aux stades ultérieurs de la procédure de règlement du différend.

B. L'Ukraine a enfreint les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT, du fait de son comportement incompatible avec les règles de l'OMC décrit plus haut

64. L'Ukraine affirme à tort que le caractère subordonné de l'allégation au titre des articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT de 1994 la rend manifestement dénuée de fondement en droit. L'allégation de la Fédération de Russie est fondée car les mesures imposées sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie ne sont pas des mesures particulières contre le dumping qui sont conformes au GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping.

ANNEXE B-4

DEUXIÈME RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'UKRAINE

I. ALLÉGATIONS DE FOND RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

A. Allégation n° 1 (allégation n° 10 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): l'Ukraine a enfreint l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce que, lorsqu'elle a déterminé la valeur normale construite, elle n'a pas calculé les frais sur la base des registres des producteurs et exportateurs russes, alors même que les frais associés à la production et à la vente de nitrate d'ammonium étaient pris en compte raisonnablement et avec exactitude dans les registres des exportateurs et producteurs russes qui étaient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays d'origine et d'exportation (Fédération de Russie, DCE, section 1)

1. Comme l'Ukraine l'a expliqué dans sa première communication écrite et des documents ultérieurs, le calcul de la valeur normale figurant dans le document de divulgation et les documents correspondants donnait une explication cohérente de la prise en compte raisonnable des frais associés à la production et à la vente du produit considéré qui justifiait de conclure que la fiabilité des frais consignés avait été affectée.

2. L'Ukraine estime donc que le MEDT de l'Ukraine a agi conformément à l'Accord antidumping lorsqu'il a calculé le coût du gaz dans la Fédération de Russie et déterminé la fiabilité des frais consignés. Dans l'affaire *UE – Biodiesel*, l'Organe d'appel n'a pas considéré que la fiabilité des registres devrait nécessairement être prise telle quelle lorsque l'on déterminait si les registres tenaient compte des frais.¹ Au contraire, l'autorité chargée de l'enquête a le pouvoir discrétionnaire, dans le contexte factuel, d'examiner les transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence et d'autres pratiques.² L'Ukraine indique aussi que la deuxième phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping donne à penser que l'autorité chargée de l'enquête est en fait invitée à examiner tous les éléments de preuve pertinents. Par conséquent, l'affirmation de la Fédération de Russie selon laquelle l'analyse de la fiabilité des frais est en quelque sorte interdite est contraire au texte de la disposition et contraire au texte des clarifications apportées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*. En outre, dans le contexte de l'Accord antidumping, le terme "frais" désigne les coûts économiques réels engagés pour produire le produit dans le pays exportateur, et pas simplement le montant figurant sur une facture.

3. Par conséquent, le MEDT de l'Ukraine a dûment examiné la fiabilité de la prise en compte des frais dans les registres, conformément aux indications de l'Organe d'appel, et constaté que ces registres ne tenaient pas compte d'une manière exhaustive des coûts du gaz après une analyse approfondie de tous les éléments de preuve qui lui avaient été présentés. Il a constaté que les prix intérieurs du gaz étaient réglementés par les pouvoirs publics, étaient artificiellement inférieurs aux prix pratiqués sur de véritables marchés libres et étaient inférieurs au coût. Toutes ces conséquences découlent du système de double prix du gaz dans la Fédération de Russie. Quant à l'affirmation selon laquelle le MEDT de l'Ukraine a procédé à un examen du "*caractère raisonnable*"³, cela ne concorde pas avec le document de divulgation (pièce RUS-10). Comme en témoignent les pages 21 à 23 de ce document, le MEDT de l'Ukraine a dûment examiné la *fiabilité* de la prise en compte des frais dans les registres.

4. La Fédération de Russie tente de défier les clarifications apportées par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*, soit en en faisant aucun cas, en les interprétant de façon erronée ou en les considérant comme un *obiter dictum*. La qualification de la note de bas de

¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphe 6.33.

² Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphe 6.41.

³ Fédération de Russie, réponse à la question n° 7 du Groupe spécial, paragraphe 11, quatrième phrase.

page 400 du rapport du Groupe spécial d'*obiter dictum* par la Fédération de Russie est absurde et incohérente. La note de bas de page 400 ne s'écarte pas de l'examen du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.220 à 7.247 et contribue à l'interprétation qu'il donne de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Par conséquent, les paragraphes 7.220 à 7.247, y compris les notes de bas de page y relatives, constituent, dans leur ensemble, l'analyse juridique de la deuxième condition de l'article 2.2.1.1 par le Groupe spécial, qui était essentielle pour régler le différend.

5. L'Ukraine maintient donc que les prix intérieurs du gaz dans la Fédération de Russie n'étaient pas pratiqués dans des conditions de pleine concurrence et pouvaient donc ne pas être pris en compte par le MEDT de l'Ukraine. Dans le même ordre d'idées, elle indique que cet ensemble de circonstances gouvernemental est une "pratique" qui est "autre" que ce qui se passe sur un marché régi par l'offre et la demande, et que ce prix fixe dicté de façon centralisée affecte la fiabilité et l'exactitude des frais qui sont consignés dans les registres d'un producteur ou d'un exportateur. Elle estime qu'il n'est pas nécessaire qu'elle entre dans la discussion du terme "normalement" car la situation particulière des producteurs exportateurs russes visés par l'enquête relève déjà clairement de l'une des deux exceptions régulières examinées plus haut (situation autre que de pleine concurrence ou autres pratiques). Toutefois, si le Groupe spécial le juge utile, l'Ukraine sera heureuse de discuter de cette question.

6. Contrairement à l'avis exprimé par la Fédération de Russie, les différences fondamentales entre l'affaire *UE – Biodiesel* et l'affaire à l'examen font qu'il est impossible de simplement transposer les constatations de fait de l'affaire *UE – Biodiesel* à la présente affaire. La première différence entre les deux affaires est la réglementation par les pouvoirs publics des prix du gaz dans la Fédération de Russie, ce qui a été confirmé par le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie. Le rapport du Groupe de travail donne des exemples des circonstances spécifiques sur le marché du gaz russe qui ont conduit le MEDT de l'Ukraine à constater que les prix du gaz sur le marché intérieur de la Fédération de Russie n'étaient pas pratiqués dans des conditions de pleine concurrence et étaient le résultat d'"autres pratiques". Ce rapport est utilisé comme base factuelle et entre donc dans le champ du présent différend. En outre, la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT sert de contexte pertinent pour interpréter l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et dispose que la comparabilité des prix peut être difficile lorsque les prix intérieurs sont fixés par l'État.⁴ Tant le rapport du Groupe de travail que la deuxième note additionnelle mettent en évidence l'incompatibilité avec les règles de l'OMC du système de double prix du gaz de la Fédération de Russie, ce qui contraste fortement avec le droit d'exportation imposé en Argentine.

7. Le MEDT de l'Ukraine n'avait pas besoin d'examiner si les prix d'autres fournisseurs étaient également fixés conformément à la législation nationale car il a constaté que Gazprom était le principal et unique fournisseur de gaz de tous les producteurs russes de nitrate d'ammonium. En outre, parmi tous les producteurs exportateurs pertinents de la Fédération de Russie: Uralchem n'exportait pas, EuroChem voulait qu'aucune de ses réponses ne soit prise en compte et les états financiers mentionnaient que Dorogobuzh achetait tous les volumes de gaz à Gazprom.

8. La deuxième différence réside dans le fait que, contrairement aux prix argentins, les prix russes du gaz sont inférieurs au coût. La Fédération de Russie accuse l'Ukraine de présenter de manière erronée et de généraliser les faits versés au dossier. Toutefois, les faits démontrent que le MEDT de l'Ukraine a analysé des milliers de pages d'éléments de preuve, y compris ceux figurant dans les pièces UKR-1 et UKR-2. Sur la base d'une analyse minutieuse et équilibrée, le MEDT de l'Ukraine a produit un document de divulgation concis (pièce RUS-10) de plus de 40 pages, dont 10 pages étaient consacrées exclusivement à la détermination de la valeur normale.

9. Initialement, le MEDT de l'Ukraine n'a pas demandé de renseignements détaillés sur les fournisseurs de gaz, parce que la simple taille et les conséquences des coûts faussés du gaz sont apparues uniquement après la présentation des réponses aux questionnaires par les producteurs russes le 26 novembre 2013. Toutefois, après une analyse des réponses aux questionnaires des producteurs russes, ainsi que des documents additionnels qu'ils ont présentés, le MEDT de l'Ukraine a indiqué que, en fait, il n'y avait pas de producteurs russes auxquels il aurait *pu* envoyer *directement* d'autres demandes sur les fournisseurs de gaz. [[***]] % des exportations en provenance de la Fédération de Russie provenaient d'EuroChem et cette société avait déjà demandé formellement que le MEDT de l'Ukraine ne tienne compte d'aucune de ses réponses.

⁴ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel*, paragraphe 7.241.

Malgré cette position, le MEDT de l'Ukraine a quand même procédé à un examen approfondi et présenté une explication très motivée de ses actions et constatations dans sa divulgation.

10. L'Ukraine estime que la troisième différence avec l'affaire *UE – Biodiesel* est que dans cette affaire les prix intérieurs du *biodiesel* (le produit fini) étaient réglementés.⁵ C'est pourquoi l'Union européenne a constaté que les ventes intérieures de biodiesel n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales, d'où son recours à la valeur normale construite, et c'est seulement alors qu'elle a commencé à douter des coûts des matières premières.⁶ Cela contraste fortement avec la situation que nous examinons, où le prix de la *principale matière première* était fixé par l'État russe, ce qui était l'élément déclencheur pour examiner les coûts des matières premières, *ab initio*. En outre, le prix de la principale matière première dans l'affaire *UE – Biodiesel* n'était pas réglementé. Au contraire de la situation observée en Argentine, les prix du gaz dans la Fédération de Russie étaient la conséquence immédiate de la fixation des prix par les pouvoirs publics.

11. Enfin, la quatrième différence est que l'incidence du prix fixe du gaz est mesurable et significative, contrairement à l'incidence d'un droit d'exportation. Il est important de noter que les pourcentages des taxes à l'exportation ne sont pas équivalents à la mesure de l'effet réel de ces taxes sur les prix des fèves de soja. Compte tenu de ce qui précède, l'Ukraine estime qu'il est clair que les constatations de fait de l'affaire *UE – Biodiesel* ne peuvent pas être appliquées en l'espèce.

B. Allégation n° 2 (allégation n° 11 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): l'Ukraine a agi en contravention de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a remplacé (ajusté) les coûts du gaz effectivement supportés par les producteurs et exportateurs russes pour la production de nitrate d'ammonium au moyen de données sur les prix du gaz à l'extérieur de la Russie, en particulier à la frontière avec l'Allemagne, qui ne tenaient pas compte des coûts de production dans le pays d'origine, et a ensuite utilisé ces prix pour construire la valeur normale (Fédération de Russie, DCE, section 2)

12. L'Ukraine estime que le système russe incompatible avec les règles de l'OMC de double prix du gaz est à l'origine de la distorsion. Après avoir déterminé que, dans ces circonstances, les registres comptables des sociétés ne tenaient pas compte d'une manière fiable des coûts du gaz, le MEDT de l'Ukraine devait dûment rectifier ces registres. En comparaison, l'approche suggérée par la Fédération de Russie, c'est-à-dire accepter les registres tels qu'ils sont, conduirait à des résultats faussés.

13. Selon le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*, "dans de telles circonstances, il n'est pas interdit à l'autorité de s'appuyer sur des renseignements autres que ceux contenus dans les registres de l'exportateur ou du producteur, y compris des éléments de preuve intérieurs au pays et extérieurs au pays"⁷ à condition que, "quelles que soient les informations qu'elle utilise, l'autorité chargée de l'enquête [...] s'assure[] qu'elles sont utilisées pour établir le "coût de production dans le pays d'origine".⁸ Le fait que le coût réel du gaz est sensiblement plus élevé que le prix intérieur fixe dans la Fédération de Russie ne signifie pas que cela exclut les éléments de preuve extérieurs au pays. Au contraire, comme l'Ukraine l'a mentionné dans sa première communication écrite, l'Organe d'appel a formulé des suggestions et des critères judicieux pour prendre les décisions qui s'imposent dans des situations comme celles-ci. L'Ukraine a agi conformément à ces indications.

14. L'Ukraine estime que le raisonnement de l'Organe d'appel figurant dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, et approfondi dans le contexte de l'antidumping dans l'affaire *UE – Biodiesel*, est convaincant. Dans des circonstances très spécifiques et uniques, comme celles auxquelles le MEDT de l'Ukraine était confronté, il faut interpréter un concept juridique à la lumière des faits économiques qui le sous-tendent. En l'espèce, il n'existait pas de marché intérieur non affecté dans la Fédération de Russie en raison de l'intrusion directe et généralisée démontrée de

⁵ Fédération de Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 139 et 140, citant l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*, paragraphe 5.4.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

l'État. De ce fait, l'Ukraine estime qu'il était impératif de rechercher un point de repère extérieur, dûment ajusté, pour fournir des éléments de preuve objectifs concernant les coûts du gaz dans la Fédération de Russie.

15. L'Ukraine a donc intentionnellement utilisé un prix non faussé du gaz russe et adapté ensuite ce prix au niveau local. Le prix moyen du gaz russe à Waidhaus était de 426 dollars EU, lequel a été correctement "adapté" au niveau du prix à la frontière avec la Russie, c'est-à-dire 396 dollars EU, conformément aux indications de l'Organe d'appel concernant l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

C. Allégation n° 3 (allégation n° 9 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): l'Ukraine a enfreint l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a considéré à tort que les ventes intérieures de nitrate d'ammonium dans la Fédération de Russie n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales et a écarté ces ventes de la détermination de la valeur normale (Fédération de Russie, DCE, section 3)

16. L'Ukraine estime que la détermination du MEDT de l'Ukraine concernant le cours des opérations commerciales normales était conforme à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping, note de bas de page 5, et à l'explication donnée de l'article 2.2.1 dans l'affaire *CE – Saumon*. Au paragraphe 7.238 de cette affaire, le Groupe spécial a précisé que "la "détermination" établissant que les ventes inférieures au coût [étaient] effectuées "sur une longue période" n'oblige[ait] pas l'autorité chargée de l'enquête à "déterminer" la "longue période" elle-même, mais uniquement à déterminer que les ventes inférieures au coût en question [étaient] effectuées sur une période qui [était] normalement d'un an mais pas inférieure à six mois". Dans l'affaire que nous examinons, la période qui a été utilisée était la période couverte par l'enquête (qui était d'un an). L'Ukraine estime que cette période peut tout à fait être considérée comme une longue période au sens de la note de bas de page 4 de l'Accord.

17. Au paragraphe 7.239 de l'affaire *CE – Saumon*, le Groupe spécial a confirmé que la note de bas de page 5 de l'Accord antidumping expliquait que les ventes inférieures au coût pouvaient être considérées comme étant "effectuées en quantités substantielles" lorsque l'autorité chargée de l'enquête établissait que le "prix de vente moyen pondéré" des ventes inférieures au coût en question était inférieur aux "coûts unitaires moyens pondérés". C'est exactement ce que le MEDT de l'Ukraine a fait.

18. Au paragraphe 7.275 de l'affaire *CE – Saumon*, le Groupe spécial a précisé que toutes les ventes dont il n'a pas été constaté qu'elles avaient été effectuées à des prix supérieurs au coût moyen pondéré pour la période couverte par l'enquête ne permettaient *pas* de couvrir les frais dans un délai raisonnable. En constatant que le prix de vente moyen pondéré était inférieur au coût unitaire moyen pondéré, le MEDT de l'Ukraine a fait exactement cette détermination aux pages 25, 26 et 27 du document de divulgation.

19. Il est donc tout à fait clair qu'en remplissant chacune des trois conditions pertinentes de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping, l'Ukraine a respecté les prescriptions du critère des opérations commerciales normales.

20. En tout état de cause, l'article 2.2.1 ne devrait pas être relégué au domaine des violations corollaires, si une incompatibilité avec l'article 2.2.1.1 devait d'une manière ou d'une autre être déterminée.⁹ À supposer pour les besoins de l'argumentation qu'une incompatibilité avec l'article 2.2.1 pourrait exister et mener une vie distincte en tant que violation corollaire, la Fédération de Russie n'a jamais établi *prima facie* que, en l'absence de la rectification des coûts d'achat du gaz, l'analyse en *trois* étapes des opérations commerciales normales (dûment effectuée par l'Ukraine) aurait abouti à un résultat différent. La seule allégation qui a été formulée était que la rectification des coûts du gaz "[avait] débouché sur un coût de production unitaire beaucoup plus élevé" qui "rendait la conclusion selon laquelle les ventes intérieures des producteurs exportateurs russes visés par l'enquête n'avaient pas été effectuées au cours d'opérations commerciales normales *plus probable*".¹⁰ Une affirmation aussi vague que les termes "plus probable" n'est pas suffisante pour servir d'élément *prima facie* car une violation d'une disposition

⁹ Ukraine, réponse à la question n° 15 du Groupe spécial, paragraphes 68 à 70.

¹⁰ Fédération de Russie, première communication écrite, paragraphe 117. (pas d'italique dans l'original)

de l'Accord antidumping ne peut pas être établie sur la seule base des termes "plus probable". Il n'a en fait jamais été allégué qu'il y avait violation de l'article 2.2.1 du fait de coûts unitaires plus élevés.

D. Allégation n° 4 (allégation n° 12 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): l'Ukraine a manqué à l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale construite, en calculant d'une manière inappropriée la valeur normale construite pour le nitrate d'ammonium produit dans la Fédération de Russie (Fédération de Russie, DCE, section 4)

21. L'Ukraine rappelle que, dans l'affaire *UE – Biodiesel*, l'Organe d'appel a été d'avis que l'article 2.2.1.1 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping avaient des fonctions différentes dans le contexte des déterminations de l'existence d'un dumping selon lesquelles le premier aidait l'autorité chargée de l'enquête à calculer les frais aux fins de la construction de la valeur normale, tandis que le second portait sur la comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation.

22. De même, le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* a été d'avis que "[r]ien dans l'article 2.4 ne sugg[érait] que la prescription relative à la comparaison équitable fourni[ssait] des indications quant à la détermination des éléments composant la comparaison à effectuer, c'est-à-dire la valeur normale et le prix à l'exportation".

23. Pour les raisons qui précèdent, la Fédération de Russie n'a pas démontré que l'Ukraine n'avait pas procédé à une "comparaison équitable" entre la valeur normale et le prix à l'exportation, d'une manière incompatible avec l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

II. VIOLATION DES ARTICLES 5.8, 11.1, 11.2 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING DU FAIT DE L'INCLUSION D'UN PRODUCTEUR RUSSE AYANT UNE MARGE DE DUMPING NÉGATIVE DANS LE CHAMP DU RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE ET DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION

A. Mandat du Groupe spécial

24. Comme la Fédération de Russie a clarifié qu'elle ne formulait plus d'allégation à l'encontre de la décision de 2008, l'Ukraine n'a pas besoin de répéter ses arguments précédents concernant le fait que la décision de 2008 n'est pas une mesure soumise à bon droit au Groupe spécial.

25. Malgré cela, l'Ukraine estime que la décision de 2010 n'a pas été soumise à bon droit au Groupe spécial et sortait donc du cadre de son mandat. C'est ce qui ressort clairement du libellé de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui limite le champ du différend aux seules mesures qui concernent le réexamen à l'expiration et le réexamen intérimaire. Par ailleurs, contrairement à l'avis exprimé par la Fédération de Russie, la note de bas de page 2 de la demande d'établissement d'un groupe spécial est insuffisante pour dûment indiquer les mesures en cause car il apparaît qu'elle fournit simplement un contexte factuel pour le réexamen à l'expiration et le réexamen intérimaire. De même, l'Ukraine est d'avis que la première communication écrite de la Fédération de Russie ne fournissait pas la clarification requise car elle mettait l'accent sur une violation de l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping, qui pouvait uniquement se rapporter à la décision de 2014.

26. En raison du manque de clarté, l'Ukraine doit se lancer dans des conjectures sur le point de savoir quelles mesures étaient contestées par la Fédération de Russie. Toutefois, le fait que l'Ukraine a accidentellement traité la bonne allégation ne rend pas la demande d'établissement d'un groupe spécial conforme à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Manifestement, ces prescriptions devaient être respectées lorsque la demande d'établissement d'un groupe spécial a été présentée et pas après que l'Ukraine a rédigé sa première communication écrite. Pour ces raisons, l'Ukraine estime que la décision de 2010 n'est pas une mesure soumise au Groupe spécial.

B. Violation de l'article 5.8 de l'Accord antidumping dans la décision de 2014

27. L'Ukraine estime que l'obligation énoncée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping de clore immédiatement une enquête lorsque la marge de dumping est nulle ou *de minimis* n'existait pas en ce qui concerne la décision de 2014. Selon l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, l'autorité chargée de l'enquête doit uniquement clore une enquête si elle détermine une marge de dumping négative, nulle ou *de minimis*. Le MEDT de l'Ukraine a constaté qu'il existait des marges de dumping de 40,5% et 82,2%, et, par conséquent, il n'était pas obligé de clore l'enquête. En outre, comme le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* et le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion* l'ont indiqué, l'obligation de clore immédiatement une enquête lorsque la marge de dumping est nulle ou *de minimis* s'applique uniquement aux enquêtes initiales ouvertes conformément à l'article 5 de l'Accord antidumping. Par conséquent, le critère *de minimis* prévu à l'article 5.8 de l'Accord antidumping ne s'applique pas aux réexamens à l'expiration.

C. Moyen de défense conditionnel concernant l'allégation selon laquelle la décision de 2010 était contraire à l'article 5.8 de l'Accord antidumping

28. Même à supposer qu'une allégation au titre de l'article 5.8 de l'Accord antidumping aurait pu être formulée à l'encontre de la décision de 2010, l'Ukraine estime que cette allégation devrait être rejetée car l'autorité chargée de l'enquête, le MEDT de l'Ukraine et la Commission interministérielle du commerce international (ICIT), n'a jamais déterminé de marge de dumping négative, nulle ou *de minimis*. À la demande d'EuroChem, les tribunaux ukrainiens ont simplement décidé que la décision de 2008 était illicite, mais n'ont pas constaté dans le dispositif que la marge de dumping d'EuroChem était négative, nulle ou *de minimis*. Au cours des procédures judiciaires, les seules méthodes de calcul présentées ont été les calculs erronés effectués par EuroChem lui-même. Les tribunaux, toutefois, n'ont pas donné pour instruction de rouvrir l'enquête ou d'appliquer une méthode particulière au calcul de la marge de dumping car EuroChem ne l'a pas demandé. Par conséquent, le MEDT de l'Ukraine et l'ICIT n'ont eu d'autre choix que de ramener le droit à zéro sans recalculer la marge de dumping.

29. L'Ukraine estime qu'étant donné que ni les autorités chargées de l'enquête dans la décision de 2010 ni les tribunaux ukrainiens dans leurs jugements n'ont déterminé de marge de dumping négative, nulle ou *de minimis* pour EuroChem, les conditions exposées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz* n'ont pas été remplies. Par conséquent, l'obligation énoncée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping de clore immédiatement une enquête et de ne pas inclure de producteurs ayant une marge de dumping négative ou *de minimis* dans les réexamens futurs n'a pas été déclenchée par la décision de 2010.

D. Violation de l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping dans la décision de 2014

30. L'Ukraine considère que l'allégation de la Fédération de Russie concernant l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping est purement corollaire de son allégation au titre de l'article 5.8 de l'Accord antidumping. Elle estime donc qu'étant donné que la simple imposition d'un droit antidumping nul à une société – sans détermination d'une marge de dumping négative, nulle ou *de minimis* – ne déclenche pas l'obligation de clore immédiatement l'enquête, il n'est pas non plus fait obligation à l'autorité chargée de l'enquête d'exclure la même société dans des réexamens ultérieurs. En d'autres termes, si l'obligation énoncée à l'article 5.8 de l'Accord antidumping ne s'applique pas à l'enquête initiale, l'Ukraine est d'avis que cette même obligation ne peut pas exister dans des réexamens ultérieurs.

31. Si le Groupe spécial devait considérer que cette allégation n'était pas corollaire, l'Ukraine estime que cette allégation devait quand même être rejetée comme dénuée de fondement car la Fédération de Russie n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation de ces dispositions. En effet, la Fédération de Russie n'a pas spécifié quelles actions – ou inactions – du MEDT de l'Ukraine ou de l'ICIT constituaient une violation alléguée de ces dispositions juridiques. On ne peut pas attendre de l'Ukraine qu'elle se défende contre des allégations qui font simplement référence à des articles de l'Accord antidumping sans aucune autre spécification ou clarification quant aux violations alléguées exactes.

III. ALLÉGATIONS DE FOND RELATIVES À LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DOMMAGE

A. Allégation n° 8: l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 11.1, 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping

1. Détermination de la probabilité qu'un dommage se reproduirait du MEDT de l'Ukraine

32. Selon le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, afin de s'acquitter de la charge de la preuve, la Fédération de Russie doit démontrer qu'en formulant sa conclusion sur la probabilité d'un dommage, le MEDT de l'Ukraine n'a pas formulé de conclusion motivée reposant sur des éléments de preuve suffisants. Le cœur de l'argument de la Fédération de Russie est que le MEDT de l'Ukraine a fait une détermination selon laquelle il y avait eu un dommage important pendant la période couverte par l'enquête et qu'il s'est appuyé sur cette détermination pour conclure qu'il y avait une probabilité que le dommage subsisterait.

33. Comme il ressort clairement des sections 13 et 11.4 de la divulgation, l'Ukraine est d'avis que le MEDT de l'Ukraine a déterminé qu'il y avait une probabilité que le dommage se reproduirait et non qu'il se poursuivait. Dans son analyse, le MEDT de l'Ukraine a souligné les effets négatifs sur la branche de production nationale ukrainienne qui se produiraient si les mesures devaient être supprimées. En outre, l'Ukraine note que la Fédération de Russie ne mentionne aucun passage de la divulgation ou de la décision de 2014 indiquant que le MEDT de l'Ukraine a déterminé qu'il était probable que le dommage subsisterait si les mesures antidumping étaient abrogées.

34. L'Ukraine estime que l'argument de la Fédération de Russie disant que la détermination du MEDT de l'Ukraine selon laquelle la branche de production nationale ukrainienne ne s'est pas complètement remise du dommage important établie durant l'enquête initiale est équivalente à une détermination selon laquelle la branche de production ukrainienne subissait un dommage important est incorrect car il ne tient pas compte de la réalité économique. Lorsqu'un réexamen intérimaire ou un réexamen à l'expiration est effectué, la situation de la branche de production nationale peut se situer n'importe où entre une santé parfaitement bonne et le fait de subir un dommage grave. Essentiellement, tous les degrés possibles de détérioration de la branche de production nationale, qui restent en deçà d'un "dommage" au sens de l'article 3, devraient donc être considérés, en ce qui concerne l'Accord antidumping, *comme une absence de dommage*. Une constatation selon laquelle la branche de production nationale ne s'est pas *complètement* remise d'un dommage important antérieur donnerait à penser que la branche de production nationale se situe quelque part *entre* le fait de s'être remise (une bonne santé) et celui de subir un dommage important. Par conséquent, en ce qui concerne deux catégories juridiques prévues dans l'Accord antidumping, cette constatation devrait être considérée comme une constatation selon laquelle la branche de production nationale ne subit pas de dommage important.

2. Allégations de la Fédération de Russie en ce qui concerne les déterminations sur lesquelles le MEDT de l'Ukraine s'est appuyé dans son analyse de la probabilité

35. L'Ukraine indique qu'au cours d'un réexamen à l'expiration et d'un réexamen intérimaire, l'autorité chargée de l'enquête est obligée de fonder ses constatations sur un examen objectif d'éléments de preuve positifs. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, la source de cette obligation est l'article 11.2 et 11.3 de l'Accord antidumping et non l'article 3 car les obligations énoncées à l'article 3 ne s'appliquent pas aux déterminations de la probabilité d'un dommage dans les réexamens à l'extinction.¹¹

36. La Fédération de Russie présente un nouvel argument dans sa deuxième communication écrite indiquant que le MEDT de l'Ukraine aurait dû tenir compte du fait qu'Ostchem a fourni du gaz naturel à la branche de production nationale ukrainienne à des prix dont il était allégué qu'ils étaient plus élevés que les propres coûts d'achat d'Ostchem.¹² Cette allégation n'a figuré ni dans la première communication écrite ou la première déclaration orale de la Fédération de Russie, ni dans

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 285.

¹² Fédération de Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 604 à 610.

les réponses aux questions du Groupe spécial. L'Ukraine estime donc que cette allégation ne peut pas être traitée dans le rapport du Groupe spécial.

37. En tout état de cause, l'allégation de la Fédération de Russie est dénuée de fondement. Le MEDT de l'Ukraine savait effectivement que les producteurs nationaux ukrainiens achetaient du gaz à sa société mère, Ostchem Holding. Cela est clairement indiqué dans les réponses au questionnaire des producteurs ukrainiens. Cependant, les prix d'achat du gaz de la branche de production nationale ukrainienne, tels qu'ils figuraient dans leurs registres, étaient conformes aux prix du marché pour les utilisateurs industriels en Ukraine (c'est-à-dire, le prix du marché de Naftogaz pour les utilisateurs industriels). Par conséquent, le prix des transactions de vente de gaz entre Ostchem et la branche de production nationale ukrainienne reflétait d'une manière adéquate les forces du marché et le principe de pleine concurrence.¹³ En outre, l'évaluation de la situation de la branche de production se limite aux sociétés nationales produisant le produit similaire et n'inclut pas l'évaluation de la rentabilité de la société mère.

38. La Fédération de Russie critique la comparaison du MEDT de l'Ukraine entre les prix du produit importé et du produit national similaire au motif qu'elle n'examine pas les "raisons sous-tendant la différence de prix"¹⁴ et attribue à "une décision légitime des tribunaux ukrainiens" un effet négatif sur les prix de la branche de production nationale.¹⁵ Premièrement, comme la question de la tarification de cession interne, la critique de la comparaison des prix du MEDT de l'Ukraine a été formulée pour la première fois dans la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie. Il serait donc inapproprié de traiter cette nouvelle allégation dans le rapport du Groupe spécial. Deuxièmement, il n'y a aucun lien entre cet argument et les deux "allégations" au titre de l'article 11.1, 11.2 et 11.3 avancées par la Fédération de Russie dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En outre, la critique formulée par la Fédération de Russie est, en tout état de cause, dénuée de fondement. Il n'existe aucune obligation d'explorer les "raisons" qui expliquent les différences dans les niveaux de prix et/ou la différence entre le prix des exportateurs russes et le coût de production de la branche de production nationale. Le fait est que le prix à l'exportation du producteur russe (frontière avec l'Ukraine) était inférieur au coût de production des producteurs nationaux ukrainiens et aux prix de vente des producteurs nationaux ukrainiens.

39. S'agissant de l'argument de la Fédération de Russie selon lequel la détermination du MEDT de l'Ukraine "sur la probabilité d'un dommage n'était pas étayée et était viciée sur le plan juridique car l'analyse a été effectuée sur la base d'importations y compris"¹⁶ les importations d'EuroChem pour lesquelles un droit antidumping nul avait été établi dans la décision de 2010, l'Ukraine aimerait réitérer sa position. Ainsi qu'il a été expliqué précédemment, le MEDT de l'Ukraine n'avait pas l'obligation d'exclure EuroChem du réexamen parce que cette obligation n'existe pas pendant les réexamens et qu'il avait été constaté qu'EuroChem pratiquait le dumping. En tout état de cause, l'Ukraine estime que l'examen des tendances du volume des importations d'un producteur pour lequel un droit antidumping a été réduit à zéro est la méthode la plus raisonnable pour évaluer les tendances des importations une fois que les mesures antidumping sont supprimées.

IV. ALLÉGATIONS PROCÉDURALES

A. Allégation n° 9 (allégation n° 4 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): relative au recours allégué aux données de fait disponibles

40. L'Ukraine explique que les renseignements sur les coûts du gaz figurant dans les registres des producteurs n'ont pas été rejetés sur la base d'éléments de preuve au titre de l'article 6.8 de l'Accord antidumping.¹⁷ Au lieu de cela, les renseignements concernant les coûts du gaz figurant dans les registres des producteurs visés par l'enquête ont été acceptés en preuve, analysés par le MEDT de l'Ukraine et rectifiés par la suite sur la base des règles de fond concernant la

¹³ En particulier, en 2012, le prix d'achat du gaz de la branche de production nationale (hors TVA, frais de transport compris) se situait dans la fourchette entre [[***]] et [[***]] dollars EU/1 000 m³ et, pendant la période couverte par l'enquête, entre [[***]] et [[***]] dollars EU/1 000 m³. Le prix de Naftogaz pour les consommateurs industriels (hors TVA, frais de transport compris) était de 476.8 dollars EU/1 000 m³ tant en 2012 que pendant la période couverte par l'enquête.

¹⁴ Fédération de Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 615.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Fédération de Russie, première communication écrite, paragraphe 209.

¹⁷ Voir Ukraine, première communication écrite, section VII.A.1.

détermination des frais énoncées à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Les explications correspondantes ont été dûment communiquées dans la divulgation. En outre, la Fédération de Russie n'a présenté aucun argument à l'appui de son allégation.

B. Allégation n° 10 (allégation n° 5 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas divulgué d'une manière adéquate les faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer des mesures antidumping, y compris les faits essentiels sous-tendant les déterminations de l'existence d'un dumping, le calcul des marges de dumping, y compris les données et la formule pertinentes utilisées, la détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, y compris les comparaisons de prix et les données sous-jacentes, et les renseignements relatifs aux prix à l'importation et prix intérieurs utilisés à cette fin

41. En ce qui concerne les allégations de la Fédération de Russie au titre de l'article 6.2 et 6.9 de l'Accord antidumping, l'Ukraine réaffirme que la Fédération de Russie n'a pas démontré que l'un quelconque des faits, dont il était allégué qu'ils n'avaient pas été divulgués, constituaient des faits essentiels. En outre, l'Ukraine indique que les renseignements figurant dans les tableaux 11.3.1, 11.3.2, 11.3.3, 11.3.4, 11.3.5 et 11.3.6 ont été dûment divulgués aux parties intéressées en tenant compte des obligations de confidentialité du MEDT de l'Ukraine énoncées à l'article 6.5 de l'Accord antidumping.

42. Contrairement à ce que la Fédération de Russie allègue, les producteurs ukrainiens ont bien demandé un traitement confidentiel à la fois pour leurs données individuelles et les données combinées. La demande de traitement confidentiel était en fait étayée car les producteurs ukrainiens ont qualifié les données de sensibles d'un point de vue commercial pour les sociétés prises individuellement et conjointement. Cette qualification était raisonnable car, par exemple, la divulgation du niveau de prix moyen en ce qui concerne les quatre sociétés affiliées aurait donné aux producteurs russes une bonne base pour formuler leur propre stratégie en matière de fixation des prix en Ukraine. L'Ukraine souligne qu'aucun des producteurs russes intéressés ne s'est opposé à la désignation de ces données comme sensibles d'un point de vue commercial.

43. Par ailleurs, s'agissant du caractère suffisant des résumés non confidentiels, l'Ukraine fait valoir qu'étant donné que le MEDT de l'Ukraine a fait ses déterminations sur la base de tendances de divers indicateurs économiques et financiers, par opposition à des chiffres absolus, la divulgation de données sur les tendances était le moyen le plus approprié de fournir un résumé des renseignements confidentiels.

44. Enfin, l'Ukraine indique que, en tout état de cause, les griefs de la Russie concernant le traitement confidentiel et l'insuffisance des résumés confidentiels ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Conformément à l'article 7 du Mémoire d'accord, ce mandat se limite aux allégations formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Fédération de Russie. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Fédération de Russie a uniquement avancé une allégation au titre de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping, et non au titre de l'article 6.5 en général. Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas compétence pour se prononcer sur la violation alléguée de l'article 6.5 de l'Accord antidumping par l'Ukraine.

C. Allégation n° 11 (allégation n° 6 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas divulgué les documents contenant les résultats du réexamen à l'expiration et du réexamen intérimaire publiés le 25 juin 2014 suffisamment tôt pour que les parties intéressées puissent défendre leurs intérêts

45. L'Ukraine note que la Loi antidumping ukrainienne indique clairement que les délais fixés par l'autorité chargée de l'enquête "arrivent à expiration à la fin des heures de travail des ministères, de l'organe exécutif central chargé des questions fiscales ou douanières, ou de la Commission".¹⁸ Elle estime qu'il n'est pas déraisonnable de s'attendre à ce qu'une partie intéressée, à savoir

¹⁸ Paragraphe 4, article 6 de la Loi antidumping ukrainienne, pièce UKR-9.

EuroChem, participant à une enquête antidumping en Ukraine se familiarise avec la législation – la Loi antidumping ukrainienne – applicable à la conduite de l'enquête.

46. La Fédération de Russie allègue également que le délai de deux jours était déraisonnable parce que la divulgation a été communiquée en langue ukrainienne. L'enquête antidumping a été menée en Ukraine par les autorités ukrainiennes et l'ukrainien est la langue officielle de l'Ukraine. Le fait qu'une partie intéressée peut ne pas maîtriser la langue ukrainienne, par conséquent, ne justifie pas l'octroi d'un laps de temps additionnel pour présenter des observations.

V. AUTRES ALLÉGATIONS

A. Allégation n° 14 (allégation n° 7 de la demande d'établissement d'un groupe spécial): l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas exposé de façon suffisamment détaillée, dans la Décision n° AD-315/2014/4421-06 de la Commission interministérielle du commerce international du 1^{er} juillet 2014, mentionnée dans l'Avis sur les modifications et la prorogation des mesures antidumping visant l'importation en Ukraine de nitrate d'ammonium, originaire de la Fédération de Russie, et dans la Communication n° 4421-10/21367-07 du Ministère ukrainien du développement économique et du commerce du 25 juin 2014, les constatations et les conclusions qu'elle avait établies sur tous les points de fait et de droit qu'elle avait pris en considération pour établir ses déterminations préliminaire et finale et n'a pas fourni tous les renseignements pertinents et les raisons qui avaient conduit à l'imposition de la mesure. En particulier, l'Ukraine n'a pas fourni les calculs utilisés pour déterminer les marges de dumping dans la détermination finale, ni les données sur lesquelles elle s'est appuyée pour faire les calculs

47. L'Ukraine a expliqué qu'une allégation au titre de l'article 12.2 n'était pas le prolongement d'une allégation au titre de l'article 6.9 et élargissait en fait le champ du différend. En ce qui concerne le champ des obligations énoncées aux articles 6.9 et 12.2, les arguments de la Fédération de Russie se limitent à une simple déclaration selon laquelle ces deux articles contiennent une obligation de divulguer des renseignements et, par conséquent, ne diffèrent pas catégoriquement.¹⁹ L'Ukraine note que le champ de la divulgation (c'est-à-dire quels renseignements doivent être divulgués) a été considéré comme un facteur pertinent par le Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)* dans sa décision d'établir qu'une allégation au titre de l'article 6.9 (une obligation de divulguer des renseignements) qui n'était pas mentionnée dans la demande de consultations ne relevait pas du mandat du Groupe spécial, même si une allégation au titre de l'article 6.2 (également une obligation de divulgation) était mentionnée dans la demande de consultations.²⁰ Le même Groupe spécial a constaté que le moment auquel la divulgation devait être accomplie était un autre facteur pertinent.

48. Par ailleurs, la différence de but est que l'article 6.9 de l'Accord antidumping oblige l'autorité chargée de l'enquête à permettre aux parties de "disposer de renseignements factuels suffisants pour pouvoir défendre leurs intérêts durant l'enquête", alors que l'article 12.2.2 a pour but de "veiller à ce que les raisons qu'avait l'autorité chargée de l'enquête de conclure comme elle l'a fait puissent être discernées et comprises".

49. Enfin, l'Ukraine note que l'inclusion du membre de phrase "avis [...] du Ministère ukrainien du développement économique et du commerce" est insuffisant pour indiquer à l'Ukraine qu'en contestant les mesures au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping, la Fédération de Russie a également l'intention de contester les mesures au titre de l'article 12.2 du même Accord. Elle rappelle que la partie plaignante doit indiquer à la fois la mesure contestée et les dispositions juridiques spécifiques dont la violation est alléguée.²¹ La simple indication d'une mesure contestée ne donne pas un avis suffisant au défendeur des allégations que le requérant a l'intention de présenter et de la "question" qui est portée devant l'ORD. Compte tenu de ce qui précède, l'Ukraine estime que l'allégation de la Fédération de Russie au titre de l'article 12.2 de l'Accord antidumping sort du cadre du mandat du Groupe spécial.

¹⁹ Fédération de Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 714.

²⁰ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 7.507 et 7.508.

²¹ Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 70 et 72.

VI. CONCLUSIONS

50. L'Ukraine a montré que toutes les allégations présentées et développées dans la première communication écrite, la première déclaration orale, la deuxième communication écrite et la deuxième déclaration orale de la Fédération de Russie étaient dénuées de fondement et fondées sur des interprétations erronées des accords visés. Elle demande au Groupe spécial de rejeter toutes les allégations de la Fédération de Russie.

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique des arguments de l'Argentine	54
Annexe C-2	Résumé analytique des arguments de l'Australie	57
Annexe C-3	Résumé analytique des arguments du Brésil	60
Annexe C-4	Résumé analytique des arguments de la Chine	63
Annexe C-5	Résumé analytique des arguments de la Colombie	67
Annexe C-6	Résumé analytique des arguments de l'Union européenne	69
Annexe C-7	Résumé analytique des arguments du Japon	74
Annexe C-8	Résumé analytique des arguments du Mexique	77
Annexe C-9	Résumé analytique des arguments de la Norvège	81
Annexe C-10	Résumé analytique des arguments des États-Unis	83

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DE L'ARGENTINE

Déclaration orale en tant que tierce partie

Introduction

1. L'Argentine remercie le Groupe spécial de lui donner la possibilité de participer au présent différend et de présenter ses vues, compte tenu de l'intérêt systémique et commercial qu'elle a dans l'interprétation correcte de certaines obligations contenues dans les dispositions juridiques de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 invoquées en l'espèce.

2. En particulier, l'Argentine souligne l'importance de maintenir une interprétation correcte des règles contenues dans ces accords et des constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* (DS473).

3. Compte tenu de ce qui précède, l'Argentine soumet les considérations suivantes au Groupe spécial.

Allégation de la Fédération de Russie au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping

4. En relation avec l'allégation au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994, l'Argentine estime qu'il est approprié de rappeler certains principes spécifiques développés par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel*.

5. Premièrement, l'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 2.2.1.1 "ne [comprenait] pas un examen du "caractère raisonnable" des frais consignés eux-mêmes lorsqu'il [était] constaté par ailleurs que les frais réels consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur [étaient], dans des limites acceptables, exacts et fidèles".¹

6. Vérification faite des conditions énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, c'est-à-dire l'existence de registres qui sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré, la valeur doit être construite sur la base de ces registres dans la mesure où ils tiennent compte des frais réels engagés.²

7. L'Argentine a fait valoir que l'examen correct de la question de savoir si les registres tenaient compte raisonnablement des coûts de production comportait une évaluation du caractère raisonnable des registres, par opposition au caractère raisonnable des frais, et que, bien que l'intervention des pouvoirs publics puisse fausser les frais, cette intervention ne constituait pas nécessairement une base suffisante pour ne pas tenir compte des registres.³

8. Deuxièmement, l'Argentine ne souscrit pas à l'interprétation donnée par certaines tierces parties, selon laquelle certaines actions des pouvoirs publics peuvent être la source du dumping ou à l'origine de celui-ci.⁴

9. Le Groupe spécial *UE – Biodiesel* a constaté qu'il n'y avait pas d'arguments juridiques à extrapoler de la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:2 et VI:3 selon laquelle le concept de "dumping" vise à couvrir toute distorsion résultant de l'action des pouvoirs publics.⁵

¹ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphe 6.41).

² *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphe 6.41).

³ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/R, paragraphe 7.188).

⁴ Union européenne, communication écrite en tant que tierce partie, page 7; Brésil, communication écrite en tant que tierce partie, pages 8 et 9.

⁵ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/R, paragraphe 7.240).

10. L'Organe d'appel a réaffirmé que l'objet et le but de l'Accord antidumping étaient de reconnaître le droit des Membres de prendre des mesures antidumping pour contrebalancer un dumping dommageable⁶ et que la valeur normale du produit considéré devait être construite en conformité avec les frais réellement engagés par les sociétés visées par l'enquête.⁷

11. En d'autres termes, la construction de la valeur ne doit pas reposer sur des frais hypothétiques qui pourraient avoir été engagés dans un ensemble différent de conditions ou de circonstances, comme l'absence alléguée de toute distorsion des frais causée par une intervention des pouvoirs publics.⁸

12. À cet égard, dans l'affaire *UE – Biodiesel*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont tous deux constaté que la différence entre les prix sur le marché intérieur et les prix internationaux de la matière première causée par certaines interventions des pouvoirs publics ne constituait pas, en soi, une base suffisante, au titre de l'article 2.2.1.1, pour conclure que les registres des producteurs ne tenaient pas compte raisonnablement des coûts de la matière première, ou pour écarter ces coûts de la construction de la valeur normale du produit considéré.⁹

Allégations de la Fédération de Russie au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping

13. La Fédération de Russie fait valoir que l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping en n'utilisant pas les coûts de production dans le pays d'origine pour construire la valeur normale et en remplaçant les coûts de la matière première consignés dans les registres des producteurs (coût interne et coût réellement engagé) par le prix moyen du gaz destiné à l'exportation à la frontière avec l'Allemagne.¹⁰

14. L'Argentine rappelle que, comme l'Organe d'appel l'a noté dans l'affaire *UE – Biodiesel*, rien n'empêche l'autorité chargée de l'enquête d'utiliser des renseignements sur les coûts autres que ceux qui sont contenus dans les registres des exportateurs ou producteurs, y compris des éléments de preuve intérieurs au pays et extérieurs au pays. Cela ne signifie pas, toutefois, que l'autorité chargée de l'enquête peut simplement substituer les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine au "coût de production ... dans le pays d'origine".¹¹

15. L'Organe d'appel a estimé que l'article 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994 indiquaient clairement que la détermination prévue dans cette règle faisait référence au "coût de production ... dans le pays d'origine". Par conséquent, quels que soient les renseignements qu'elle utilise, l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer qu'ils sont utilisés pour parvenir au "coût de production ... dans le pays d'origine".¹²

16. On peut conclure de ce qui précède que l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas utiliser des renseignements émanant d'un autre endroit que le pays d'origine dans le seul but de corriger une distorsion alléguée des frais causée par l'action des pouvoirs publics, en substituant un coût extérieur au pays allégué au coût intérieur réellement engagé.

Allégation de la Fédération de Russie au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping

17. La Fédération de Russie fait valoir que l'Ukraine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en n'informant pas toutes les parties intéressées des faits essentiels suffisamment tôt pour qu'elles puissent défendre leurs intérêts. La Russie affirme que l'Ukraine n'a accordé que deux jours ouvrables aux parties intéressées pour présenter des observations sur les faits essentiels qui constituaient le fondement de la décision prise à la suite du réexamen intérimaire et du réexamen final à l'expiration du délai.

18. Sans chercher à prendre position sur les questions factuelles qui se posent en l'espèce, l'Argentine souscrit au point de vue exprimé par la Fédération de Russie et par certaines tierces

⁶ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphe 6.25).

⁷ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphe 6.19).

⁸ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphe 6.41).

⁹ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphes 6.54 à 6.56).

¹⁰ Fédération de Russie, première communication écrite, page 95.

¹¹ *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphe 6.73).

¹² *UE – Biodiesel* (WT/DS473/AB/R, paragraphe 6.73).

parties¹³, selon lequel il n'apparaît pas *prima facie* que les deux jours ouvrables accordés pour présenter des observations sur les faits essentiels soient suffisants ou raisonnables aux termes de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

Conclusion

19. Madame la Présidente et distingués membres du Groupe spécial, l'Argentine vous remercie de votre attention.

¹³ Brésil, communication en tant que tierce partie, pages 22 à 24.

ANNEXE C-2

RÉSUMÉ INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'AUSTRALIE

1. Les communications de l'Australie dans le présent différend ont été axées sur la façon dont la valeur normale devrait être déterminée dans les enquêtes antidumping dans lesquelles la fixation des prix par les pouvoirs publics était évidente.

I. INTERPRÉTATION DU MEMBRE DE PHRASE "TIENNENT COMPTE RAISONNABLEMENT DES FRAIS" FIGURANT À L'ARTICLE 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

2. D'après l'Australie, l'application appropriée de l'article 2.2.1.1 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (l'"Accord antidumping") est éclairée par le but de l'article 2.2, que l'Organe d'appel a décrit comme suit:

[L]'article 2.2 de l'Accord antidumping concerne l'établissement de la valeur normale au moyen d'une valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur lorsque la valeur normale ne peut pas être déterminée sur la base des ventes intérieures. Les frais calculés conformément à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping doivent pouvoir générer une telle valeur de remplacement. Cela étaye le point de vue selon lequel les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré" mentionnés à l'article 2.2.1.1 sont les frais qui ont une véritable relation avec la production et la vente du produit considéré.¹

3. L'Australie considère que l'autorité chargée de l'enquête doit par conséquent examiner si les frais calculés conformément à l'article 2.2.1.1 peuvent générer une valeur de remplacement appropriée; et ont une véritable relation avec la production et la vente du produit considéré. Lorsque le recours aux frais reflétés dans les registres d'un producteur ou d'un exportateur ne débouche pas sur une valeur de remplacement appropriée, l'autorité chargée de l'enquête devrait écarter ces frais.

4. D'après l'Australie, de telles circonstances peuvent survenir dans des cas où la fixation des prix par les pouvoirs publics est évidente. Cela est dû au fait que la fixation des prix par les pouvoirs publics peut ne pas répartir les frais entre les entités pertinentes sur la base de subventions d'ordre commercial et des forces du marché que sont l'offre et la demande. De fait, lorsque les prix d'intrants payés et consignés par un producteur ou un exportateur sont fixés par les pouvoirs publics, ils peuvent ne pas tenir compte de manière exacte de la façon dont les frais réels ont été répartis entre les entités parties à une transaction pertinentes. Dans de telles circonstances, le fait d'utiliser des registres de frais du producteur ou de l'exportateur pourrait ne pas permettre de tenir compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré, de sorte qu'ils aboutiraient à une valeur de remplacement inappropriée pour atteindre le but fondamental de l'article 2.2.

5. L'Organe d'appel a régulièrement reconnu que les frais pouvaient être écartés dans les enquêtes concernant des mesures correctives lorsqu'ils n'étaient pas fondés sur les forces de l'offre et de la demande mais reflétaient plutôt certaines distorsions anormales – y compris: lorsqu'il y avait un empêchement de hausses de prix dans le cadre d'une enquête en matière de subventions en raison du rôle prédominant des pouvoirs publics sur le marché²; lorsqu'il y avait un empêchement de hausses de prix parce que des ventes pertinentes pour une enquête antidumping avaient lieu entre parties affiliées³; et lorsque des ventes avaient lieu dans le contexte d'une vente de liquidation.⁴ Cela est en outre étayé par le contexte de l'article 2.2, y compris par l'article 2.7 –

¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.24.

² Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 106; *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 446.

³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 140 à 147.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 143.

qui indique clairement qu'il se peut que la méthode de comparaison des prix doive être ajustée dans des circonstances de fixation des prix par les pouvoirs publics.

6. L'Australie considère donc que la fixation des prix d'intrants par les pouvoirs publics peut constituer un fondement suffisant pour écarter les frais reflétés dans les registres des producteurs et des exportateurs; lorsque ces frais ne permettraient pas d'aboutir à une valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales, ils n'atteindraient pas le but fondamental de l'article 2.2.

II. INTERPRÉTATION DU TERME "NORMALEMENT" EMPLOYÉ À L'ARTICLE 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

7. L'Australie souscrit à l'argument présenté par l'Ukraine dans le présent différend selon lequel la condition "normalement" figurant dans l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping fournit un motif juridique distinct de déroger à l'utilisation des registres des producteurs.

8. Comme l'a constaté le Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair*, la condition "normalement" fournit un fondement juridique autonome permettant de déroger à la règle appliquée à l'article 2.2.1.1 et "[prescrit que] l'autorité chargée de l'enquête ... explique[] pourquoi elle s'est écartée de la règle et a refusé d'utiliser les livres et registres d'une société interrogée".⁵

9. L'Australie considère donc que la condition "normalement" étaye l'avis selon lequel l'autorité chargée de l'enquête devrait examiner s'il serait approprié, dans les circonstances d'une enquête particulière, de s'écarter de la règle habituelle figurant dans l'article 2.2.1.1; et justifie le fait d'écarter les registres des producteurs et des exportateurs lorsqu'ils ne permettent pas d'aboutir à une valeur de remplacement appropriée.

III. DIFFÉRENCES ENTRE LE PRÉSENT DIFFÉREND ET L'AFFAIRE UE – BIODIESEL (ARGENTINE)

10. L'Australie considère qu'il est important de tenir compte des distinctions factuelles et juridiques entre le présent différend et l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, et met en garde contre toute application automatique du raisonnement et des constatations de l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* au présent différend.

11. Les nuances figurant dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* n'ont pas été reflétées dans la première communication écrite ni dans la déclaration orale de la Russie. En particulier, celle-ci soutient que l'article 2.2.1.1, comme l'a précisé l'Organe d'appel dans ce différend, fait que les paramètres des frais eux-mêmes sortent du champ de l'examen de l'autorité chargée de l'enquête.⁶ Toutefois, même si le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont déterminé que le système argentin de taxe à l'exportation ne fournissait pas "un fondement suffisant" pour écarter les frais figurant dans les registres du producteur et de l'exportateur, tant le Groupe spécial que l'Organe d'appel ont reconnu explicitement un certain nombre de circonstances dans lesquelles les frais reflétés dans les registres des producteurs pourraient être examinés et écartés.⁷

12. Fait important, le Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)* a également noté de façon explicite que les circonstances en cause dans ce différend étaient différentes que celles dans lesquelles les prix d'intrants étaient fixés par les pouvoirs publics, comme c'est le cas dans le présent différend.⁸ Pour les raisons fournies par l'Australie dans ses communications concernant le présent différend, d'après elle, la fixation des prix par les pouvoirs publics fournit un fondement

⁵ Rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair*, paragraphe 7.161, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 273.

⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 68.

⁷ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, note de bas de page 400; rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.41.

⁸ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, note de bas de page 421 relative au paragraphe 7.249. Il convient de noter que l'Organe d'appel a confirmé ces constatations au paragraphe 6.57 de son rapport.

suffisant pour écarter les frais figurant dans les registres des producteurs et des exportateurs faisant l'objet de l'enquête.

13. En outre, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'UE a clairement indiqué qu'elle ne cherchait pas à se fonder sur la condition "normalement".⁹ Par contre, l'Ukraine cherche bien à se fonder sur cette condition dans le présent différend. Cela fournit un deuxième motif juridique pour appuyer l'approche de l'Ukraine qui n'a pas été examinée dans le différend sur lequel la Russie cherche à se fonder.

IV. ÉTABLISSEMENT DES FRAIS ASSOCIÉS À LA PRODUCTION DANS LE PAYS D'ORIGINE D'UNE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2

14. Le texte de l'article 2.2 permet que la marge de dumping soit déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié dans certaines circonstances. Examinant la façon dont cela devrait être appliqué, l'Australie observe que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a constaté que l'utilisation d'"informations ... de sources à l'extérieur du pays" était permise aux conditions suivantes:

... quel que soit l'information ou l'élément de preuve qui est utilisé pour déterminer le "coût de production", il doit être à même ou capable de permettre d'aboutir à un coût de production dans le pays d'origine. Cela laisse entendre, à son tour, que les informations ou les éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine devront peut-être être adaptés afin de faire en sorte qu'ils soient appropriés pour déterminer un "coût de production" "dans le pays d'origine".¹⁰

15. Cela indique clairement que l'utilisation de données émanant de l'extérieur du pays de production est permise lorsque ces données sont adaptées pour faire en sorte qu'elles soient appropriées pour déterminer le coût de production dans le pays d'origine. De l'avis de l'Australie, cela dépendra des circonstances spécifiques d'une affaire donnée, de la qualité et de la quantité des éléments de preuve versés au dossier de l'enquête, et de la qualité de l'explication de l'autorité chargée de l'enquête. Toutefois, l'Australie avertit que le processus d'ajustement ne devrait pas réintroduire de distorsions, comme celles qui surviennent en raison de la fixation des prix par les pouvoirs publics, dans la construction de la valeur normale.

V. CONCLUSION

16. L'Australie conclut que l'article 2.2 prescrit que l'autorité chargée de l'enquête examine si les frais calculés conformément à l'article 2.2.1.1 peuvent générer une valeur de remplacement appropriée, et si la fixation des prix par les pouvoirs publics a empêché la hausse des frais dans la mesure où les frais imputés au vendeur ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres. Dans ces circonstances, il peut y avoir des motifs pour que l'autorité chargée de l'enquête s'écarte des registres du producteur ou de l'exportateur lorsque cela permet d'aboutir à une valeur de remplacement plus appropriée. Lorsqu'une telle dérogation a lieu, l'article 2.2 permet clairement d'utiliser les données d'un pays tiers lorsqu'elles sont ajustées de manière appropriée pour tenir compte des coûts de production dans le pays d'origine, sans réintroduire les mêmes distorsions qui compromettent le caractère approprié de la valeur de remplacement.

⁹ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, note de bas de page 380; rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, note de bas de page 120.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

ANNEXE C-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DU BRÉSIL

1. Le Brésil a présenté les points ci-après en relation avec les sujets ayant une importance systémique dans le présent différend.

I. Critère juridique prévu à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping

2. La Fédération de Russie s'est considérablement appuyée sur la jurisprudence établie par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* pour plaider sa cause. Le Brésil tient à rappeler, toutefois, que la décision de l'Organe d'appel à laquelle il est fait référence se limite aux circonstances factuelles de cette affaire. Par conséquent, le Brésil tient à mettre en garde le Groupe spécial contre la tentation de repousser les limites de la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*.

3. Il ressort clairement du rapport *UE – Biodiesel (Argentine)* que la lecture faite par l'Organe d'appel du critère juridique prévu à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping est plus nuancée que la Russie ne l'a fait valoir dans la présente procédure.

4. Premièrement, l'Organe d'appel a fait référence à plusieurs cas où les autorités chargées de l'enquête étaient autorisées à s'écarter des registres des producteurs lors du calcul de la valeur normale. Il a expliqué ce qui suit:

"[I]l peut néanmoins être constaté que des registres conformes aux principes GAAP ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré. Par exemple, cela peut être le cas si certains frais se rapportent à la production tant du produit considéré que d'autres produits, ou lorsque l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête fait partie d'un groupe de sociétés dans lequel les coûts de certains intrants associés à la production et à la vente du produit considéré sont répartis entre les registres des différentes sociétés, ou lorsque les transactions concernant ces intrants n'ont pas lieu dans des conditions de pleine concurrence."¹

5. L'Organe d'appel a également précisé qu'il pouvait y avoir des circonstances où l'obligation de calculer les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur ne s'appliquait pas. Il n'a pas restreint ces circonstances ni n'en a établi une liste exhaustive, mais a simplement mentionné la tarification de cession interne comme *un* exemple de ces cas.²

6. En outre, l'Organe d'appel a estimé que l'expression "le coût de production dans le pays d'origine" ne limitait pas les sources d'informations ou d'éléments de preuve qui pouvaient être utilisées pour déterminer les coûts de production dans le pays d'origine aux sources à l'intérieur du pays d'origine.³ Cela signifie qu'il peut y avoir des circonstances où il serait approprié que l'autorité chargée de l'enquête s'appuie sur un point de repère externe lors du calcul de la valeur normale conformément à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

7. Deuxièmement, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'UE a fondé sa détermination établissant que les registres du producteur ne tenaient pas compte raisonnablement du coût des fèves de soja sur le fait que le droit d'exportation appliqué sur les fèves de soja était de quelque 20% plus élevé que celui appliqué à l'exportation de biodiesel. Pour l'Organe d'appel, toutefois,

le "système argentin de taxe à l'exportation ne constituait pas, en [lui]-même, un fondement suffisant" au regard de l'article 2.2.1.1 pour conclure que les registres des producteurs ne tenaient pas compte raisonnablement des coûts des fèves de soja

¹ *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.33.

² *Ibid*, paragraphe 6.73.

³ *Ibid*, paragraphe 6.74.

associés à la production et à la vente de biodiesel, ou pour ne pas tenir compte de ces coûts lors de la construction de la valeur normale du biodiesel."⁴

8. Le Brésil croit comprendre que la détermination des circonstances qui en fait autoriseraient les autorités chargées de l'enquête à s'écarter des registres des producteurs doit être évaluée au cas par cas, en prenant en compte l'effet réel de cette restriction sur le produit en cause. À cet égard, le Brésil approuve la communication de l'Australie en tant que tierce partie selon laquelle le but fondamental de la construction de la valeur normale dans le cadre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping est d'identifier une valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur lorsque ce prix ne peut pas être utilisé. Il incombe donc aux autorités chargées de l'enquête d'évaluer dans chaque cas si la construction de la valeur normale sur la base des registres des producteurs générera cette valeur de remplacement.

9. Le Brésil estime que, selon la nature et l'importance de l'intervention, il pourrait être considéré que l'intervention de l'État sur le marché pour fixer ou réglementer les prix des intrants ou des matières premières à des niveaux artificiellement bas constitue un "fondement suffisant" pour que les autorités chargées de l'enquête ne tiennent pas compte des registres des producteurs visés à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Il est important de noter que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel n'a formulé aucune constatation concernant la manière dont l'article 2.2.1.1 devrait s'appliquer aux situations dans lesquelles les prix des intrants étaient assujettis à des contrôles des prix.

10. Troisièmement, la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* était spécifiquement limitée à la deuxième condition énoncée dans la *première phrase de l'article 2.2.1.1*. Cela signifie qu'il n'y avait pas d'indication concernant l'interprétation du terme "normalement" employé au début de la première phrase. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de "normalement" fonder le calcul des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ne s'appliquerait pas:

"Comme le Groupe spécial l'a noté, les autorités de l'UE se sont appuyées explicitement sur la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping pour écarter les registres des producteurs argentins faisant l'objet de l'enquête tels qu'ils se rapportaient au coût des fèves de soja. (Voir le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.221 et 7.227; et le Règlement définitif (pièce ARG-22 présentée au Groupe spécial), considérant 38.) Ainsi, pour résoudre le présent différend, c'est le sens de cette condition qu'il faut déterminer, et non le point de savoir s'il y a d'autres circonstances dans lesquelles l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de "normalement" fonder le calcul des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ne s'appliquerait pas".⁵

11. Le Brésil croit comprendre que le terme "normalement" employé dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 laisse entendre qu'il peut exister des situations spécifiques dans lesquelles les registres de l'exportateur ou du producteur pourraient être mis de côté, justifiant un écart par rapport à l'obligation de calculer les coûts de production sur la base des registres des producteurs.

12. En somme, le Brésil estime que la jurisprudence établie dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* ne donne que des indications limitées pour déterminer si les autorités chargées de l'enquête peuvent recourir à un point de repère externe lors du calcul de la valeur normale conformément à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Pour se prononcer sur le présent différend, le Groupe spécial devrait être conscient de ces limitations.

II. L'article 5.8 de l'Accord antidumping est applicable dans le contexte des réexamens engagés dans le cadre de l'article 11.2 ou 11.3 de l'Accord antidumping

13. Selon le Brésil, l'article 5.8 de l'Accord antidumping est applicable dans le contexte des réexamens engagés dans le cadre de l'article 11.2 ou 11.3 de l'Accord antidumping. Par

⁴ *Ibid*, paragraphe 6.55.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.18, note de bas de page 120.

conséquent, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas imposer de droits dans le contexte des réexamens s'il a été constaté que la marge de dumping du producteur/de l'exportateur était *de minimis*. Cette interprétation est confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*:

"[l'] autorité chargée de l'enquête n'impose évidemment pas de droits - y compris des droits de zéro pour cent - aux exportateurs exclus du champ d'application de la mesure antidumping définitive ... donc ... ces exportateurs ne peuvent pas faire l'objet de réexamens administratifs et de réexamens pour changement de circonstances parce que ces réexamens portent, respectivement, sur le "droit acquitté" et sur "la nécessité de maintenir le droit".⁶

III. Allégation procédurale: délai pour la présentation d'observations sur les faits essentiels par le producteur et l'exportateur

14. Le Brésil croit comprendre qu'il n'y a pas de définition dans l'Accord antidumping indiquant ce que "suffisamment tôt" signifie aux fins de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

15. Toutefois, le Brésil estime que, en tout état de cause, les parties devraient avoir toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 305.

ANNEXE C-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DE LA CHINE

Déclaration orale en tant que tierce partie

Madame la Présidente, distingués membres du Groupe spécial,

1. La République populaire de Chine est heureuse d'avoir la possibilité d'exposer ses vues devant le Groupe spécial à la séance avec les tierces parties. Dans la présente déclaration orale, la Chine se concentrera sur l'interprétation juridique de l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("Accord antidumping").

I. INTRODUCTION

2. Le présent différend soulève des questions d'interprétation importantes concernant les dispositions pertinentes de l'article 2 de l'Accord antidumping. Comme l'article 2 soumet à des disciplines la détermination par un Membre de l'existence et de l'importance d'un "dumping", le présent différend porte sur le concept fondamental de "dumping" qui s'applique tout au long de l'Accord antidumping et dans l'article VI de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"). L'Organe d'appel a expliqué que le "dumping [était] le résultat du comportement d'exportateurs ou de producteurs étrangers individuels en matière de fixation des prix"¹, et que "[l]e dumping résult[ait] des pratiques des exportateurs en matière de fixation des prix étant donné que tant les valeurs normales que les prix à l'exportation refl[étaient] leurs stratégies de fixation des prix sur les marchés intérieur et étrangers".² Cette interprétation du "dumping" en tant que discrimination par les prix au niveau international est fondamentale pour l'équilibre des droits et obligations dans l'Accord antidumping. Les facteurs exogènes au producteur ne sont tout simplement pas pertinents pour la détermination de l'existence d'un "dumping". Les mesures antidumping ne sont pas un outil visant à permettre aux pays importateurs de contrebalancer les politiques réglementaires de pays exportateurs. L'interprétation des dispositions pertinentes de l'article 2 de l'Accord antidumping devrait être compatible avec le concept fondamental de "dumping".

II. L'ARTICLE 2.2.1.1 PRESCRIT DE CALCULER LE COÛT DE PRODUCTION SUR LA BASE DES REGISTRES DES PRODUCTEURS

3. L'article 2.2.1.1 traite la façon de déterminer les coûts de production dans le pays d'origine, soit lorsque l'autorité chargée de l'enquête évalue si les prix sont inférieurs aux coûts au titre de l'article 2.2.1, soit lorsqu'elle choisit de *construire* la valeur normale au titre de l'article 2.2. L'article 2.2.1.1 dispose que l'autorité doit utiliser les frais indiqués dans les "registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête" tenus conformément aux principes GAAP, à moins que les registres ne "tiennent [pas] compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit".³ L'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* a souligné que le membre de phrase "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit" figurant à l'article 2.2.1.1 faisait référence à la question de savoir si "les registres de l'exportateur ou du producteur représent[aient] ou reproduis[aient] convenablement

¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 111 (pas d'italique dans l'original).

² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphe 95 (pas d'italique dans l'original), faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 156, et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 156 "[l]e concept de dumping se rapporte au comportement des exportateurs ou des producteurs étrangers en matière de fixation des prix". Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphe 86.

³ Pas d'italique dans l'original.

et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête qui [avaient] une véritable relation avec la production et la vente du *produit spécifique considéré*".⁴

4. La simple consignation du *prix payé* pour des intrants ne signifie pas inévitablement que les registres du producteur tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production du produit. Par exemple, l'article 2.2.1.1 lui-même incorpore des règles relatives à la "juste répartition" de certains frais, et l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* a signalé une situation exceptionnelle également. Toutefois, aucune de ces situations ne fait intervenir l'imposition de frais extérieurs au pays hypothétiques dans l'espoir de contrer les effets économiques d'une réglementation appliquée par des pouvoirs publics exportateurs. L'Organe d'appel a exclu "un examen du "caractère raisonnable" des frais consignés eux-mêmes lorsqu'il [était] constaté par ailleurs que les frais réels consignés dans les registres du producteur ou de l'exportateur [étaient], dans des limites acceptables, exacts et fidèles".⁵ Il a constaté que les frais "calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur" au titre de l'article 2.2.1.1 devaient donner lieu à un coût "dans le pays d'origine".⁶

5. L'article 2.2.1.1 dispose que "les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête". Le Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V* a expliqué que cela imposait à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation positive d'utiliser normalement les livres et registres de la société interrogée, pour autant que deux conditions soient remplies.⁷ Le fait que la phrase emploie le mot "normalement" ne rend pas la règle facultative. Il indique simplement que l'obligation énoncée dans cette phrase n'est pas absolue et qu'il existe des exceptions qui sont exprimées dans les deux conditions mentionnées dans cette même phrase. Cette interprétation a également été mise en évidence par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*:

*Nous observons que le sens ordinaire du terme "normally" (normalement) est défini comme étant "under normal or ordinary conditions; as a rule" (dans des conditions normales ou habituelles; en règle générale). À notre avis, le fait de nuancer une obligation par l'adverbe "normalement" ne modifie pas nécessairement la qualification de cette obligation comme constituant une "règle". Par contre, nous estimons que l'utilisation du terme "normalement" ... indique que la règle ... admet une dérogation, dans certaines circonstances.*⁸

6. Il n'y a pas de raison que l'interprétation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping dans le présent différend s'écarte de la jurisprudence de l'OMC dans l'affaire *UE – Biodiesel*. L'emploi du mot "normalement" ne peut pas être interprété de façon à permettre à l'autorité chargée de l'enquête de se soustraire à son obligation au titre de l'article 2.2.1.1, si ce n'est dans le cadre des exceptions prévues dans l'Accord antidumping.

III. L'ARTICLE 2.2 PRESCRIT DE CONSTRUIRE LA VALEUR NORMALE SUR LA BASE DU COÛT DE PRODUCTION DANS LE PAYS D'ORIGINE

7. L'article 2.2 de l'Accord antidumping porte sur l'établissement de la valeur normale du producteur/de l'exportateur. Il exige que les prix intérieurs soient normalement utilisés en vue d'établir la valeur normale. Dans certaines circonstances, toutefois, l'article 2.2 reconnaît que les prix intérieurs peuvent être inappropriés. Ces situations sont clairement prévues à l'article 2.2. Dans une telle situation, l'autorité chargée de l'enquête a deux choix: elle peut fonder la valeur normale sur "un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié" ou elle peut construire la valeur normale sur la base du "coût de production dans le pays d'origine" majoré d'un montant pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices. Chacune de ces méthodes vise à obtenir une valeur normale de remplacement qui se rapproche le plus possible de ce que serait le prix de

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *EU – Biodiesel*, paragraphe 6.26.

⁵ *Ibid.*, paragraphe 6.41 (citant le rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel*, note de bas de page 400 relative au paragraphe 7.242).

⁶ *Ibid.*, paragraphe 6.23.

⁷ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.237.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 273. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair*, paragraphe 7.161.

vente sur le marché intérieur⁹: les ventes doivent être effectuées à un pays tiers "*approprié*" et à un prix "*comparable*", et les coûts de production doivent être les coûts du producteur dans le "*pays d'origine*". Le "coût de production" décrit à l'article 2.2 est le coût du *producteur* et non un coût *hypothétique* qui ne prend pas en compte les frais véritables engagés par le producteur pour produire le produit considéré.

8. La Chine reconnaît qu'il peut y avoir des situations où il n'est pas tenu compte dans les registres d'un producteur des frais véritables qu'il engage pour produire le produit, ce qui signifie que le "coût de production dans le pays d'origine" doit être déterminé au moyen d'éléments de preuve autres que les propres comptes du producteur. Cela peut être le cas, par exemple, si les registres du producteur ne peuvent pas être utilisés parce que la transaction est influencée par une tarification de cession interne n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence avec une partie liée, auquel cas il peut apparaître que les frais consignés ne sont pas fiables. Il doit être clair que, dans un tel cas, l'autorité chargée de l'enquête peut écarter les *registres* du producteur, mais pas les *frais véritables* engagés par le producteur du produit considéré. L'autorité peut rechercher d'autres éléments de preuve que les registres du producteur mais, en fin de compte, il lui faut déterminer ou calculer les *frais véritables* du producteur du produit considéré et non un coût *hypothétique*. Pour déterminer les frais dans un tel cas, l'autorité doit manifestement rechercher des éléments de preuve *dans le pays d'origine* parce que ces éléments de preuve sont ceux qui attestent le mieux des frais véritables pour le producteur "dans le pays d'origine".

9. Dans l'affaire *UE – Biodiesel*, l'Organe d'appel a souligné que l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas, lorsqu'elle utilisait des éléments de preuve extérieurs au pays, "simplement remplacer les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine par le "coût de production ... dans le pays d'origine""; au lieu de cela, "l'autorité chargée de l'enquête [est tenue d']adap[ter] les informations qu'elle recueille" aux conditions existant dans le pays d'origine.¹⁰

10. Ainsi, si aucun élément de preuve intérieur au pays n'était disponible et que des éléments de preuve extérieurs au pays devaient être utilisés, les frais extérieurs au pays devraient être ajustés pour faire en sorte que le "coût de production" évalué par l'autorité prenne en compte les frais véritables engagés par le producteur pour produire le produit *dans le pays d'origine*. Ces ajustements nécessaires consisteraient entre autres à tenir compte de toutes différences dans les politiques réglementaires et de tous autres facteurs exogènes au producteur qui affectent le coût de production. Le fait de ne pas tenir compte de ces facteurs signifierait que les frais externes pris en considération prennent en compte les conditions existant *à l'extérieur* du pays d'origine et ne pourraient donc pas tenir compte du coût de production du producteur "dans le pays d'origine".

IV. AUTRE QUESTION

11. La Chine note que certaines parties utilisent l'article 2.7 de l'Accord antidumping et la deuxième Disposition additionnelle relative au paragraphe 1 de l'article VI, qui figure dans l'Annexe I du GATT de 1994 ("note additionnelle"), en tant que contexte pour étayer leur conclusion qu'une réglementation des prix par l'État autoriserait l'autorité chargée de l'enquête à rejeter les prix sur le marché intérieur.

12. La note additionnelle est la seule disposition de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 qui confère à l'autorité chargée de l'enquête le pouvoir conditionnel d'utiliser une méthode qui ne repose pas sur une comparaison exacte avec les prix et les coûts intérieurs. Toutefois, elle énonce deux conditions strictes qui doivent être remplies avant que l'autorité puisse s'écarter d'une comparaison exacte avec les prix et les coûts sur le marché intérieur. Spécifiquement, la note additionnelle autorise le recours à la méthode exceptionnelle qui y est prévue seulement: i) si l'État a un monopole complet ou presque complet sur le commerce dans le pays exportateur; et ii) si *tous* les prix dans le pays exportateur sont fixés par l'État.

13. La note additionnelle est une exception aux règles énoncées à l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994. Elle ne pourrait pas justifier une pratique de l'autorité chargée de l'enquête consistant à rejeter le prix ou des coûts sur le marché intérieur sur la base de la réglementation du prix dans le pays exportateur. Au contraire, si l'autorité chargée de l'enquête ne remplit pas les deux conditions strictes prévues dans la note additionnelle,

⁹ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – poutres en H*, paragraphe 7.112.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphe 6.73.

elle doit respecter rigoureusement les règles énoncées à l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et à l'article VI du GATT de 1994.

Je vous remercie. La délégation de la Chine attend vos questions avec intérêt.

ANNEXE C-5

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DE LA COLOMBIE

Le gouvernement de la Colombie (ci-après dénommé "Colombie") intervient dans la présente affaire en raison de l'intérêt systémique que revêt pour lui l'application de plusieurs dispositions des Accords de l'OMC visés qui sont examinés devant le Groupe spécial.

Bien que la Colombie n'adopte pas de position définitive sur le fond de la présente affaire, elle expose ses vues sur certaines des allégations juridiques formulées par les parties au différend. En particulier, elle a formulé des observations sur les questions suivantes soulevées par les parties:

A. ARTICLE 2.2 ET 2.2.1.1 – SOURCES À L'INTÉRIEUR DU PAYS D'ORIGINE

1. De l'avis de la Colombie, l'Accord antidumping reconnaît que, dans certaines circonstances, la prise en compte du prix intérieur dans le pays exportateur ne conduit pas à une "valeur normale" appropriée aux fins de la comparaison avec le prix à l'exportation en vue de déterminer la marge de dumping. Ainsi, l'article 2.2 de l'Accord antidumping prévoit des circonstances dans lesquelles cette simple comparaison de prix à prix peut ne pas être possible ou appropriée et prévoit donc d'autres méthodes pour le calcul de la valeur normale. Ces possibilités n'excluent pas les renseignements recueillis à l'extérieur du pays exportateur en vue de déterminer le "coût de production dans le pays d'origine".

2. L'Organe d'appel a clarifié la question dans l'affaire *UE – Biodiesel* lorsqu'il a interprété l'article 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994; il a déclaré que "*ces dispositions ne limit[aient] pas les sources d'informations ou d'éléments de preuve qui [pouvaient] être utilisées pour déterminer les coûts de production dans le pays d'origine aux sources à l'intérieur du pays d'origine*".¹

3. De plus, l'Organe d'appel a souligné le rôle de "référence" joué par l'article 2.2 de l'Accord antidumping et a déclaré que "[s]ur la base du texte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994, l'expression "coût de production ... dans le pays d'origine" [pouvait] être comprise comme étant une référence au prix payé ou à payer pour produire quelque chose dans le pays d'origine".²

B. L'EXPRESSION "SERONT NORMALEMENT" DANS L'ARTICLE 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

4. La Colombie reconnaît que l'emploi du mot "seront" devant "normalement" traduit une obligation à caractère impératif. Toutefois, ainsi que l'Organe d'appel l'a déclaré, il devrait y avoir certaines circonstances dans lesquelles il serait possible de déroger à la règle de préférence en faveur des registres de l'exportateur ou du producteur. Il semble que ce soit le cas lorsque, malgré les éléments de preuve présentés ou obtenus au cours de la procédure d'enquête, l'autorité chargée de l'enquête conclut que les ventes intérieures d'un certain produit n'ont pas lieu "au cours d'opérations commerciales normales". Cela revêt une importance capitale dans les cas où des pratiques ou règles administratives ayant des effets de distorsion pourraient avoir une incidence sur la "valeur normale" des produits visés par l'enquête. Néanmoins, l'autorité chargée de l'enquête doit se conformer aux obligations fondamentales énoncées à l'article 5.3 de l'Accord antidumping lorsqu'elle procède à l'examen approprié des éléments de preuve fournis par les parties intéressées. Cela signifie déterminer si les éléments de preuve dont disposait l'autorité au moment où elle a établi sa détermination étaient tels qu'une autorité impartiale et objective évaluant ces éléments de preuve aurait pu à bon droit établir cette détermination.³

¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphe 6.74 (WT/DS473/AB/R).

² *Ibid.*, paragraphe 6.69.

³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.153 (WT/DS184/R).

C. OBLIGATION D'ÉTABLIR DES ÉLÉMENTS *PRIMA FACIE*

5. La Colombie considère que l'établissement d'éléments *prima facie* renvoie à plusieurs points: a) il doit y avoir une déclaration expresse concernant l'allégation; b) les raisons pour lesquelles le Membre plaignant considère qu'il y a violation d'un article spécifique d'un accord visé; c) l'indication des mesures spécifiques en cause et la fourniture d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.⁴ Des éléments de preuve doivent être présentés afin de permettre au plaignant de se prononcer sur les faits allégués.

6. Pour cette raison, il est important de tenir compte du fait que, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux ont un large pouvoir d'investigation, mais que ce pouvoir ne peut pas remplacer la charge qui incombe à la partie plaignante de montrer *prima facie* qu'il y a incompatibilité sur la base d'allégations juridiques spécifiques.⁵ Un groupe spécial est habilité à demander des renseignements et des avis à des experts et à toute autre source appropriée de son choix, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord, mais pas pour plaider la cause d'une partie plaignante.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphes 70 et 72.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 5.85.

ANNEXE C-6

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE

1 INTRODUCTION

1. L'UE exerce son droit de participer en tant que tierce partie à la présente affaire en raison de l'intérêt systémique que revêtent pour elle l'interprétation et l'application correctes et cohérentes des accords visés et des autres documents pertinents ainsi que le caractère multilatéral des droits et obligations qui y sont énoncés, s'agissant en particulier de l'Accord antidumping. Même si elle ne prend pas position sur les faits de l'espèce, elle donne son avis sur certaines allégations juridiques et certains arguments avancés à ce jour par les parties au différend.

2 ALLÉGATIONS DE FOND RELATIVES AUX DÉTERMINATIONS DE L'EXISTENCE D'UN DUMPING

2.1 Allégation de la Russie selon laquelle l'Ukraine a violé les articles 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce que, lorsqu'elle a déterminé la valeur normale construite, elle n'a pas calculé les frais sur la base des registres des producteurs et exportateurs russes

2. L'UE note que, dans l'affaire *UE – Biodiesel*, l'Organe d'appel, faisant référence au rapport du Groupe spécial dans la même affaire, a mentionné les "transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence" ou d'"autres pratiques" qui pouvaient affecter la fiabilité des frais consignés dans les registres. Plusieurs tierces parties (l'Australie, le Brésil et les États-Unis) ont souligné cet aspect dans leurs communications écrites.

3. *Premièrement*, l'UE souscrit à l'avis selon lequel certaines actions des pouvoirs publics peuvent être à l'origine d'un dumping et d'un dommage important. L'Ukraine fait la distinction entre la présente affaire et l'affaire *UE – Biodiesel*, et explique de façon détaillée que le type d'intervention de l'État dans la présente affaire est bien plus important que dans l'affaire *UE – Biodiesel*, car le prix intérieur du gaz en Russie est établi par la loi et n'est pas soumis aux forces du marché.

4. De fait, l'article VI:5 du GATT de 1994 prévoit qu'aucun produit ne peut être soumis à la fois à des droits antidumping et à des droits compensateurs en vue de "remédier à une même situation". Le fait que des droits compensateurs peuvent être utilisés pour faire face à des situations provoquées par l'action des pouvoirs publics du pays exportateur, comme l'octroi de subventions prohibées. Cela signifie qu'en reconnaissant qu'il peut y avoir une seule situation qui pourrait donner lieu soit à un droit compensateur, soit à un droit antidumping, l'article VI du GATT de 1994 reconnaît que les actions des pouvoirs publics peuvent être à l'origine d'un dumping et d'un dommage important.

5. Cette conclusion a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, qui établit clairement que des "facteurs exogènes", tels que les actions des pouvoirs publics du pays exportateur, peuvent très bien être la source du dumping.

6. *Deuxièmement*, l'UE pense comme l'Ukraine que l'établissement des prix intérieurs du gaz en Russie peut relever des "autres pratiques" qui peuvent affecter la fiabilité des frais consignés. De fait, le prix intérieur du gaz en Russie est réglementé par l'État et n'est pas soumis aux forces du marché. Il apparaît que le prix auquel le fournisseur principal, Gazprom, vend du gaz sur le marché intérieur de la Russie ne couvre même pas les frais d'extraction et de transport jusqu'aux producteurs russes, et encore moins les autres frais engagés.

7. L'UE souscrit à l'avis selon lequel cette pratique de l'État russe consistant à établir les prix intérieurs du gaz peut être considérée comme relevant de la catégorie des "autres pratiques" qui affectent la fiabilité et l'exactitude des frais consignés dans les registres des producteurs.

8. *Troisièmement*, l'UE souscrit à l'avis selon lequel au moment de l'accession à l'OMC, la Russie a pris des engagements spécifiques en ce qui concernait les politiques en matière de prix et en particulier en ce qui concernait le fait que "les producteurs/distributeurs de gaz naturel en Fédération de Russie agiraient ... sur la base de considérations d'ordre commercial normales axées sur le recouvrement des coûts et la réalisation d'un bénéfice". En outre, l'UE rappelle les préoccupations exprimées par les Membres en ce qui concerne les politiques en matière de prix du gaz de la Russie et le rôle de Gazprom.

9. Ainsi, l'engagement de la Russie selon lequel les producteurs et distributeurs de gaz en Russie agiraient sur la base de considérations d'ordre commercial normales axées sur le recouvrement des coûts et la réalisation d'un bénéfice fait partie de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Or, la fixation des prix intérieurs du gaz par l'État ne peut pas être assimilée à des "considérations d'ordre commercial normales".

10. *Enfin*, en ce qui concerne le sens du mot "normalement" employé à l'article 2.2.1.1, l'UE considère qu'une question liminaire se pose, qui est de savoir si l'Ukraine a suffisamment bien expliqué au Groupe spécial la façon dont l'autorité chargée de l'enquête s'était fondée sur cette disposition particulière dans l'enquête en cause. Autrement, l'invocation de cette disposition particulière pourrait constituer uniquement une tentative de rationalisation *ex post*. Cela signifierait que le Groupe spécial n'a très certainement pas besoin de se prononcer sur cette question en l'espèce et, à notre avis, ne devrait pas le faire.

11. Après la définition du dumping et l'introduction des notions de valeur normale et de comparabilité des prix figurant à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, l'article 2.2 établit les règles de la détermination de la valeur normale. Il contient deux sous-paragraphes. L'article 2.2.1 est axé sur la question de savoir quand les ventes intérieures ou les ventes à un pays tiers pourront être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix (lorsqu'il est inférieur aux coûts de production majorés des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général).

12. L'article 2.2.1 lui-même contient un autre sous paragraphe: l'article 2.2.1.1. Selon ses propres termes, l'article 2.2.1.1 est formulé comme une disposition devant être appliquée "for the purpose of paragraph 2" (aux fins du paragraphe 2). Le terme "purpose" (fins) apparaît au singulier. Pour interpréter correctement cette disposition, nous devons donc revenir sur la seule "fin" du paragraphe 2. Nous ne devons ni élargir ni restreindre indûment cette seule "fin". Le paragraphe 2 a pour seule "fin", comme nous l'avons déjà observé, d'énoncer des règles régissant l'établissement d'une valeur qui est normale, ou pour faire court, d'une valeur normale. Ainsi, nous devons correctement interpréter la première phrase de l'article 2.2.1.1 comme exigeant que, aux fins de l'établissement d'une valeur normale, à condition que certaines conditions soient respectées, les frais soient normalement fondés sur les registres de l'entreprise visée par l'enquête.

13. La première phrase de l'article 2.2.1.1 contient deux conditions, introduites par l'expression "à condition que". La première condition concerne les principes GAAP, tandis que la seconde fait référence aux "registres ... [qui] tiennent compte raisonnablement des frais". Si les conditions pertinentes sont respectées, alors, conformément aux termes de l'article 2.2.1.1, une conséquence particulière s'ensuit. Cette conséquence est formulée comme une obligation (au moyen de l'emploi du mot "seront"). Spécifiquement, cette conséquence se traduit par le fait que les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'entreprise visée par l'enquête. Ainsi, selon ses propres termes, la première phrase de l'article 2.2.1.1 n'établit pas la conséquence comme une règle absolue, mais formule l'obligation corrélatrice en employant le terme "normalement". Toujours selon ses propres termes, la première phrase de l'article 2.2.1.1 ne dit pas explicitement quelles circonstances peuvent être considérées comme étant "normales" et quelles circonstances peuvent être considérées comme n'étant "pas normales".

14. Il est important de prendre conscience et de reconnaître, dans le cadre de la conception et des principes de base de la première phrase de l'article 2.2.1.1, qu'il y a deux conditions qui, si elles sont remplies, engendrent une conséquence spécifique. Cette structure condition-conséquence n'est pas la même, en droit, qu'une structure règle générale-exception, et il serait juridiquement erroné d'interpréter et d'appliquer la disposition comme si elle était formulée comme une règle générale-exception, alors que ce n'est pas le cas.

15. Selon ses propres termes, l'article 2.2.1.1 indique bien certaines des circonstances dans lesquelles il peut être justifié de rejeter/de remplacer/d'ajuster des éléments spécifiques des frais dans les registres de l'entreprise visée par l'enquête. Par exemple, la deuxième phrase de l'article 2.2.1.1 fait référence à une répartition des frais "traditionnellement utilisé[e]" par l'entreprise visée par l'enquête, en particulier en ce qui concerne l'amortissement, la dépréciation et les ajustements concernant les dépenses en capital et autres frais de développement. Ainsi, une répartition des frais spécifique pourrait être conforme aux principes GAAP et, par ailleurs, "[tenir] compte raisonnablement des frais", mais ne pas avoir été "traditionnellement utilisé[e]" par l'entreprise visée par l'enquête et au contraire avoir été spécifiquement conçue en vue de répondre au questionnaire. Donc, dans une telle situation, plutôt que de calculer les frais exclusivement sur la base des registres de l'entreprise visée par l'enquête, l'autorité chargée de l'enquête peut être autorisée à rejeter/remplacer/ajuster ces frais (par définition, en ayant recours à des renseignements ou des données exogènes aux registres de l'entreprise visée par l'enquête). La même observation s'applique au sujet de l'existence d'une "association ou d'un arrangement de compensation" tels que mentionnés dans l'article 2.3. L'Organe d'appel a reconnu que le rejet des transactions entre parties affiliées en faveur de transactions ayant lieu au cours d'opérations commerciales normales était compatible avec l'article 2.1, et donc compatible avec les fins (à savoir l'établissement d'une valeur normale) explicitement poursuivies par l'article 2.2.1.1. Si ces ajustements n'étaient pas effectués conformément à l'article 2.2.1.1 (les termes "ajustés" et "ajustement" apparaissent dans la troisième phrase et la note de bas de page 6), alors il faudrait qu'ils le soient conformément à l'article 2.4.

16. Ces observations sont confirmées par l'utilisation répétée du terme "normale" au fil des dispositions pertinentes, y compris à l'article VI du GATT de 1994; dans la définition de base de l'article 2.1; dans la note de bas de page 2 de l'article 2.2, l'article 2.2.1 et la note de bas de page 5; dans l'article 2.2.1.1 et 2.2.2 (par renvoi) et dans l'article 2.4. La prescription primordiale voulant que le prix à l'exportation soit comparé à une valeur qui est normale, c'est-à-dire une valeur normale, fournit des éléments convaincants pour étayer l'analyse qui précède.

17. Ainsi, l'UE a exprimé certaines de ses vues initiales en ce qui concerne l'interprétation correcte de l'article 2.2.1.1, y compris le sens et la place de "normalement" dans sa structure globale. L'UE considère qu'il y a d'autres circonstances dans lesquelles l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de "normalement" fonder le calcul des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête n'empêcherait pas le rejet ou l'ajustement des données dont il avait été constaté qu'elles concernaient une situation anormale, une question qui n'a pas été tranchée dans l'affaire *UE – Biodiesel*. Cette interprétation est partagée par les autres tierces parties.

2.2 Allégation de la Russie selon laquelle l'Ukraine est contrevenue à l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a remplacé (ajusté) les coûts du gaz effectivement supportés par les producteurs et exportateurs russes pour la production de nitrate d'ammonium au moyen de données sur les prix du gaz à l'extérieur de la Russie

18. L'Ukraine soutient que, à la différence de ce qui s'était passé dans l'affaire *UE – Biodiesel*, en l'espèce, le prix du gaz était réglementé par l'État et l'État était le fournisseur principal du produit concerné.

19. L'UE rappelle que l'Organe d'appel a clairement indiqué que les éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine pouvaient être pris en compte dans la détermination du coût de production dans le pays d'origine.

20. En outre, l'UE note que, dans le contexte de l'Accord SMC, l'Organe d'appel est même allé plus loin, indiquant, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, que l'autorité chargée de l'enquête pouvait utiliser un point de repère autre que les prix pratiqués dans le secteur privé pour les biens en question dans le pays de fourniture, lorsqu'il avait été établi que ces prix pratiqués dans le secteur privé étaient faussés.

21. Cette position a été ultérieurement confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, dans le contexte de l'Accord SMC également. D'après l'Organe d'appel, l'autorité chargée de l'enquête peut rejeter les prix pratiqués dans le

secteur privé dans le pays si elle conclut que ces prix sont trop faussés en raison de la participation prédominante des pouvoirs publics en tant que fournisseur sur le marché.

22. De même, en l'espèce, l'Ukraine a fourni des éléments de preuve démontrant que les prix du gaz pratiqués en Russie étaient faussés de sorte qu'ils ne pouvaient pas être utilisés de manière significative pour la construction de la valeur normale, car les pouvoirs publics russes établissaient eux-mêmes les prix intérieurs du gaz. Il s'ensuit que, dans le cas d'un marché faussé à ce point par l'intervention des pouvoirs publics, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas s'appuyer sur les prix intérieurs du gaz.

2.3 Allégation de la Russie selon laquelle l'Ukraine a violé l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a considéré à tort que les ventes intérieures de nitrate d'ammonium en Russie n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales

23. La Russie allègue que l'utilisation de l'ajustement des prix en ce qui concerne les prix du gaz sur le marché intérieur de la Russie a engendré des coûts de production unitaires bien plus élevés et conduit à la conclusion selon laquelle les ventes intérieures des producteurs de nitrate d'ammonium n'ont pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales. Ainsi, l'utilisation d'un prix du gaz plusieurs fois supérieur a faussé la totalité de l'analyse au titre de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping.

24. L'Ukraine soutient que la troisième allégation de la Russie est corollaire de sa première allégation selon laquelle l'Ukraine a violé l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, expliquant alors que l'autorité chargée de l'enquête avait constaté que les ventes avaient été réalisées à perte, en quantités substantielles et sur une longue période, les prix n'ayant pas permis de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.

25. L'UE rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a donné plusieurs exemples de situations qui pouvaient relever de la catégorie des transactions "n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales".

2.4 Allégation de la Russie selon laquelle l'Ukraine a violé l'article 2.4 de l'Accord antidumping parce qu'elle n'a pas procédé à une comparaison équitable entre le prix à l'exportation et la valeur normale construite

26. La Russie allègue que l'Ukraine a violé l'article 2.4 de l'Accord antidumping en raison du fait que, dans le cadre de la construction de la valeur normale, l'autorité chargée de l'enquête a rejeté les prix du gaz payés par les producteurs de nitrate d'ammonium et les a remplacés par les prix du gaz facturés aux clients situés à l'extérieur du pays d'origine.

27. L'Ukraine soutient que l'allégation de la Russie est simplement une répétition de son allégation précédente concernant la construction de la valeur normale et que l'"inflation artificielle" du coût de production total n'est pas une différence affectant la comparabilité des prix. Elle répète que l'autorité chargée de l'enquête a conclu que les prix du gaz sur le marché intérieur de la Russie n'étaient clairement pas de nature commerciale, car ils étaient bien plus bas que les prix à l'exportation, et que ces prix avaient été fixés par l'État et étaient inférieurs au coût, ce qui était contraire à l'engagement pris par la Russie lors de son accession à l'OMC. Par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête a pris en compte la moyenne des prix du gaz à la frontière allemande. Ainsi, la solution utilisée par l'autorité chargée de l'enquête ne concerne pas une différence entre les caractéristiques des transactions intérieures et celles des transactions à l'exportation faisant l'objet de la comparaison, ni, d'ailleurs, une différence affectant la comparabilité des prix.

28. Le texte de l'article 2.4 prévoit qu'il soit procédé à une "comparaison équitable" entre le prix à l'exportation et la valeur normale lors de la détermination du point de savoir s'il existe un dumping. La deuxième phrase de l'article 2.4 définit les prescriptions devant être respectées par cette comparaison et indique qu'elle sera faite "au même niveau commercial, qui sera normalement le stade sortie usine, et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible". La troisième phrase de l'article 2.4 précise les moyens devant être employés afin que la "comparaison" entre la valeur normale et le prix à l'exportation soit "équitable".

29. L'UE rappelle que, dans l'affaire *UE – Biodiesel*, le Groupe spécial a constaté que l'article 2.4 faisait uniquement référence aux différences affectant la comparabilité des prix et non aux différences découlant exclusivement de la méthode utilisée pour construire la valeur normale.

30. L'UE est d'accord avec l'Ukraine. Étant donné que l'Argentine et la Russie ont structuré leurs allégations de la même façon dans les deux affaires, l'UE considère que le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation de la Russie, puisqu'il s'agit d'une allégation purement corollaire de ses allégations concernant la construction de la valeur normale et qu'elle ne concerne pas des aspects spécifiques de la comparaison équitable prévue par l'article 2.4 de l'Accord antidumping.

31. L'allégation de la Russie au titre de l'article 2.4 se rapporte au calcul de la valeur normale et non à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. À la lumière des rapports des Groupes spéciaux *Égypte – Barres d'armature en acier* et *CE – Accessoires de tuyauterie*, l'article 2.4 ne traite pas de la base sur laquelle doivent être établis le prix à l'exportation et la valeur normale ni de cet établissement même (qui sont traités dans d'autres dispositions), mais concerne en fait la nature de la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale. Ainsi, l'allégation de la Russie selon laquelle les autorités ukrainiennes auraient dû calculer la valeur normale d'une manière différente ne relève pas de l'article 2.4, parce que cet article ne s'applique pas à l'établissement de la valeur normale. Si l'Ukraine a raison en ce qui concerne les ajustements effectués conformément à l'article 2.2.1.1, et l'UE considère que c'est le cas, elle ne serait bien sûr pas tenue de "désajuster", conformément à l'article 2.4. La question s'articule autour de la construction et de l'application appropriées de l'article 2.2.1.1 et non de l'article 2.4.

2.5 Clôture de l'enquête visant un exportateur présentant un dumping négatif allégué dans l'enquête initiale

32. L'UE commence par rappeler que, dans l'affaire *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, l'Organe d'appel a constaté que, comme il prescrivait que l'autorité chargée de l'enquête effectue un réexamen pour les exportateurs ayant des marges nulles ou *de minimis*, l'article 68 de la Loi sur le commerce extérieur du Mexique était incompatible avec l'article 5.8 de l'Accord antidumping et l'article 11.9 de l'Accord SMC.

33. Si le Groupe spécial constate qu'en l'espèce, il n'y a pas eu de telles déterminations *de minimis* à l'égard d'EuroChem dans l'enquête initiale, alors la question peut être de savoir si l'article 5.8 de l'Accord antidumping s'applique dans le contexte des réexamens engagés au titre de l'article 11.2 ou 11.3 de l'Accord antidumping.

34. À cet égard, le Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, n'a pas trouvé d'éléments textuels ou contextuels dans le libellé de l'article 11.3 ou 5.8 qui donneraient à penser que le critère *de minimis* est aussi applicable dans le contexte des réexamens à l'extinction.

35. Toutefois, l'UE note que, dans le cadre de l'interprétation des dispositions concernant les réexamens à l'extinction, le groupe spécial doit tenir compte de leurs justifications et ne doit pas se borner à la seule analyse du texte et du contexte. Par exemple, dans le contexte de l'évaluation cumulative du dommage, dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Organe d'appel a constaté que nonobstant les différences entre les enquêtes initiales et les réexamens à l'extinction, le cumul demeurerait pour les autorités chargées de l'enquête un outil utile dans les deux examens.

36. Enfin, les États-Unis rappellent que dans le contexte de l'Accord SMC, l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, que le critère *de minimis* énoncé à l'article 11.9 de l'Accord SMC n'était pas implicite dans l'article 21.3 de l'Accord.

3 CONCLUSIONS

37. L'UE espère que sa contribution à la présente affaire sera utile au Groupe spécial pour ce qui est d'évaluer objectivement la question dont il est saisi et d'élaborer les interprétations juridiques correspondantes des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping.

ANNEXE C-7

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DU JAPON

I. INTRODUCTION

1. Dans le présent différend, la Fédération de Russie (la "Russie") conteste les mesures antidumping imposées par l'Ukraine sur le nitrate d'ammonium originaire de Russie, formulant un certain nombre d'allégations concernant l'interprétation des Accords de l'OMC visés, notamment l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord antidumping"). Le Japon estime que le présent différend soulève des questions ayant une importance systémique et il se concentre sur plusieurs questions concernant l'interprétation des articles 2.2.1.1, 11.1, 11.2, et 11.3 de l'Accord antidumping. Nonobstant ce qui précède, il n'adopte aucune vue spécifique au sujet des aspects factuels du différend.

II. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

A. Condition voulant que les registres de l'exportateur tiennent compte raisonnablement des frais

2. Les observations du Japon concernant la condition voulant que les registres de l'exportateur tiennent compte raisonnablement des frais se concentrent sur la méthode utilisée par l'autorité chargée de l'enquête pour calculer le coût de production. La Russie observe à juste titre que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a précisé qu'il n'y avait pas de "critère additionnel ou abstrait du "caractère raisonnable" qui régirait le sens du terme "frais" [associé à la production et à la vente du produit considéré]".¹ Toutefois, cela ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête doive dans toutes les circonstances accepter les frais enregistrés dans les registres d'un exportateur ou d'un producteur.²

3. Par exemple, le Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)* a indiqué clairement que l'autorité chargée de l'enquête était "libre[]" d'examiner les transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence ou d'autres pratiques qui peuvent affecter la fiabilité des frais consignés".³ L'Organe d'appel a également reconnu, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, qu'il pouvait exister des circonstances dans lesquelles il était constaté que les registres de l'exportateur ou du producteur "ne [tenaient] pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré".⁴ En résumé, ni le Groupe spécial ni l'Organe d'appel n'ont exclu la possibilité que l'autorité chargée de l'enquête puisse légitimement s'abstenir d'utiliser les registres de l'exportateur ou du producteur après avoir examiné les circonstances spécifiques liées aux frais consignés comme engagés par ces exportateurs ou ces producteurs dans leurs registres. Selon le Japon, les transactions affectées par le contrôle des prix exercé par les pouvoirs publics peuvent relever des "transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence ou d'autres pratiques qui peuvent affecter la fiabilité des frais consignés" et que les autorités chargées de l'enquête sont "libres d'examiner".

4. En outre, le Japon note que l'article 2.2.1.1 doit être interprété à la lumière de la notion de "valeur normale" et de l'article 2.1 et 2.2. La "valeur normale" est définie à l'article 2.1 comme le "prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur". La "valeur normale" vise à refléter "le prix "normal" du produit similaire, sur le marché intérieur de l'exportateur".⁵ Les ventes qui n'ont pas lieu au cours d'opérations commerciales normales sont exclues du calcul de la valeur normale,

¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.37.

² Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, note de bas de page 400 relative au paragraphe 7.242.

³ *Ibid.*

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.33.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 140.

"précisément pour faire en sorte que la valeur normale soit, véritablement, le prix "normal" du produit similaire, sur le marché intérieur de l'exportateur".⁶

5. L'Organe d'appel a également indiqué que l'article 2.2.1.1 se rapportait à une méthode permettant d'obtenir une "valeur de remplacement appropriée" pour le prix des ventes du produit visé par l'enquête "s'il était vendu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur".⁷ À cet égard, les "frais associés à la production et à la vente du produit" aux termes de l'article 2.2.1.1 sont destinés à servir de base appropriée pour l'estimation de ce que serait le prix sur le marché des produits considérés ou, en d'autres termes, le prix qui aurait résulté des transactions de vente conclues selon des modalités et conditions qui sont compatibles avec la pratique commerciale normale. Le Japon estime que le point de savoir si une pratique commerciale est "normale" doit être déterminé de façon objective par l'autorité chargée de l'enquête du pays importateur et tenir compte des pratiques commerciales réelles sur le marché pertinent.

6. L'interprétation ci-dessus ne constitue pas un nouveau critère dans le cadre de l'article 2.2.1.1. Au contraire, elle reflète fidèlement le texte de l'article 2.2.1.1, tel qu'il a déjà été interprété par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel. L'article 2.2.1.1 permet à l'autorité chargée de l'enquête de ne pas tenir compte des registres de l'exportateur ou du producteur lorsqu'elle détermine que ces registres ne "tiennent [pas] compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré" car les coûts des intrants consignés ne reflètent pas des transactions conclues selon des modalités et conditions qui sont compatibles avec la pratique commerciale normale.

B. Le terme "normalement" dans le cadre de l'article 2.2.1.1

7. Le Japon note que la première phrase de l'article 2.2.1.1 prévoit que l'autorité chargée de l'enquête calculera "normalement" les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur, sous réserve que ces registres satisfassent aux deux conditions prescrites.

8. Le sens ordinaire du terme "normally" (normalement) est "[u]nder normal or usual conditions; as a rule" (dans des conditions normales ou habituelles; en règle générale).⁸ L'Organe d'appel a observé que le fait de nuancer une obligation par l'adverbe "normalement" dénotait qu'il y avait des circonstances "dans lesquelles l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de "normalement" fonder le calcul des frais sur les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ne s'appliquerait pas".⁹ Conformément au principe de l'effet utile¹⁰, le présent Groupe spécial doit donner "sens et effet"¹¹ au terme "normalement" figurant dans l'article 2.2.1.1. Le fait de limiter les circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête peut s'écarter des registres de l'exportateur aux deux conditions prescrites donne une lecture de l'article 2.2.1.1 qui exclut le terme "normalement" et le texte aurait exactement le même sens que s'il se lisait comme suit: "les frais seront calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, à condition que ...".

9. En outre, la raison qui justifie de s'appuyer sur les frais consignés du producteur ou de l'exportateur est que ces frais reflètent potentiellement les prix des intrants sur le marché et que, par conséquent, l'utilisation de ces prix peut aboutir à une valeur de remplacement qui s'approche de ce qu'aurait été le prix du produit considéré s'il avait été vendu au cours d'opérations commerciales normales. Cette justification repose sur l'existence d'un marché qui fonctionne bien, sur lequel les participants agissent de façon indépendante (comme dans des transactions effectuées dans des conditions de pleine concurrence) dans leur propre intérêt commercial. Dans les cas où les prix des intrants sont déterminés de façon arbitraire par les réglementations des pouvoirs publics, alors l'autorité chargée de l'enquête devrait être autorisée à exclure les transactions pertinentes du calcul de la valeur normale construite. Le Japon rappelle qu'à cet égard, l'Organe d'appel a reconnu "que l'Accord antidumping laiss[ait] aux Membres de l'OMC le

⁶ *Ibid.*

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.24.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 273.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, note de bas de page 120 relative au paragraphe 6.18.

¹⁰ Le principe de l'effet utile est "[l]'un des corollaires de la "règle générale d'interprétation" de la Convention de Vienne [sur le droit des traités]" (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 25 et 26).

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Produits laitiers*, paragraphe 133.

pouvoir discrétionnaire de déterminer comment faire en sorte que la valeur normale ne soit pas faussée par l'inclusion de ventes qui n'ont pas lieu "au cours d'opérations commerciales normales", sous réserve que ce pouvoir discrétionnaire soit exercé d'une manière impartiale.¹² Le Japon demande au Groupe spécial de donner "sens et effet" à l'inclusion du terme "normalement" et de préserver la flexibilité que l'inclusion de ce terme dans l'article 2.2.1.1 vise à ménager aux autorités chargées de l'enquête.

III. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 11 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

10. L'article 11 de l'Accord antidumping dispose que les droits antidumping peuvent être maintenus ou prorogés si l'autorité chargée de l'enquête constate qu'il est probable que le dommage subsistera ou se reproduira si les droits antidumping sont supprimés ou viennent à expiration. S'agissant de l'article 11, la Russie fait valoir que les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping s'appliquent aux réexamens menés conformément à l'article 11.¹³

11. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, il existe certaines différences entre "la nature et le but" des enquêtes initiales et ceux des réexamens à l'extinction.¹⁴ L'Organe d'appel a en outre noté qu'il n'y avait pas de renvois entre l'article 3 et l'article 11.3 et que ce dernier n'indiquait pas expressément de facteurs particuliers que les autorités doivent prendre en compte pour établir une telle détermination.¹⁵ Toutefois, le pouvoir discrétionnaire des autorités chargées de l'enquête n'est pas absolu s'agissant de déterminer la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira au titre de l'article 11. Les autorités chargées de l'enquête doivent s'en tenir aux considérations ci-après.

12. Premièrement, l'Organe d'appel a confirmé que "la prescription fondamentale de l'article 3.1 selon laquelle une détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder sur des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif" serait aussi pertinente pour les déterminations de la probabilité au titre de l'article 11.3."¹⁶ Deuxièmement, conformément à l'article 11.3, la détermination de la probabilité d'un dommage de l'autorité chargée de l'enquête doit s'appuyer sur "une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates".¹⁷ Pour se conformer à cette prescription, "[c]ertaines des analyses prescrites par l'article 3 ... peuvent s'avérer probantes, voire requises".¹⁸ Comme l'Organe d'appel l'a expliqué:

[i]l nous semble que des facteurs tels que le volume, les effets sur les prix et l'incidence sur la branche de production nationale des importations faisant l'objet d'un dumping, compte tenu des conditions de concurrence, peuvent être pertinents à des degrés divers pour une détermination de la probabilité d'un dommage donnée. L'autorité chargée de l'enquête peut aussi, sur la base de son propre jugement, prendre en considération d'autres facteurs figurant à l'article 3 lorsqu'elle établit une détermination de la probabilité d'un dommage.¹⁹

13. En résumé, le Japon estime que, contrairement à ce qu'affirme la Russie, il n'existe pas de prescription rigide imposant d'examiner *tous* les facteurs relatifs au dommage énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping dans chaque réexamen au titre de l'article 11. Néanmoins, du fait de la nature des déterminations de la probabilité d'un "dommage", le Japon comprend qu'il peut être nécessaire d'examiner, dans un réexamen au titre de l'article 11, certains facteurs examinés au titre de l'article 3, en fonction des circonstances spécifiques de l'affaire.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 148.

¹³ Russie, première communication écrite, paragraphe 199.

¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 124.

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 113.

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 284.

¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 114 (citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.271).

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 284.

¹⁹ *Ibid.*

ANNEXE C-8

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DU MEXIQUE

Déclaration orale en tant que tierce partie

1. Le Mexique se félicite de l'occasion qui lui est offerte de présenter ses vues sur le présent différend.
2. Dans la présente déclaration, ma délégation examinera d'abord les aspects portant sur le fond, puis certains aspects procéduraux.
3. D'une manière générale, le Mexique ne souscrit pas aux divers arguments avancés par la Russie concernant l'interprétation de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 et sa relation avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.
4. La Russie fait valoir que la référence aux "coûts de production" figurant à l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping concerne les frais par producteur associés à la production et à la vente du produit considéré, étant donné que ces frais sont les seuls qui peuvent être engagés par le producteur visé par l'enquête dans le pays d'origine.
5. Le Mexique conteste l'interprétation de la Russie. À notre avis, une interprétation correcte de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping amène à conclure que les coûts de production mentionnés à l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne sont pas nécessairement les frais associés à la production et à la vente du produit considéré qui sont réellement engagés par le producteur/exportateur spécifique.
6. À cet égard, premièrement, l'interprétation de la Russie amènerait nécessairement à conclure qu'il est implicite dans l'article 2.2 que la référence au "coût de production" se rapporte au produit spécifique du producteur ou de l'exportateur visé par l'enquête. Toutefois, cela ferait qu'il serait superflu pour cet article d'ajouter "dans le pays d'origine", étant donné que cela serait déjà couvert par l'expression "du produit" (considéré), qui est considérée comme implicite.
7. Deuxièmement, si l'autorité chargée de l'enquête détermine valablement qu'elle ne peut pas utiliser les registres de l'exportateur ou du producteur parce qu'ils ne sont pas conformes aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur, ou parce qu'ils ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit faisant l'objet de l'enquête, alors l'autorité devrait utiliser une base différente pour les frais associés à la production et à la vente du produit considéré. Si, en utilisant cette autre base, elle détermine qu'il n'y a pas de ventes intérieures effectuées au cours d'opérations commerciales normales, elle serait alors en mesure de construire la valeur normale. De toute évidence, pour construire la valeur normale conformément à l'article 2.2, l'autorité ne pourrait pas utiliser les registres comptables de l'exportateur étant donné que, comme cela a déjà été dit, ils ne sont pas fiables. Toutefois, selon l'interprétation de la Russie, l'article 2.2 de l'Accord antidumping obligerait précisément l'autorité à utiliser ces registres, bien qu'il ait déjà été déterminé qu'ils ne sont pas fiables. C'est la raison pour laquelle l'article 2.2 ne peut pas faire référence implicitement au produit spécifique, parce que cette interprétation signifierait que, malgré l'existence d'une raison valable de ne pas utiliser les registres comptables, l'autorité devrait nécessairement utiliser les coûts du produit considéré, maintenant en vertu de l'article 2.2.
8. Par conséquent, hormis le fait qu'il n'y a rien à l'article 2.2 qui étaye l'interprétation selon laquelle l'article en question fait référence implicitement au produit spécifique, cette interprétation signifierait qu'il n'y a pas de différence entre les coûts mentionnés dans cet article et ceux mentionnés à l'article 2.2.1.1, même si l'Organe d'appel lui-même, dans son rapport sur l'affaire *UE – Biodiesel* (DS43), a affirmé que le champ de l'article 2.2 était beaucoup plus large que celui de l'article 2.2.1.1. Par contre, comme il a été dit précédemment, s'il était implicite à l'article 2.2 que le coût de production doit être celui du produit spécifique, à savoir le produit faisant l'objet de l'enquête produit par un producteur/exportateur particulier, il serait superflu d'ajouter "dans le

pays d'origine", étant donné que cela serait déjà couvert par le fait qu'il y a une référence implicite au produit spécifique.

9. Le Mexique considère donc que la mention du "coût de production dans le pays d'origine" à l'article 2.2 indique que les renseignements demandés ne sont pas les renseignements spécifiques d'une société, mais les renseignements qui permettent de déterminer quel est le coût de production dans le pays d'origine. Cette interprétation est compatible avec ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *UE – Biodiesel* (DS473), dans laquelle il a constaté ce qui suit:

"[...] il n'est pas interdit à l'autorité de s'appuyer sur des renseignements autres que ceux contenus dans les registres de l'exportateur ou du producteur, y compris des éléments de preuve intérieurs au pays et extérieurs au pays".¹

10. Le Mexique estime aussi que la préférence exprimée dans l'Accord antidumping pour des renseignements réels ne justifie pas de limiter les options méthodologiques pour leur remplacement. La preuve en est que l'article 2.2.2, qui porte aussi sur la construction de la valeur normale, ménage la possibilité de remplacer les données réelles par "toute autre méthode raisonnable". De plus, conformément à l'article 2.2.1.1, l'option qui consiste à calculer les coûts en utilisant les registres du producteur/de l'exportateur est simplement celle qui est privilégiée, étant donné que, comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle* (DS406), si une disposition est nuancée par le terme "normalement", elle admet des exceptions. Par conséquent, conformément à cet article, il est possible de recourir à d'autres options pour calculer les coûts.

11. Le Mexique estime que les interprétations données par la Russie, poussées à l'extrême, impliqueraient que les dispositions relatives aux "données de fait disponibles" ne peuvent pas être utilisées non plus, bien qu'elles soient prévues dans l'Accord antidumping lui-même, parce qu'elles impliquent une option différente de celle des frais.

12. En dernier lieu, pour ce qui est des questions procédurales, le Mexique tient à exprimer sa préoccupation au sujet de la limite de temps que le Groupe spécial a imposée aux tierces parties pour la lecture des déclarations orales pendant la présente séance, indépendamment de la langue dans laquelle elles souhaitent faire ces déclarations. Il signale que cette limitation n'est pas une décision des Membres qui trouve son expression dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends; de plus, comme cette limitation s'applique indistinctement à toutes les langues, il n'est pas tenu compte du fait qu'il faut plus de temps pour faire une déclaration en espagnol qu'en anglais, comme le montrent les versions espagnoles des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel, qui comptent environ 16% de pages en plus par rapport aux versions anglaises. Donc l'imposition d'une limite unique pour les langues officielles a un effet préjudiciable sur l'espagnol et le français.

13. Par ailleurs, ma délégation tient à signaler que le Groupe spécial a décidé d'imposer l'utilisation du Greffe numérique du règlement des différends sans consulter les tierces parties. Le passage à une plate-forme numérique est important et peut faciliter le traitement du dossier de l'affaire; toutefois, comme cette plate-forme est encore dans une phase d'essai, la permission d'utiliser à la fois le système habituel et la nouvelle plate-forme aurait dû être accordée.

14. Cela étant, le gouvernement mexicain exprime à nouveau sa gratitude pour l'occasion qui lui a été donnée de participer à la présente procédure et de présenter ses vues, et il est tout à fait disposé à répondre à toute question que le Groupe spécial voudra bien lui poser.

¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel* (DS473), paragraphe 6.73.

Réponse du Mexique à la question du Groupe spécial

1. FAIT DE NE PAS TENIR COMPTE DES COÛTS DU GAZ UTILISÉ DANS LA PRODUCTION DE NITRATE D'AMMONIUM

1. Au paragraphe 6 de sa déclaration en tant que tierce partie, la Norvège dit qu'au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, ce sont les registres du producteur visé par l'enquête qui sont soumis au critère du caractère raisonnable et non les frais dont il est tenu compte dans ces registres. De l'avis des tierces parties, pour vérifier si les registres tiennent compte raisonnablement des frais, l'autorité chargée de l'enquête est-elle autorisée à examiner le caractère raisonnable des frais eux-mêmes? Veuillez expliquer quels éléments du texte de l'article 2.2.1.1 étayent votre point de vue.

Réponse:

1. De l'avis du Mexique, oui, cela est autorisé. L'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping énonce les prescriptions qui doivent être respectées pour choisir la base de calcul des frais en vue de la détermination de la valeur normale. En particulier, nous notons que le texte de cet article pose deux hypothèses fondamentales:

- a) premièrement, les frais sont normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur;
- b) deuxièmement, la première hypothèse (c'est-à-dire que les frais sont normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur) sera appliquée pour autant que deux conditions soient remplies:
 - i) les registres de l'exportateur ou du producteur sont conformes aux principes comptables généralement acceptés (principe GAAP) du pays exportateur; et
 - ii) ils tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

2. En d'autres termes, si les registres de l'exportateur ou du producteur sont conformes aux principes GAAP du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit faisant l'objet de l'enquête, l'autorité utilisera normalement les registres comptables de l'exportateur ou du producteur.

3. Dans l'affaire *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, l'Organe d'appel de l'OMC a interprété le sens ordinaire du terme "normally" (normalement) comme signifiant "under normal or ordinary conditions; as a rule" (dans des conditions normales ou habituelles; en règle générale).² Dans le même différend, il a observé que, si une obligation était nuancée par l'adverbe "normalement", cette obligation admettait une dérogation.³ Au paragraphe 7.161 de son rapport final, le Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair* a adopté la même approche.

4. Par conséquent, si les registres comptables sont conformes aux principes GAAP et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré, l'autorité utilisera normalement ces registres comptables pour calculer les frais. De toute évidence, si les registres tiennent compte des frais de production et de vente du produit considéré, alors, en utilisant ces registres, l'autorité se fonderait sur les frais de production et de vente du produit considéré. Par contre, si l'autorité devait décider de ne pas se fonder sur les registres comptables (par exemple, parce qu'ils ne sont pas conformes aux principes GAAP ou ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré), alors, par définition, elle ne serait pas en mesure de se fonder sur les frais de production et de vente du produit considéré, mais devrait effectuer ses calculs sur une autre base. C'est précisément pour cette raison que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne peut pas implicitement contenir l'expression "du produit", étant donné que cette interprétation signifierait que, bien qu'elle ne soit

² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 273.

³ *Idem*.

pas en mesure d'utiliser les registres comptables, l'autorité devrait nécessairement s'en remettre, cette fois au titre de l'article 2.2, aux frais liés au produit considéré.

5. De toute évidence, cette interprétation conduit à des résultats absurdes et, de plus, prive de sons sens le mot "normalement" figurant à l'article 2.2.1.1, étant donné que, dans la pratique, l'autorité devrait toujours se fonder sur les registres comptables pour pouvoir obtenir les frais liés au produit considéré engagés par l'exportateur, indépendamment du fait que l'article 2.2.1.1 lui permettrait de chercher une autre option.

6. Si le recours à une option autre que les registres comptables de l'exportateur est autorisé, nous ne voyons aucune raison pour laquelle cette autre option ne pourrait pas être utilisée lorsque les registres comptables de l'exportateur tiennent compte de frais déraisonnables.

ANNEXE C-9

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DE LA NORVÈGE

Déclaration orale en tant que tierce partie

Madame la Présidente, Madame et Monsieur les membres du Groupe spécial,

1. La Norvège se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues sur les questions soulevées dans la présente procédure de groupe spécial. Elle n'a pas présenté de communication écrite en tant que tierce partie au Groupe spécial. Sans prendre aucunement position sur les faits du présent différend, la Norvège profitera de la présente déclaration orale pour exprimer certaines vues sur l'interprétation de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et sur l'application des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire UE – Biodiesel.¹

2. Les obligations que l'article 2.2.1.1 impose aux autorités chargées de l'enquête sont soumises à deux conditions cumulatives:

- i. que les registres de l'exportateur ou du producteur soient conformes aux principes comptables généralement acceptés (principes GAAP) du pays exportateur; et
- ii. que ces registres tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

3. Si ces deux conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête calculeront "*normalement*" les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête.

4. S'agissant de la deuxième condition, les parties sont en désaccord sur le point de savoir si l'article 2.2.1.1 "*autorise l'autorité chargée de l'enquête à ne pas tenir compte des prix des intrants dont les registres des producteurs et exportateurs faisant l'objet de l'enquête tiennent compte raisonnablement au motif que, du fait de la réglementation des pouvoirs publics, les prix intérieurs des intrants sont inférieurs aux prix facturés pour l'exportateur de l'intrant considéré et/ou pratiqués sur les marchés de pays tiers*".²

5. L'Ukraine soutient, entre autres, que suivant les indications données par l'Organe d'appel et le Groupe spécial dans l'affaire UE – Biodiesel, la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 autorise l'autorité chargée de l'enquête à "*examiner la fiabilité et l'exactitude des frais consignés dans les registres des producteurs/exportateurs*", et à ne pas tenir compte de ces registres lorsqu'ils ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré, parce que les frais consignés pour les intrants ne tiennent pas compte des transactions conclues selon des modalités et conditions qui sont compatibles avec des pratiques commerciales normales.

6. S'agissant de la teneur de la deuxième condition, la Norvège note que l'Organe d'appel dans l'affaire UE – Biodiesel a clairement établi que le membre de phrase "*tiennent compte raisonnablement*" figurant à l'article 2.2.1.1 se rapportait aux "*registres*" et non aux "*frais associés à la production et à la vente du produit considéré*". Ce sont les "*registres*", et non les "*frais*" qui sont soumis au critère du caractère raisonnable.

7. Par ailleurs, s'agissant des "*frais*", dans l'affaire UE – Biodiesel, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont tous deux établi que "*les frais associés à la production et à la vente du produit*

¹ DS473 – UE – Mesures antidumping visant le biodiesel en provenance d'Argentine.

² Russie, première communication écrite, paragraphe 64.

considéré" se rapportaient aux frais "réels" engagés qui se rapportaient véritablement à la production et à la vente du produit spécifique considéré.³

8. À cet égard, le Groupe spécial UE – Biodiesel a souligné que la condition en cause se rapportait à la question de savoir si les frais indiqués dans les registres d'un producteur ou d'un exportateur *"correspond[aient] d'une manière exacte et fiable – dans des limites acceptables – à tous les frais réels engagés par le producteur ou l'exportateur particulier ... considéré"*.⁴ De plus, il a encore souligné que *"l'objet de la comparaison [était] d'établir si les registres [tenaient] compte raisonnablement des frais réellement engagés, et non s'ils [tenaient] compte raisonnablement de certains frais hypothétiques qui pourraient avoir été engagés dans un ensemble différent de conditions ou de circonstances et que l'autorité chargée de l'enquête consid[érait] comme étant plus "raisonnables" que les frais réellement engagés"*.⁵

9. La Norvège n'a pas l'intention de s'étendre sur les faits de la cause, mais il semble ressortir des communications écrites des parties que l'Ukraine ne conteste pas que les frais consignés par les producteurs prennent en compte de manière exacte et fiable toutes les activités de production pertinentes qui ont réellement eu lieu en relation avec la production du produit spécifique. Il semblerait que la véritable question à l'examen soit de savoir s'il est possible de ne pas tenir compte du prix du gaz en tant qu'intrant en Russie du fait qu'il est subventionné ou faussé par la réglementation des pouvoirs publics, de sorte que le producteur obtient le gaz à un prix inférieur à la valeur marchande.

10. À cet égard, la Norvège note que le "dumping" est défini comme une discrimination par le prix pratiquée par le producteur faisant l'objet de l'enquête entre le marché intérieur et le marché d'exportation.⁶ Des mesures antidumping peuvent être utilisées pour lutter contre cette conduite discriminatoire des exportateurs. Il est plus approprié d'examiner la réglementation ou l'intervention des pouvoirs publics sur le marché intérieur, qui affectent le coût de production des producteurs, par exemple les prix plafonds ou la fourniture par les pouvoirs publics d'un intrant à un prix inférieur à la valeur marchande, dans le cadre de l'Accord sur les subventions⁷, et cette réglementation ou intervention ne constituent pas en soi une raison de rejeter le coût de production réel dans une enquête antidumping.

11. En conclusion, l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping n'autorise pas les autorités chargées de l'enquête à rejeter les registres du producteur ou de l'exportateur au motif que ces registres ne tiennent pas compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit faisant l'objet de l'enquête, parce que le prix d'un intrant est considéré comme ne reflétant pas la valeur marchande du fait de la réglementation des pouvoirs publics.

12. Ainsi s'achève aujourd'hui la déclaration de la Norvège. Je vous remercie.

³ Rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire DS473 – UE – Mesures antidumping visant le biodiesel en provenance d'Argentine, paragraphe 6.30.

⁴ Rapport du Groupe spécial sur l'affaire DS473 – UE – Mesures antidumping visant le biodiesel en provenance d'Argentine, paragraphe 7.247.

⁵ Rapport du Groupe spécial sur l'affaire DS473 – UE – Mesures antidumping visant le biodiesel en provenance d'Argentine, paragraphe 7.242.

⁶ Article VI:1 b) ii) du GATT et Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, article 2.1.

⁷ Cf. Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, article 1.1 a) 1) iii) et article 14 d).

ANNEXE C-10

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES ARGUMENTS DES ÉTATS-UNIS

I. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 2.2 ET 2.2.1.1

A. Frais associés à la production du produit faisant l'objet de l'enquête

1. Les États-Unis ont de graves préoccupations au sujet des positions défendues par la Russie en ce qui concerne l'interprétation et l'application de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Premièrement, l'Accord antidumping emploie le terme général "costs" (frais/coûts) et non une expression telle que "amounts actually incurred" (montants réellement engagés). Pris dans son contexte, le terme "cost" (frais/coût) désigne les coûts économiques réels encourus pour produire le produit dans le pays exportateur et non pas simplement le montant exprimé, par exemple, dans un prix facturé. Sinon, les autorités chargées de l'enquête seraient obligées d'accepter des prix de cession internes artificiels entre parties affiliées – montants qui n'ont aucune signification économique.

2. Deuxièmement, l'article 2.2.1.1 fait référence aux frais "associés à la production et à la vente du produit considéré". Les termes "associate" (associer) et "associated" (associé) sont habituellement définis comme suit: "placed or found in conjunction with another" (qui est placé ou va de pair avec autre chose). Ce libellé n'appuie pas une interprétation selon laquelle il s'agit uniquement de demander ce que le producteur a payé pour un intrant particulier. En fait, l'expression "associés à" suggère un lien plus général entre les frais pertinents et la production ou la vente du produit et étaye une conception économique des frais.

3. Le contexte fourni par d'autres dispositions de l'article 2.2 affaiblit également l'interprétation suggérée par la Russie. Dans les cas où l'Accord antidumping fait référence aux frais "réellement engagés par les producteurs", il le fait explicitement. Par exemple, pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, l'article 2.2.2 i) fait référence "[aux] montants réels que l'exportateur ou le producteur en question a engagés ou obtenus". De même, l'article 2.2.2 ii) prévoit une limitation expresse "des montants réels que les autres exportateurs ou producteurs ... ont engagés ou obtenus". Compte tenu des termes exprès employés à l'article 2.2.2 i) et 2.2.2 ii), l'article 2.2.1.1 ne peut pas être interprété comme limitant les "frais" à ceux qui sont réellement engagés de la manière envisagée par la Russie.

4. Le recours de la Russie au rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *UE – Biodiesel* est également malvenu. Premièrement, l'Organe d'appel a considéré que les frais calculés conformément à l'article 2.2.1.1 devaient générer une valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur lorsque la valeur normale ne pouvait pas être déterminée sur la base des ventes intérieures. Étant donné que l'article 2.2.1.1 (conjointement avec l'article 2.2) se rapporte à une méthode permettant d'obtenir une "valeur de remplacement appropriée" pour le prix du produit faisant l'objet de l'enquête "s'il était vendu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur", "les frais associés à la production et à la vente du produit" au sens de l'article 2.2.1.1 doivent être d'un type qui peut servir de base appropriée pour estimer la valeur normale du produit final. De même, l'Organe d'appel a formulé l'affirmation générale selon laquelle la deuxième condition (commençant par "tiennent compte raisonnablement") signifiait que les registres de l'exportateur ou du producteur devaient "représente[r] ou reprodui[re] convenablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête qui [avaient] une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".

5. Deuxièmement, l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* a formulé une constatation explicite concernant le genre d'analyse que l'autorité pouvait utiliser dans l'application de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1:

l'autorité chargée de l'enquête est "tout à fait libre[] d'examiner la fiabilité et l'exactitude des frais consignés dans les registres des producteurs/exportateurs" pour déterminer, en particulier, si tous les frais engagés sont pris en compte; si les frais engagés ont été surévalués ou sous-évalués; *et si des transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence ou d'autres pratiques affectent la fiabilité des frais consignés.*

Si, comme la Russie le laisse entendre, il s'agissait de demander uniquement si les livres et registres tiennent compte des montants réellement engagés, alors l'existence de "transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence" ou d'"autres pratiques" serait dénuée de pertinence.

6. Enfin, les États-Unis rappellent que le rôle du Groupe spécial consiste à examiner si la Russie a établi que l'autorité de l'Ukraine n'avait pas fourni d'explication motivée et adéquate de sa détermination. En l'espèce, l'Ukraine explique que le coût consigné du gaz naturel est artificiel parce qu'il est fixé par les pouvoirs publics russes. Dans ces circonstances, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu constater qu'un prix du gaz naturel fixé par l'État n'était pas un coût économique réel. De même qu'un prix entre parties affiliées peut être artificiel parce qu'il ne correspond pas à un prix pratiqué dans des conditions de pleine concurrence, de même un prix fixé par l'État peut être artificiel parce que le vendeur n'est pas non plus libre de vendre au prix qu'il fixe, de sorte que le prix ne reflète pas l'interaction entre des acheteurs et des vendeurs indépendants.

B. Utilisation de sources à l'extérieur du pays pour établir le coût de production

7. L'Ukraine a raison d'affirmer que le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* "n'ont pas exclu la possibilité que l'autorité chargée de l'enquête puisse utiliser des renseignements et des éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine pour déterminer les prix dans le pays d'origine". En fait, comme l'Organe d'appel l'a expliqué, lorsque l'autorité rejette des données relatives aux frais au titre de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, des renseignements émanant de sources à l'extérieur du pays pourraient être utilisés pour arriver au coût de production dans le pays d'origine, bien que le point de repère choisi doive peut-être être adapté pour refléter les conditions du marché dans le pays d'origine.

8. L'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* a correctement différencié les "coûts" et les "informations ou éléments de preuve" utilisés pour établir les "coûts" en observant que "l'article 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994 ne cont[enaient] pas de termes additionnels ni de libellé limitatif précisant le type d'élément de preuve qui [devait] être utilisé ou limitant les sources d'informations ou d'éléments de preuve aux seules sources à l'intérieur du pays d'origine". Comme il l'a reconnu, "ces dispositions n'excluent pas la possibilité que l'autorité puisse aussi avoir besoin de chercher des informations de ce type auprès de sources à l'extérieur du pays". Par conséquent, l'article 2.2 et 2.2.1.1 n'empêche pas l'autorité chargée de l'enquête de s'adresser à des sources à l'extérieur du pays d'origine pour obtenir des renseignements ou des éléments de preuve concernant les frais associés à la production du produit considéré et l'autorité peut utiliser ces renseignements ou éléments de preuve pour déterminer le coût de production d'un exportateur ou d'un producteur dans le pays d'origine.

II. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA RELATION ENTRE L'ARTICLE 3 ET L'ARTICLE 11.3

9. Les obligations énoncées à l'article 3 ne s'appliquent pas directement aux déterminations de la probabilité d'un dommage établies dans les réexamens à l'extinction effectués au titre de l'article 11.3. Comme l'Organe d'appel l'a observé dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, l'Accord antidumping établit une distinction entre "les "détermination[s] de l'existence d'un dommage", traitées à l'article 3, et les déterminations de la probabilité que "le dommage subsist[era] ou se reprodui[ra]", traitées à l'article 11.3". L'article 11.3 ne comporte pas de renvoi à l'article 3 qui rendrait les dispositions de l'article 3 applicables aux réexamens à l'extinction. Comme l'a en outre expliqué l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, "aux fins du "réexamen" d'une détermination de

l'existence d'un dommage qui a déjà été établie conformément à l'article 3, l'article 11.3 n'exige pas que l'existence du dommage soit à nouveau déterminée conformément à l'article 3".

10. Bien que l'article 3.1 ne s'applique pas aux réexamens à l'extinction, les États-Unis conviennent néanmoins avec la Russie que les autorités chargées de l'enquête doivent fonder les déterminations de la probabilité d'un dommage sur un examen objectif des éléments de preuve positifs au titre de l'article 11.3, et que l'évaluation des éléments de preuve par l'autorité doit être impartiale et objective. L'autorité peut se reporter à l'article 3 pour obtenir des indications sur la façon d'effectuer son analyse de la probabilité d'un dommage mais elle n'est pas obligée de le faire.

11. Enfin, la détermination de la probabilité d'un dommage par l'autorité chargée de l'enquête au titre de l'article 11.3 doit être établie d'une manière objective et se fonder sur des faits positifs, mais cet article ne prescrit pas les facteurs particuliers qui doivent entrer en ligne de compte ni la méthode utilisée par l'autorité. Les obstacles au commerce sur les marchés de pays tiers peuvent être pertinents pour la détermination de la probabilité d'un dommage par l'autorité. Par conséquent, l'autorité pourrait raisonnablement constater que des obstacles au commerce sur les marchés de pays tiers rendent une augmentation du volume des importations visées après la suppression d'un droit plus probable en limitant l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber toutes exportations additionnelles des producteurs et exportateurs visés.

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 6.8 ET L'ANNEXE II

12. L'article 6.8 et l'Annexe II énoncent les conditions auxquelles l'autorité chargée de l'enquête peut établir une détermination sur la base des données de fait disponibles. Ils ne régissent pas la façon dont l'autorité chargée de l'enquête doit calculer les marges de dumping. Ces conditions sont prévues à l'article 2. Par conséquent, les États-Unis conviennent avec l'Ukraine que la coopération des sociétés russes interrogées n'est pas pertinente pour la question de savoir si la décision de l'Ukraine de ne pas se fonder sur les données relatives aux frais consignées par ces parties en ce qui concerne sa détermination de l'existence d'un dumping est compatible avec ses obligations au titre de l'article 2.1.1.1 de l'Accord antidumping.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 6.2 ET 6.9

13. L'article 6.2 dispose, en partie, que toutes les parties auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts pendant toute la durée d'une enquête antidumping. L'article 6.9 prescrit en outre que, "[a]vant d'établir une détermination finale, [l'autorité chargée de l'enquête] informer[a] toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives". Bien que l'obligation de divulgation prévue à l'article 6.9 ne s'applique pas à tous les faits, elle s'applique bien aux faits qui sont "marquants pour une décision d'appliquer des mesures définitives".

14. Sans une divulgation complète des "faits essentiels" constituant le fondement de l'examen d'une détermination correspondante de l'existence d'un dumping, une partie intéressée pourrait ne pas être en mesure d'indiquer si la détermination contient des erreurs matérielles ou mathématiques, ou même si l'autorité chargée de l'enquête a correctement examiné les renseignements factuels portés à sa connaissance. À cet égard, les États-Unis partagent l'avis du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair* selon lequel l'autorité chargée de l'enquête, s'agissant de la détermination de l'existence d'un dumping et de la marge de dumping, devrait divulguer 1) les données utilisées dans les déterminations de la valeur normale (y compris la valeur construite) et du prix à l'exportation; 2) les ventes utilisées pour procéder à la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation; 3) tous ajustements à apporter pour tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix; et 4) les formules appliquées aux données. Le fait de ne pas fournir ces enseignements pourrait faire qu'une partie intéressée ne soit pas en mesure de défendre ses intérêts au sens de l'article 6.2 et 6.9 parce qu'elle ne serait pas capable d'indiquer suffisamment les mesures, s'il en est, qui sont défavorables à ses intérêts.

V. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 12.2 ET 12.2.2

15. L'article 12.2 oblige les autorités chargées de l'enquête à énoncer "les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par [l']autorité[]

chargée[] de l'enquête". À cette fin, l'article 12.2.2 dispose que l'avis au public ou le rapport distinct de l'autorité concernant une détermination finale positive contiendra "tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ... ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs". Par conséquent, une divulgation par l'autorité chargée de l'enquête, y compris une simple référence aux données dont dispose une partie intéressée, peut ne pas constituer nécessairement une divulgation des "renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales" parce qu'une partie intéressée peut ne pas être en mesure de déterminer, à partir de la référence, si les données dont elle dispose ont été utilisées avec exactitude, ou s'il y avait des erreurs mathématiques dans le calcul effectué à l'aide des données.

16. Tout au moins, les calculs utilisés par l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer les marges de dumping, ainsi que les données sous-tendant les calculs, constituent "des renseignements pertinents, sur des points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales" au sens de l'article 12.2.2. Ces calculs constituent le fondement mathématique permettant de parvenir aux marges de dumping imposées par l'autorité. Ils sont donc très "pertinents" pour la décision d'appliquer des mesures finales et, comme ils sont constitués de données relatives aux ventes et aux frais, et d'utilisations mathématiques de ces données, ils constituent des "points de fait" au sens de l'article 12.2 et 12.2.2.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE

17. Contrairement à ce que la Russie affirme, l'article 2.2.1.1 et 2.2 autorise l'autorité chargée de l'enquête à rejeter ou ajuster des prix ou des frais consignés lorsque la décision en ce sens de l'autorité repose sur une explication motivée et adéquate. Il apparaît qu'aucune des parties ou tierces parties ne conteste que les frais consignés peuvent être rejetés ou ajustés lorsqu'ils constituent des prix de cession internes artificiels entre entités affiliées. Dans une telle situation, lorsqu'un producteur impose à son affilié un prix artificiellement bas pour un intrant de production, l'autorité peut rejeter ou ajuster le prix de cession interne de cet intrant pour tenir compte de son coût réel sur le marché intérieur. Une transaction n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence concernant un intrant utilisé ultérieurement pour produire le bien faisant l'objet d'une procédure antidumping constitue donc un exemple clair de situation dans laquelle l'autorité peut regarder au-delà des registres d'une société interrogée pour déterminer s'ils "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré" au sens de l'article 2.2.1.1.

18. D'après la qualification des faits de l'Ukraine, la situation créée par l'intervention des pouvoirs publics russes est analogue à une transaction n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence parce que le coût consigné du gaz naturel en Russie est fixé par les pouvoirs publics russes et n'est "pas le résultat des forces du marché". Dans ces circonstances, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu constater que le prix du gaz naturel en Russie est un prix artificiel en ce sens qu'il ne tient pas compte raisonnablement du prix qui, autrement, serait déterminé par des interactions indépendantes entre un vendeur et un acheteur sur un marché libre. Cela pourrait constituer une autre pratique, semblable à la consignation de transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence, qui peut affecter la fiabilité des coûts consignés. Par conséquent, ces circonstances pourraient bien constituer un motif justifiant de remplacer ou d'ajuster ce coût au titre de l'article 2.2.1.1, eu égard aux faits de la cause et aux conclusions que l'autorité tire de ces faits.

19. Enfin, comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *UE – Biodiesel*, lorsque l'autorité rejette les données relatives aux frais au titre de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, les renseignements émanant de sources à l'extérieur du pays pourraient être utilisés pour parvenir au coût de production dans le pays d'origine. Dans certaines circonstances, il peut être nécessaire d'adapter la valeur choisie pour refléter les conditions du marché dans le pays d'origine. Cela dit, l'autorité qui le fait ne devrait pas être tenue d'adapter ces coûts d'une manière qui réintroduirait les distorsions qui l'ont amenée à remplacer le coût consigné.

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DES RÉPONSES DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE AUX QUESTIONS

20. Dans sa question, le Groupe spécial demande si "l'autorité chargée de l'enquête [est] autorisée à examiner le caractère raisonnable des frais eux-mêmes". Le postulat sur lequel repose cette question n'est pas compatible avec le texte et la structure de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, ni avec l'idée que se font les États-Unis de l'interprétation correcte de cette disposition.

21. Premièrement, l'expression "frais eux-mêmes" employée dans la question semble impliquer que l'autorité doit par ailleurs limiter son examen aux chiffres consignés dans les livres et registres des producteurs. Cette affirmation est incompatible avec ce qui est prévu à l'article 2.2.1.1, et même contraire à cet article. De fait, l'article 2.2.1.1 dispose de façon affirmative que l'autorité peut examiner si les "registres [du producteur] ... tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". Autrement dit, deux éléments devraient être comparés: 1) les frais consignés devraient être comparés avec 2) les frais (qu'ils figurent ou non quelque part dans les livres et registres du producteur) associés à la production et à la vente du produit considéré. Par conséquent, l'autorité n'est manifestement pas limitée à l'examen des "frais eux-mêmes" qui sont consignés.

22. Deuxièmement, le membre de phrase "caractère raisonnable des frais" est vague et trompeur – ce membre de phrase n'apparaît pas à l'article 2.2.1.1 et n'est pas un élément de ce qui, d'après ce que les États-Unis croient comprendre, constitue l'interprétation correcte de l'article 2.2.1.1. En fait, la question qui se pose dans cette deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 est de savoir si les "registres [du producteur] ... *tiennent compte raisonnablement* des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". Par conséquent, l'application de l'article 2.2.1.1 – contrairement à ce qui est sans doute sous-entendu par la question – ne concerne pas un vague examen du "caractère raisonnable des frais". Il est plutôt axé sur la mesure dans laquelle les chiffres consignés dans les livres et registres correspondent aux frais associés à la production et à la vente du produit en cause.

23. En ce qui concerne l'interprétation donnée par la Norvège de l'article 2.2.1.1, elle ne reflète pas avec exactitude le texte de cet article, en particulier lorsque celui-ci est lu dans son contexte avec l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping. Premièrement, l'article 2.1 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle inclue dans le calcul de la valeur normale uniquement les ventes réalisées "au cours d'opérations commerciales normales". Comme l'Organe d'appel l'a noté, il pourrait y avoir de nombreuses raisons pour lesquelles les ventes du produit similaire, destiné à la consommation dans le pays exportateur, peuvent être incompatibles avec des "pratiques [ou principes] commerciaux "normaux"", et ne constituent donc pas un fondement approprié pour le calcul de la valeur normale.

24. Deuxièmement, lorsqu'il n'y a pas de ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur, ou lorsque ces ventes ne permettent pas une comparaison valable du fait de "la situation particulière du marché" ou du faible volume des ventes sur le marché intérieur, l'article 2.2 prescrit deux autres sources de données qui peuvent permettre une "comparaison valable". Dans les deux cas, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec une "valeur normale" qui reflète des pratiques ou principes commerciaux normaux.

25. Si l'autorité chargée de l'enquête décide de calculer la valeur normale sur la base des données relatives aux frais, l'article 2.2.1.1, conjointement avec l'article 2.2.2, prévoit le cadre pour cette détermination. L'article 2.2.1.1 fait référence aux frais "associés à la production et à la vente du produit considéré". L'expression "associés à" suggère un lien plus général entre les frais pertinents et la production ou la vente du produit considéré, et étaye une conception économique des frais. Conformément à l'article 2.2.1.1 et comme l'Organe d'appel l'a indiqué en conclusion, les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré" doivent être considérés comme désignant "les frais qui ont une véritable relation avec la production et la vente du produit considéré. Cela tient au fait qu'il y a des frais qui, conjointement avec d'autres éléments, constitueraient autrement le fondement du prix [comparable] du produit similaire s'il était vendu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur".

26. Le terme "normalement" tel qu'il figure à l'article 2.2.1.1 donne en outre à penser que cette disposition ne devrait pas être interprétée comme limitant les "frais" à ceux qui sont réellement engagés. Les définitions du terme "normally" (normalement) incluent "in a regular manner" (d'une manière régulière), "under ... ordinary conditions" (dans des conditions ... ordinaires) ou "as a rule, ordinarily" (en règle générale, ordinairement). Le terme "normalement" indique donc qu'il peut y avoir des conditions dans lesquelles les frais ne devraient pas être calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête.

27. Enfin, l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel* a confirmé que l'autorité, pour déterminer si les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête tenaient compte raisonnablement des coûts de production, pouvait "examiner la fiabilité et l'exactitude des frais consignés dans les registres des producteurs/exportateurs" pour déterminer, en particulier, si tous les frais engagés [étaient] pris en compte; si les frais engagés [avaient] été surévalués ou sous-évalués; et si des transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence ou d'autres pratiques affect[aient] la fiabilité des frais consignés".

28. En résumé, l'article 2.2.1.1 ne peut pas être interprété de façon à ce que les frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête soient acceptés sans le moindre examen. Au contraire, l'autorité peut examiner ces registres. Cet examen peut inclure, entre autres, la prise en compte de la question de savoir si les frais consignés par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête ne "tiennent [pas] compte raisonnablement" des frais économiques réels associés à la production et à la vente du produit considéré. Dans une telle situation, une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective serait fondée, au titre de l'Accord antidumping, à rejeter ou ajuster un coût qui ne reflète pas une pratique ou un principe commercial normal, pour autant que sa détermination repose sur une explication motivée et adéquate.

ANNEXE D

COMMUNICATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe D-1	Communication datée du 23 août 2017 concernant les délais fixés dans le calendrier pour le présent différend	90
Annexe D-2	Communication datée du 23 août 2017 concernant le premier résumé analytique intégré de l'Ukraine	91
Annexe D-3	Communication datée du 30 août 2017	92
Annexe D-4	Communication datée du 12 septembre 2017	93
Annexe D-5	Communication datée du 21 septembre 2017	95
Annexe D-6	Communication datée du 16 octobre 2017	96

ANNEXE D-1

COMMUNICATION DATÉE DU 23 AOÛT 2017 CONCERNANT LES DÉLAIS FIXÉS DANS LE CALENDRIER POUR LE PRÉSENT DIFFÉREND

Dans la présente communication, nous examinons les points soulevés par le refus de l'Ukraine de présenter une réponse écrite aux questions que la Fédération de Russie (Russie) lui a posées après la première réunion de fond, au motif qu'elle n'a pas reçu ces questions de la Russie avant 17 heures à la date fixée dans le calendrier. Pour examiner ces points, nous avons pris en compte les observations formulées par l'Ukraine et la Russie en la matière, y compris celles qui ont été présentées le 18 août 2017.

Nous rappelons que la date butoir fixée dans le calendrier pour la présentation des questions que chaque partie souhaitait poser à l'autre, après la première réunion de fond et auxquelles elle souhaitait qu'il soit répondu par écrit était le 28 juillet 2017 à 17 heures. La date butoir pour la présentation de la réponse écrite à ces questions par l'autre partie était le 14 août 2017 à 17 heures. Les procédures de travail adoptées dans le présent différend prescrivent que les parties déposent toutes les communications, y compris les questions écrites à l'autre partie, auprès du greffe numérique du règlement des différends (GNRD), qui est la plate-forme électronique utilisée par le Secrétariat de l'OMC pour les dépôts officiels dans le présent différend.¹

Le 28 juillet 2017 à 18h47, la Russie nous a informés par courriel que, bien qu'elle ait téléchargé ses questions à l'Ukraine le 28 juillet 2017 à 16h57, en raison d'une erreur technique dans le GNRD, ces questions n'avaient pas été communiquées aux autres utilisateurs, y compris l'Ukraine, à ce moment-là.² Elle a en outre expliqué que lorsqu'elle s'était rendu compte de cette erreur technique, elle avait téléchargé à nouveau ces questions dans le GNRD le 28 juillet 2017 à 17h57. Le registre du temps du GNRD montre que les questions ont été mises à la disposition des autres utilisateurs, y compris l'Ukraine, à 17h57. L'Ukraine ne dit rien d'autre. Donc, elle a eu accès à ces questions le 28 juillet, mais 57 minutes après la limite fixée à 17 heures. De plus, elle a reçu copie du courriel de la Russie et a donc eu connaissance le 28 juillet 2017 des explications de la Russie concernant ce retard.

À aucun moment l'Ukraine n'a formulé d'objection concernant ce retard de 57 minutes, avant l'expiration, le 14 août 2017, du délai fixé pour la réception de sa réponse écrite aux questions posées par la Russie, ni ne nous a informés qu'elle ne déposerait pas sa réponse en raison de ce retard. Nous avons été informés de sa décision de ne pas déposer cette réponse le 15 août 2017 seulement, lorsque l'Ukraine, répondant à une demande du Secrétariat, a déclaré qu'elle ne déposerait pas cette réponse étant donné qu'elle n'avait pas reçu les questions de la Russie avant la date butoir.

Dans ces circonstances, nous déplorons profondément que l'Ukraine ait décidé de façon unilatérale de ne pas déposer sa réponse en raison de ce retard et n'ait pas ensuite fait part de sa décision sur ce point au Groupe spécial et à la Russie en temps voulu. Nous déplorons également que, bien qu'elle ait eu suffisamment de temps pour le faire, l'Ukraine n'ait pas formulé ses objections concernant le retard subi dans l'accès aux questions de la Russie en temps opportun.

Néanmoins, ayant examiné les observations des parties sur ce point, et compte tenu du retard minime subi par l'Ukraine dans l'accès à ces questions, le Groupe spécial demande à cette dernière de fournir sa réponse écrite aux questions que la Russie lui a posées le 28 juillet 2017, **avant le 25 août 2017, 17 heures**. Le Groupe spécial ne fera droit à aucune demande de prorogation de ce délai.

¹ Procédures de travail, paragraphe 26. Ce paragraphe définit aussi les circonstances dans lesquelles les dépôts officiels peuvent être faits au moyen d'un système autre que le GNRD.

² Nous n'avons pas de raison de mettre en doute les explications de la Russie au sujet de l'erreur technique concernant le GNRD, et il apparaît bien que le GNRD n'a pas communiqué aux autres utilisateurs ces questions écrites le 28 juillet 2017 à 17 heures, en raison d'une difficulté technique dans le système. La difficulté était qu'au lieu de communiquer les questions initialement téléchargées par la Russie aux autres utilisateurs, y compris l'Ukraine, le 28 juillet 2017 à 17 heures, le système GNRD a appliqué de façon incorrecte une date limite de communication différente, soit le 24 novembre 2017 à 17 heures.

ANNEXE D-2

COMMUNICATION DATÉE DU 23 AOÛT 2017 CONCERNANT LE PREMIER RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DE L'UKRAINE

Le Groupe spécial prend acte des précisions données par l'Ukraine le 21 août 2017, selon lesquelles dans le cadre de son premier résumé analytique intégré, elle a présenté i) un résumé analytique de sa première communication écrite et ii) un résumé analytique de sa déclaration orale. La longueur totale de ces deux documents, à l'exclusion des pages de couverture, dépasse 15 pages.

Le paragraphe 20 des procédures de travail indique que chaque "résumé analytique intégré ne comportera pas plus de 15 pages". Par conséquent, la communication de l'Ukraine à cet égard dépasse le nombre de pages maximal fixé dans les procédures de travail.

Comme l'Ukraine a présenté deux résumés analytiques séparés dans le cadre de son résumé analytique intégré, et compte tenu du fait que les deux documents pris ensemble dépassent le nombre de pages maximal indiqué dans les procédures de travail, le Groupe spécial acceptera un seul des deux résumés analytiques déposés par l'Ukraine en tant que résumé analytique intégré aux fins du paragraphe 20 des procédures de travail. Veuillez faire savoir au Groupe spécial avant **le 28 août 2017, 17 heures** lequel des deux résumés analytiques déposés par l'Ukraine devrait être considéré par le Groupe spécial comme étant le premier résumé analytique intégré aux fins du paragraphe 20 des procédures de travail.

Aucune nouvelle communication ne peut être présentée à ce stade dans le cadre du premier résumé analytique intégré.

ANNEXE D-3

COMMUNICATION DATÉE DU 30 AOÛT 2017

Le Groupe spécial prend acte du message de l'Ukraine en date du 29 août 2017 selon lequel cette dernière n'a pas eu accès au système GNRD du 24 au 28 août 2017, pour cause de jours fériés en Ukraine entre le 24 et le 27 août et en raison de problèmes techniques concernant l'accès au GNRD le 28 août. Par conséquent, l'Ukraine n'a pas pu avoir accès aux communications envoyées par le Groupe spécial le 23 août 2017 aux alentours de 20h14 (heure de Genève), y compris la communication dans laquelle il lui était demandé de répondre aux questions écrites que la Russie lui avait posées après la première réunion de fond, avant **le 28 août 2017 à 17 heures**.

Le Groupe spécial rappelle que, dans sa communication, il avait indiqué qu'il ne ferait droit à aucune demande de prorogation du délai expirant le 28 août à 17 heures accordé à l'Ukraine pour répondre aux questions écrites de la Russie. Toutefois, il prend acte des difficultés particulières auxquelles l'Ukraine s'est heurtée et qui l'ont empêchée de déposer sa réponse dans le délai fixé. Il demande à l'Ukraine de fournir sa réponse écrite aux questions posées par la Russie le 28 juillet 2017, au plus tard **le vendredi 1^{er} septembre à 17 heures**, conformément au paragraphe 26 des procédures de travail.

En fixant ce nouveau délai, le Groupe spécial a tenu compte du fait que la date butoir initiale pour répondre à ces questions était le 14 août 2017, que l'Ukraine avait choisi de ne pas présenter sa réponse à cette date parce qu'elle avait eu accès à ces questions avec 57 minutes de retard, et qu'elle n'avait pas informé le Groupe spécial de sa décision de ne pas déposer de réponse pour cette raison avant le 15 août 2017.

Le Groupe spécial prend également acte de la communication de l'Ukraine selon laquelle le résumé analytique intégré de ses déclarations orales devrait être considéré comme le premier résumé analytique intégré aux fins du présent différend.

ANNEXE D-4

COMMUNICATION DATÉE DU 12 SEPTEMBRE 2017

Ayant examiné la communication de la Russie en date du 6 septembre 2017, ainsi que les communications auxquelles elle renvoie, le Groupe spécial a décidé ce qui suit:

2 PROROGATION DU DÉLAI POUR LE DÉPÔT DE LA COMMUNICATION PRÉSENTÉE À TITRE DE RÉFUTATION (DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE)

Le Groupe spécial prend acte de la préoccupation de la Russie concernant le fait que, bien que la date butoir pour la réponse écrite de l'Ukraine aux questions que la Russie lui a posées après la première réunion de fond était fixée au 14 août 2017, les réponses ont finalement été déposées le 1^{er} septembre 2017. Les raisons de ce retard et les décisions du Groupe spécial à cet égard sont exposées dans les communications du Groupe spécial du 23 août 2017 et du 30 août 2017.

La Russie affirme que ce retard l'a privée d'une possibilité adéquate de présenter sa communication à titre de réfutation, laquelle, conformément au calendrier, devait être déposée pour le 15 septembre 2017. Elle demande au Groupe spécial de proroger le délai pour le dépôt de la communication présentée à titre de réfutation jusqu'au 25 septembre 2017.

Après examen des raisons avancées par la Russie concernant sa demande de prorogation, le Groupe spécial accepte de proroger le délai pour le dépôt par la Russie et l'Ukraine des communications présentées à titre de réfutation jusqu'au **25 septembre 2017, 17 heures**.

3 PRÉOCCUPATIONS DE LA RUSSIE CONCERNANT LA COMMUNICATION DU GROUPE SPÉCIAL DU 23 AOÛT 2017

Le Groupe spécial fait référence à la déclaration de la Russie dans sa communication du 6 septembre 2017 au sujet des profondes préoccupations que lui inspire le libellé utilisé dans la communication du Groupe spécial du 23 août 2017 pour qualifier la situation qui s'est présentée en relation avec la réponse de l'Ukraine aux questions de la Russie. La Russie n'indique pas le libellé spécifique qui la préoccupe dans cette communication, mais demande au Groupe spécial de noter, aux fins du dossier du présent différend, qu'elle a respecté le délai prévu pour la présentation de ses questions à l'autre partie. Elle souhaite, entre autres, que dans le rapport du Groupe spécial, une correction soit apportée pour faire ressortir qu'elle a respecté le délai prévu pour la présentation de ses questions à l'autre partie après la première réunion de fond.

De l'avis du Groupe spécial, sa communication du 23 août 2017 ne donne pas à penser que la Russie n'a pas déposé les questions qu'elle a posées à l'Ukraine après la première réunion de fond avant la date butoir du 28 juillet 2017, 17 heures. Au contraire, la communication fait état de la déclaration faite par la Russie dans son courriel du 28 juillet 2017, selon laquelle elle a téléchargé ces questions le 28 juillet 2017 à 16h57, c'est-à-dire avant la limite de 17 heures, et qu'en raison d'une erreur technique dans le GNRD, ces questions n'ont pas été communiquées aux autres utilisateurs, y compris l'Ukraine, à ce moment-là. Dans la note de bas de page 2 de la communication, le Groupe spécial affirme qu'il n'a pas de raison de mettre en doute les explications de la Russie au sujet de l'erreur technique concernant le GNRD et précise en outre qu'il apparaît bien que le "GNRD n'a pas communiqué aux autres utilisateurs ces questions écrites le 28 juillet 2017" à 17 heures, en raison d'une "difficulté technique dans le système". Par conséquent, nous considérons qu'il ressort clairement de la communication qu'en raison d'une difficulté technique dans le GNRD, et non en raison d'une erreur de la Russie, l'Ukraine a eu accès aux questions à 17h57 au lieu de 17 heures. La communication fait également état d'un retard de 57 minutes dans l'"accès" aux questions par l'Ukraine et non dans le dépôt de ces questions par la Russie.

Par conséquent, dans la mesure où la Russie craint que la communication du Groupe spécial du 23 août 2017 donne à penser que la Russie n'a pas déposé les questions posées à l'Ukraine après la première réunion de fond avant la date butoir du 28 juillet 2017, 17 heures, le Groupe spécial

ne partage pas la préoccupation de la Russie et ne juge pas qu'une quelconque révision de cette communication soit nécessaire.

Les questions de procédure soulevées dans le présent différend, y compris celle-ci, seront consignées de manière appropriée dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial.

4 PROPOSITION DE MODIFICATION DES PROCÉDURES DE TRAVAIL

Le Groupe spécial propose une modification des procédures de travail concernant le présent différend pour faire face plus spécifiquement aux situations dans lesquelles une partie télécharge des communications ou des pièces dans le GNRD sans aucun problème technique apparent, alors que d'autres utilisateurs, y compris l'autre partie, n'ont pas accès à ces documents en raison, entre autres, de difficultés techniques concernant le GNRD.

En particulier, le Groupe de travail propose d'ajouter la note de bas de page suivante (soulignée) au paragraphe 26 a) des procédures de travail:

Chaque partie ou tierce partie soumettra tous les documents au Groupe spécial en les déposant auprès du greffe numérique du règlement des différends (GNRD) avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial. La version électronique téléchargée dans le GNRD constituera la version officielle aux fins du dossier du différend. Le téléchargement dans le GNRD constituera également la signification électronique des documents au Groupe spécial, à l'autre partie et aux tierces parties.¹ Au cas où une partie ou tierce partie ne serait pas en mesure de respecter la limite de 17 heures en raison de problèmes techniques lors du téléchargement de ces documents dans le GNRD, la partie ou tierce partie concernée prendra contact sans tarder avec le greffe du règlement des différends et fournira par courriel une version électronique de tous les documents devant être présentés au Groupe spécial, à l'exception des pièces, quelles qu'elles soient. Ce courriel sera adressé à DSRegistry@wto.org et à l'autre partie ainsi que, selon qu'il sera approprié, aux tierces parties. Les documents envoyés par courriel seront déposés au plus tard à 17h30 à la date fixée. Les pièces seront aussi déposées auprès du greffe du règlement des différends (bureau n° 2047) et fournies à l'autre partie ainsi que, selon qu'il sera approprié, aux tierces parties au plus tard à 17h30, mais elles seront fournies sur un CD-ROM, un DVD ou une clé USB, conjointement avec le formulaire pour le dossier électronique du GNRD.

1 Lorsqu'une partie téléchargera un document dans le GNRD, conformément au présent paragraphe, elle enverra également dans le GNRD, par l'intermédiaire du Secrétariat, un message au Groupe spécial et à l'autre partie qui identifiera le document, y compris les pièces téléchargées. L'autre partie avertira, par l'intermédiaire du GNRD, le greffe du règlement des différends et la partie ayant téléchargé le document, dans les moindres délais et, en tout cas, au plus tard à 17 heures le jour ouvrable suivant, si elle n'a pas accès à l'un quelconque des documents identifiés dans ce message.

Les parties sont priées de présenter leurs observations sur la proposition de modification des procédures de travail avant le **15 septembre 2017, 17 heures**.

ANNEXE D-5

COMMUNICATION DATÉE DU 21 SEPTEMBRE 2017

Conformément à la communication de la Russie du 6 septembre 2017, le Groupe spécial a proposé une modification des procédures de travail concernant le présent différend pour faire face plus spécifiquement aux situations dans lesquelles une partie télécharge des communications et/ou des pièces dans le GNRD sans aucun problème technique apparent, alors que d'autres utilisateurs, y compris l'autre partie, n'ont pas accès à ces documents en raison, entre autres, de difficultés techniques concernant le GNRD. Le Groupe spécial a invité les parties à présenter des observations sur cette proposition de modification le 12 septembre 2017.

Ayant examiné les réponses des parties le 15 septembre 2017, le Groupe spécial a modifié les procédures de travail en ajoutant une note de bas de page au paragraphe 26 a). Aucune autre modification n'a été apportée aux procédures de travail. Les procédures de travail révisées ont été téléchargées dans le GNRD.

ANNEXE D-6

COMMUNICATION DATÉE DU 16 OCTOBRE 2017

Ayant examiné les demandes présentées par la Fédération de Russie (Russie) dans sa lettre du 29 septembre 2017 et les observations formulées par l'Ukraine le 10 octobre 2017 concernant ces demandes, le Groupe spécial a décidé ce qui suit:

- a. Le Groupe spécial rejette la demande de la Russie visant à ce qu'il soit demandé à l'Ukraine, conformément à l'article 13 du Mémoire d'accord, de communiquer la version confidentielle complète des réponses au questionnaire déposées par la branche de production nationale, y compris toutes les pièces y relatives, ou du moins les renseignements figurant dans les sections 4.2, 7 et 8 de ces réponses au questionnaire, étant donné qu'il n'estime pas nécessaire de demander ces renseignements à ce stade.
- b. Le Groupe spécial prend acte des objections de la Russie à la désignation par l'Ukraine des pièces UKR-42, UKR-53, UKR-54 et UKR-55 comme RCC.

S'agissant de la pièce UKR-42, l'Ukraine reconnaît que cette pièce a été désignée comme RCC par inadvertance. Compte tenu de cela, le Groupe spécial ne traitera pas la pièce UKR-42 comme des RCC, conformément aux procédures RCC.

En ce qui concerne les pièces UKR-53, UKR-54 et UKR-55, le Groupe spécial note que, conformément au paragraphe 3 des procédures RCC, pour décider "si les renseignements visés par une objection doivent être traités comme des RCC aux fins de la présente procédure de groupe spécial, le Groupe spécial examinera si la divulgation des renseignements en question pourrait causer un préjudice grave aux intérêts de celui ou de ceux qui les ont fournis". L'Ukraine invoque l'article 32 de sa loi antidumping intérieure pour justifier la désignation de ces pièces comme RCC.

Le Groupe spécial a l'intention de poser des questions aux parties à la deuxième réunion de fond afin de rendre plus claire cette justification avancée par l'Ukraine et de se prononcer ensuite sur le point de savoir si les pièces UKR-53, UKR-54 et UKR-55 devraient continuer d'être traitées comme des RCC aux fins de la présente procédure. En attendant la décision du Groupe spécial à cet égard, les parties devraient continuer de traiter ces pièces comme des RCC.

- c. Le Groupe spécial prend note de la demande de la Russie visant à ce qu'il oblige l'Ukraine à présenter une traduction complète en anglais des pièces UKR-46A, UKR-47A, UKR-48-A et UKR-49A, qui sont rédigées en ukrainien. Il rappelle que ces pièces ont été présentées par l'Ukraine dans ses réponses écrites aux questions posées par la Russie après la première réunion de fond. L'Ukraine a déposé certaines parties de ces pièces en anglais parce qu'elle considérait que certaines parties seulement de ces pièces étaient pertinentes pour répondre aux questions de la Russie. La traduction partielle en anglais figure dans les pièces UKR-46B, UKR-47B, UKR-48B et UKR-49B.

Dans ses réponses, l'Ukraine a également déposé la pièce UKR-50 et a indiqué que cette pièce donnait un aperçu des parties des pièces UKR-46 à UKR-49 pour lesquelles la confidentialité avait été demandée par les producteurs nationaux concernés. Le Groupe spécial note que les renvois dans la pièce UKR-50 semblent se rapporter à la version ukrainienne des pièces, et non à la version anglaise.

De l'avis du Groupe spécial, bien qu'il appartienne à chaque partie de décider de la façon de répondre aux questions posées par l'autre partie, ces réponses doivent être déposées conformément aux procédures de travail. À cet égard, le paragraphe 9 des procédures de travail dispose que "[d]ans les cas où la langue originale des pièces n'est pas une langue de travail de l'OMC, la partie ou tierce partie présentant ces pièces en produira en même temps une traduction dans la langue de travail de l'OMC dans laquelle elle aura rédigé la communication".

Compte tenu du fait que les pièces UKR-46A, UKR-47A, UKR-48A et UKR-49A ne sont pas rédigées dans une langue officielle de l'OMC, le Groupe spécial limitera son examen aux parties des pièces qui ont été déposées en anglais, à savoir les pièces UKR-46B, UKR-47B, UKR-48B et UKR-49B. Si l'Ukraine souhaite que le Groupe spécial tienne compte de toute autre partie de ces pièces, en totalité ou en partie, elle devrait déposer ces pièces dans une langue de travail de l'OMC, conformément au paragraphe 9 des procédures de travail.

ANNEXE E

RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réexamen intérimaire	99

ANNEXE E-1

RÉEXAMEN INTÉIMAIRE

1 INTRODUCTION

1. Conformément à l'article 15:3 du Mémoire d'accord, la présente annexe contient notre examen des arguments avancés durant la phase de réexamen intérimaire. Nous avons révisé certains aspects du rapport intérimaire pour tenir compte des observations des parties. De plus, nous avons effectué certaines modifications rédactionnelles afin d'améliorer la clarté et l'exactitude du rapport final, ou de corriger des erreurs typographiques et des erreurs ne portant pas sur le fond, y compris celles qui ont été suggérées par les parties. Les numéros des notes de bas de page du rapport final ont changé en raison de ces révisions. Les numéros des notes de bas de page indiqués dans la présente annexe renvoient à ceux du rapport final, mais nous avons aussi indiqué les numéros des notes de bas de page du rapport intérimaire lorsqu'ils différaient de ceux du rapport final. Les numéros des paragraphes du rapport final restent inchangés.

2 DEMANDES SPÉCIFIQUES DE RÉEXAMEN PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

2.1 Paragraphe 7.62

2. La Russie nous demande de modifier ce paragraphe pour rendre compte avec exactitude de ses arguments au titre de l'article 11.1 de l'Accord antidumping.¹ L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie parce qu'elle estime qu'elle est dénuée de fondement.²

3. Nous avons effectué des modifications mineures pour rendre compte plus fidèlement du libellé effectivement utilisé par la Russie dans ses communications. Toutefois, nous ne jugeons pas nécessaire de modifier ce paragraphe de la manière proposée par la Russie car nous considérons que les modifications que nous avons effectuées sont suffisantes pour rendre compte avec exactitude des arguments de la Russie.

2.2 Paragraphe 7.64, note de bas de page 107

4. La Russie nous demande d'ajouter deux phrases additionnelles à la note de bas de page 107 relative au paragraphe 7.64 afin de rendre compte de deux arguments additionnels.³ Premièrement, elle affirme que dans la note de bas de page 294 de sa deuxième communication écrite elle a mis en doute l'exactitude des frais de transport utilisés par le MEDT de l'Ukraine pour calculer le prix de substitution pour le gaz, et nous demande de rendre compte de cet argument dans le rapport final. Deuxièmement, elle nous demande de rendre compte de son argument selon lequel le prix de substitution pour le gaz ne pouvait pas être considéré comme étant le prix du gaz en Russie. L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie car la note de bas de page originale du rapport intérimaire était claire et correcte.⁴ Elle affirme aussi que les arguments mentionnés par la Russie ont été présentés à un stade tardif de la procédure de groupe spécial, et ne devraient donc pas être acceptés.⁵

5. Nous considérons que les ajouts demandés par la Russie ne sont pas nécessaires. Nous notons que les parties sont libres de rendre compte de leurs arguments dans leurs résumés analytiques, annexés au rapport final, comme elles l'entendent, et nous ne voyons aucune raison de reproduire ces arguments spécifiques dans le rapport final. Nous notons également que le second argument est exposé de manière adéquate au paragraphe 7.94 du présent rapport. Par conséquent, nous rejetons la demande de la Russie.

¹ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 2.

² Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 3.

³ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 3.

⁴ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 5.

⁵ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 5.

2.3 Paragraphes 7.71, 7.95 et 7.99

6. La Russie nous demande d'effectuer certaines modifications pour refléter avec exactitude le texte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.⁶ L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie parce qu'elle ne voit aucun problème dans ces paragraphes.⁷

7. Nous avons effectué les modifications suggérées par la Russie pour refléter avec exactitude le texte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

2.4 Paragraphe 7.74

8. L'Ukraine nous demande de rendre compte dans le rapport final des raisons additionnelles qu'elle a présentées dans ses communications, hormis la position dominante de Gazprom sur le marché intérieur russe, pour lesquelles les prix du gaz fixés par d'autres fournisseurs indépendants en Russie étaient alignés sur le prix du gaz de Gazprom.⁸ La Russie nous demande de rejeter la demande de l'Ukraine parce que le rapport intérimaire rend exactement et pleinement compte de la position de l'Ukraine sur la question.⁹ Elle affirme aussi que, contrairement à ce que l'Ukraine allègue dans sa demande, la position dominante de Gazprom sur le marché intérieur russe était la seule raison du comportement allégué en matière de fixation des prix des fournisseurs de gaz indépendants que l'Ukraine a fourni dans ses communications.¹⁰

9. Nous rejetons la demande de l'Ukraine car nous ne jugeons pas nécessaire de rendre compte de ces raisons additionnelles présentées par l'Ukraine étant donné qu'elles n'ajoutent pas à la clarté ou à l'exactitude du rapport final, qui rend déjà compte des principaux arguments de l'Ukraine sur cette question.¹¹

2.5 Paragraphe 7.75

10. La Russie nous demande d'effectuer trois modifications spécifiques pour rendre compte avec plus d'exactitude de ses arguments. Premièrement, elle nous demande de remplacer le terme "fournissaient" par le terme "constituaient" pour rendre compte avec plus d'exactitude du libellé qu'elle a utilisé dans ses communications.¹² Deuxièmement, elle nous demande d'ajouter une note de bas de page à ce paragraphe pour rendre compte de certains arguments qu'elle a formulés dans ses communications.¹³ Troisièmement, elle nous demande de modifier la note de bas de page 129 relative au paragraphe 7.75 pour rendre compte du "point focal" de sa position selon lequel "tous les arguments, raisons et éléments de preuve de l'Ukraine relatifs au coût de production d'un intrant utilisé pour la fabrication du produit considéré sont dénués de pertinence pour le présent différend".¹⁴ L'Ukraine indique que le rapport intérimaire rend déjà compte des arguments de la Russie sur ce point, estime qu'aucune autre modification ou ajout à ce paragraphe n'est nécessaire, et nous demande de ne pas ajouter de note de bas de page à ce paragraphe, comme la Russie le demande.¹⁵

11. Nous avons effectué la première modification proposée par la Russie pour rendre compte plus fidèlement du libellé qu'elle a utilisé dans ses communications. Nous nous abstenons d'effectuer les deuxième et troisième modifications proposées par la Russie car nous ne jugeons pas nécessaire de rendre compte de ces arguments dans le rapport final. Les parties, comme il est indiqué plus haut, sont libres de rendre compte de leurs arguments dans leurs résumés analytiques, comme elles l'entendent.

⁶ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 5.

⁷ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 7.

⁸ Ukraine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 5.

⁹ Russie, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Ukraine, paragraphe 4.

¹⁰ Russie, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Ukraine, paragraphe 7.

¹¹ Comme il est indiqué dans la note de bas de page 159 du rapport, le MEDT de l'Ukraine n'a pas constaté que les prix du gaz des fournisseurs indépendants étaient alignés sur le prix du gaz de Gazprom. L'Ukraine n'a pas laissé entendre dans ses observations sur le rapport intérimaire que le MEDT de l'Ukraine avait effectivement formulé une telle constatation. Par conséquent, les raisons additionnelles fournies par l'Ukraine ne sont pas indispensables pour notre évaluation et nos constatations.

¹² Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 7.

¹³ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 8.

¹⁴ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 9.

¹⁵ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 9.

2.6 Paragraphe 7.80

12. La Russie nous demande de supprimer une partie de la quatrième phrase de ce paragraphe pour éviter toutes suppositions fondées sur des situations hypothétiques qui ne sont pas nécessaires pour que le présent différend soit réglé efficacement et qui, à son avis, peuvent avoir des effets considérables et prêtant à confusion bien au-delà de la portée du présent différend.¹⁶ L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie.¹⁷

13. Nous notons que nous avons formulé l'observation évoquée par la Russie en rejetant, parce qu'il constituait une justification *a posteriori*, l'argument de l'Ukraine fondé sur l'utilisation du terme "normalement" à l'article 2.2.1.1. Nous avons limité notre examen aux arguments des parties concernant la deuxième condition de l'article 2.2.1.1 et n'avons formulé aucun avis sur la question de savoir si le rejet par l'autorité chargée de l'enquête de certains frais engagés par un exportateur ou un producteur pouvait être justifié sur la base de l'utilisation du terme "normalement" à l'article 2.2.1.1. Par conséquent, nous ne considérons pas que nos observations auront les effets "considérables et prêtant à confusion" envisagés par la Russie, et celle-ci n'explique pas pourquoi nos observations auront ces effets. De plus, nous notons que la suppression d'une partie de la quatrième phrase de la manière proposée par la Russie rendra la phrase moins claire. Par conséquent, nous rejetons la demande de la Russie.

2.7 Paragraphe 7.82

14. La Russie nous demande d'ajouter certains éléments à ce paragraphe pour bien rendre compte de ses arguments.¹⁸ L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie.¹⁹

15. Nous rejetons la demande de la Russie car les ajouts qu'elle propose ne sont pas nécessaires, et affecteront aussi la clarté du rapport final.

2.8 Paragraphe 7.83

16. La Russie nous demande d'ajouter une note de bas de page à ce paragraphe pour rendre pleinement compte de ses arguments.²⁰ L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie.²¹

17. Nous rejetons la demande de la Russie car les ajouts qu'elle propose ne sont pas nécessaires, et affecteront aussi la clarté du rapport final.

2.9 Paragraphe 7.88

18. La Russie nous demande d'effectuer certaines modifications au paragraphe 7.88 pour rendre compte avec exactitude des faits du présent différend.²² En particulier, elle fait objection à la partie de ce paragraphe où, tout en rappelant le fondement factuel des constatations du MEDT de l'Ukraine exposé au paragraphe 7.73 du rapport intérimaire, nous avons indiqué que ce dernier avait constaté que les prix du gaz sur le marché intérieur russe n'étaient pas fondés "sur des considérations commerciales" en raison de la réglementation des prix intérieurs du gaz national en Russie par les pouvoirs publics.²³ La Russie estime que le MEDT de l'Ukraine a uniquement fait référence à l'absence de "considérations commerciales" dans les prix du gaz fixés en Russie lorsqu'il a évoqué les discussions des Membres de l'OMC durant le processus d'accession de la Russie à l'OMC.²⁴ Ainsi, à son avis, le MEDT de l'Ukraine n'a formulé aucune constatation en tant

¹⁶ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 10.

¹⁷ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 11.

¹⁸ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 11.

¹⁹ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 13.

²⁰ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 12.

²¹ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 15.

²² Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 13.

²³ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 13.

²⁴ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 13.

que telle établissant que les prix du gaz en Russie n'étaient pas fixés sur la base de considérations commerciales. L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie.²⁵

19. Nous rappelons qu'en exposant le fondement factuel des constatations du MEDT de l'Ukraine au paragraphe 7.73 du rapport intérimaire en ce qui concerne les ajustements des frais, nous avons noté la constatation de ce dernier selon laquelle le prix du gaz sur le marché intérieur russe n'était pas un "prix du marché", car l'État contrôlait le prix du gaz. Toutefois, en renvoyant, au paragraphe 7.88, au fondement factuel des constatations du MEDT de l'Ukraine exposé au paragraphe 7.73, nous avons indiqué qu'il avait constaté que le prix en Russie n'était pas fondé sur des "considérations commerciales". Par souci d'uniformité dans notre utilisation de la terminologie dans le rapport final, et spécifiquement aux paragraphes 7.73 et 7.88, nous avons supprimé la référence à un prix non fondé sur des considérations commerciales au paragraphe 7.88. Au lieu de cela, nous notons au paragraphe 7.88, comme nous l'avons fait au paragraphe 7.73, que le MEDT de l'Ukraine a constaté que le prix du gaz en Russie n'était pas un prix du marché. Cette modification n'affecte pas notre analyse en ce qui concerne l'allégation de la Russie au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

2.10 Paragraphe 7.89

20. La Russie nous demande d'insérer des guillemets autour des termes "normales" ou "circonstances normales" à la troisième phrase du paragraphe 7.89 de façon à clarifier que ces termes désignent les propres vues de l'Ukraine sur la question. Elle nous demande aussi d'ajouter une référence à la première communication écrite de l'Ukraine à la fin de ce paragraphe.²⁶ L'Ukraine ne formule pas d'observation sur cette demande.

21. La troisième phrase du paragraphe 7.89 reflète notre propre évaluation, et non les arguments de l'Ukraine. Par conséquent, nous ne jugeons pas nécessaire de citer la première communication écrite de l'Ukraine à la fin de cette phrase, ou d'ajouter les guillemets suggérés par la Russie. Néanmoins, nous avons légèrement modifié cette phrase afin de rendre notre analyse plus claire.

2.11 Paragraphe 7.90

22. La Russie nous demande d'insérer une note de bas de page après la première phrase du paragraphe 7.90 pour rendre compte d'un argument additionnel qu'elle a formulé.²⁷ L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie.²⁸

23. Les ajouts proposés par la Russie ne sont pas indispensables pour notre évaluation et nos constatations, et n'éclaircissent pas davantage le rapport final. Par conséquent, nous rejetons la demande de la Russie.

2.12 Paragraphe 7.93

24. La Russie nous demande d'ajouter des références à la note de bas de page 165 relative au paragraphe 7.93 afin que les références aux arguments de la Russie soient exhaustives et exactes.²⁹ L'Ukraine ne formule pas d'observation sur cette demande.

25. Nous avons ajouté les références suggérées par la Russie.

2.13 Paragraphe 7.94

26. La Russie nous demande d'ajouter certains éléments à ce paragraphe pour rendre compte d'une manière plus exhaustive de ses arguments.³⁰ L'Ukraine nous demande de rejeter cette demande.³¹

²⁵ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 17.

²⁶ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 14.

²⁷ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 15.

²⁸ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 19.

²⁹ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 16.

³⁰ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 17.

³¹ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 21.

27. Nous rejetons la demande de la Russie car les arguments proposés sont exposés d'une manière adéquate dans d'autres parties de ce rapport.³²

2.14 Paragraphe 7.104

28. La Russie nous demande d'ajouter certains éléments à ce paragraphe pour rendre compte d'une manière plus exhaustive de ses arguments en ce qui concerne son allégation au titre de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping.³³ L'Ukraine nous demande de rejeter cette demande.³⁴

29. Les ajouts proposés par la Russie ne sont pas indispensables pour notre évaluation et nos constatations. Par conséquent, nous rejetons la demande de la Russie.

2.15 Paragraphe 7.105

30. La Russie nous demande d'ajouter certaines références à la note de bas de page 188 relative au paragraphe 7.105 afin que les références aux arguments de la Russie soient plus exhaustives et exactes.³⁵ L'Ukraine ne formule pas d'observation sur cette demande.

31. Nous avons ajouté les références suggérées par la Russie.

2.16 Paragraphe 7.125

32. La Russie nous demande d'inclure une référence à l'article 2.2 de l'Accord antidumping au paragraphe 7.125.³⁶ L'Ukraine ne formule pas d'observation sur cette demande.

33. Nous avons ajouté une référence à l'article 2.2 de l'Accord antidumping à ce paragraphe conformément à la demande de la Russie.

2.17 Paragraphe 7.128

34. La Russie nous demande d'insérer une note de bas de page dans ce paragraphe reflétant des références additionnelles aux communications de la Russie afin que les références à ses arguments soient exhaustives et exactes.³⁷ L'Ukraine ne formule pas d'observation sur cette demande.

35. Nous avons inséré une nouvelle note de bas de page (note de bas de page 225) reflétant les références additionnelles suggérées par la Russie.

2.18 Section 7.5

36. L'Ukraine observe que la section 7.5 ne contient pas: a) une description détaillée concernant la compétence des tribunaux ukrainiens dans l'ordre juridique ukrainien; ni b) de référence au fait que les tribunaux ukrainiens ont confirmé que le MEDT de l'Ukraine avait inclus à juste titre EuroChem dans les réexamens correspondants.³⁸ Elle nous demande d'ajouter ces descriptions au rapport final. La Russie nous demande de rejeter les demandes de l'Ukraine. En particulier, elle estime que les demandes de l'Ukraine sont peu claires, vagues et imprécises, et considère que ces demandes vont au-delà de la prescription énoncée à l'article 15.2 du Mémoire d'accord imposant qu'une demande de réexamen se limite à des "aspects précis" du rapport intérimaire.³⁹

37. En ce qui concerne la demande de l'Ukraine visant à ce que nous ajoutions une description détaillée concernant la compétence des tribunaux ukrainiens dans l'ordre juridique ukrainien, nous notons que nous avons déjà exposé les faits nécessaires pour régler l'allégation de la Russie, et étayer notre raisonnement. Bien que l'Ukraine nous demande d'ajouter une description concernant l'ordre juridique ukrainien, elle ne propose aucune modification particulière et ne spécifie pas non

³² Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.93.

³³ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 19.

³⁴ Ukraine, observations sur la demande de réexamen intérimaire de la Russie, paragraphe 23.

³⁵ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 18.

³⁶ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 20.

³⁷ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 21.

³⁸ Ukraine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 8.

³⁹ Russie, observations sur la demande de réexamen intérimaire de l'Ukraine, paragraphes 11 et 12.

plus les ajouts précis qu'elle souhaite que nous fassions à cet égard. Nous ne considérons pas que ces descriptions additionnelles éclaireraient davantage le rapport final. Nous rejetons donc cet aspect de la demande de l'Ukraine.

38. S'agissant de la demande de l'Ukraine visant à ce que nous ajoutions une référence au fait que les tribunaux ukrainiens ont confirmé que le MEDT de l'Ukraine avait inclus à juste titre EuroChem dans les réexamens correspondants, nous ne considérons pas que ces ajouts éclaireraient davantage le rapport, ou seraient nécessaires pour régler l'allégation. Par conséquent, nous rejetons également cet aspect de la demande de l'Ukraine.⁴⁰

2.19 Paragraphe 7.150, note de bas de page 272 (note de bas de page 271 du rapport intérimaire)

39. L'Ukraine nous demande de modifier cette note de bas de page pour refléter correctement le titre de la Constitution de l'Ukraine.⁴¹ La Russie ne formule pas d'observation sur cette demande.

40. Nous avons effectué la modification suggérée par l'Ukraine.

2.20 Paragraphe 7.193

41. La Russie nous demande de rendre compte de son argument selon lequel, dans les réexamens correspondants, le MEDT de l'Ukraine a eu recours *de facto* aux données de fait disponibles en rejetant les frais consignés pour le gaz et en utilisant le prix de substitution pour le gaz afin de calculer le coût de production des producteurs russes visés par l'enquête.⁴² L'Ukraine ne formule pas d'observation sur cette demande.

42. Nous avons effectué la modification suggérée par la Russie.

2.21 Paragraphe 7.233

43. La Russie nous demande d'effectuer deux séries de modifications dans ce paragraphe. Premièrement, elle nous demande d'ajouter une phrase à la note de bas de page 424 (note de bas de page 422 du rapport intérimaire) relative au paragraphe 7.233 pour rendre compte d'une manière plus exhaustive de ses arguments.⁴³ Deuxièmement, elle nous demande d'ajouter une nouvelle note de bas de page à ce paragraphe pour indiquer qu'à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, elle a répondu au "moyen de défense" formulé par l'Ukraine au titre de l'article 6.5 de l'Accord antidumping en réponse à son allégation au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.⁴⁴ L'Ukraine nous demande de rejeter la demande de la Russie. En particulier, elle considère que les ajouts proposés par la Russie prêtent à confusion, elle indique que les arguments de la Russie au titre de l'article 6.5 étaient exposés d'une manière adéquate au paragraphe 7.230 du rapport intérimaire et elle ne souscrit pas à la qualification par la Russie des arguments de l'Ukraine au titre de l'article 6.5 de "moyen de défense".

44. Nous ne considérons pas que les références additionnelles aux arguments de la Russie sont nécessaires car elles n'éclaircissent pas davantage le rapport final. Par conséquent, nous rejetons les demandes de la Russie.

⁴⁰ Nous rappelons que dans le rapport intérimaire nous avons constaté que l'effet combiné des jugements des tribunaux ukrainiens, qui avaient constaté qu'EuroChem avait un taux de dumping négatif, et de la mise en œuvre de ces jugements par la modification de 2010 de l'ICIT était que la marge de dumping établie pour EuroChem durant la phase d'enquête initiale était *de minimis*. Nous avons donc constaté que l'obligation énoncée à la deuxième phrase de l'article 5.8 imposant aux autorités de clore l'enquête visant un exportateur ou un producteur dont il a été constaté qu'il avait une marge de dumping *de minimis* dans l'enquête initiale était applicable dans la présente affaire, et donc que les autorités ukrainiennes auraient dû clore l'enquête visant EuroChem. Nous ne considérons pas que les références aux jugements des tribunaux qui ont confirmé la décision des autorités ukrainiennes d'engager les réexamens correspondants visant EuroChem affectent la valeur probante des éléments de preuve sur lesquels nous nous sommes appuyés pour constater que, dans la phase d'enquête initiale, il avait été constaté qu'EuroChem avait un taux de dumping négatif.

⁴¹ Ukraine, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 7.

⁴² Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 22.

⁴³ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 23.

⁴⁴ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 24.

2.22 Paragraphe 7.250

45. La Russie nous demande d'ajouter des références à la note de bas de page 452 (note de bas de page 450 du rapport intérimaire) relative au paragraphe 7.250.⁴⁵ L'Ukraine ne formule pas d'observation sur cette demande.

46. Nous avons ajouté des références à la note de bas de page 452, y compris celles proposées par la Russie.

⁴⁵ Russie, demande de réexamen intérimaire, paragraphe 25.